

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27017]

16 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, article 3, modifié par le décret-programme du 3 février 2005 et par le décret du 22 novembre 2007, article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013, article 5, article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, article 7*bis*, inséré par le décret du 24 octobre 2013, article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, article 8*bis*, inséré par le décret du 24 octobre 2013, article 9, article 17, modifié par les décrets du 19 septembre 2002 et du 21 juin 2012, article 38, modifié par les décrets du 31 mai 2007 et du 24 octobre 2013, article 45, modifié par les décrets du 19 septembre 2002 et du 21 juin 2012, article 56*bis*, inséré par le décret du 24 octobre 2013, article 58, modifié par les décrets du 22 juillet 2010 et du 24 octobre 2013, article 61, modifié par les décrets du 5 juin 2008 et du 24 octobre 2013, article 64, modifié par le décret du 22 novembre 2007, article 65, modifié par les décrets du 10 novembre 2004, du 7 juillet 2006, du 22 novembre 2007, du 31 mai 2007, du 18 décembre 2008, par le décret-programme du 22 juillet 2010 et par les décrets du 27 octobre 2011 et du 24 octobre 2013, article 72, inséré par le décret du 24 octobre 2013, article 94*bis*, inséré par le décret du 24 octobre 2013, et article 181*ter*, inséré par le décret du 24 octobre 2013;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, article D. 20.16, modifié par les décrets du 16 mars 2006 et du 24 octobre 2013, et article D. 66, modifié par le décret du 10 novembre 2006;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis 54.382/4 du Conseil d'Etat donné le 25 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient d'insérer deux nouvelles rubriques à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées afin de transposer correctement l'annexe I^o de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Objet

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la Directive 96/61/CE du Conseil, telle que modifiée par la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009.

TITRE 2. — Conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement**CHAPITRE 1^{er}. — Champ d'application et définition**

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations et activités visées à l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 3. Au sens des présentes conditions sectorielles, on entend par :

1^o substances dangereuses : les substances ou les mélanges tels que définis à l'article 3 du Règlement (CE) n^o 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges;

2^o décret : le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3^o quantité relative de déchets : la quantité d'un type de déchet générée pendant une année, rapportée à un indicateur de l'activité de l'établissement pendant la même année.

CHAPITRE II. — Plan de prévention et de gestion des déchets

Art. 4. § 1^{er}. L'exploitant soumet tous les cinq ans au Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement un plan de prévention et de gestion des déchets produits par l'établissement. Le premier plan de prévention est envoyé dans l'année qui suit l'octroi du permis à la même date que la déclaration annuelle de production de déchets. Ce plan reprend les mesures programmées par l'exploitant pour réduire, si possible, les quantités et la dangerosité des déchets afin de limiter les aspects néfastes pour l'environnement et d'améliorer les modes de gestion des déchets résiduels.

Le plan visé à l'alinéa 1^{er} contient les mesures programmées par l'exploitant en matière de prévention dans le respect de la hiérarchie des déchets définie à l'article 1^{er} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les mesures et les objectifs chiffrés se rapportant à :

1^o la diminution des quantités relatives de déchets;

2^o la diminution de dangerosité potentielle des déchets;

3^o l'augmentation de la proportion de la quantité de déchets préparés en vue de la réutilisation par rapport à la quantité totale de déchets de déchets générés;

4^o l'augmentation de la proportion de la quantité de déchets recyclés par rapport à la quantité totale de déchets de déchets générés;

5° l'augmentation de la proportion de la quantité de déchets valorisés, autrement que par préparation en vue de la réutilisation ou recyclage par rapport à la quantité totale de déchets générés;

6° l'amélioration des propriétés physico-chimiques des déchets en vue de faciliter le respect de la hiérarchie des déchets et de réduire la dangerosité potentielle de ces déchets lors de leur gestion;

7° la diminution de la proportion des déchets éliminés, notamment par mise en centre d'enfouissement technique, par rapport à la quantité totale de déchets générés.

§ 2. L'exploitant établit annuellement un rapport sur la mise en œuvre du plan de prévention des déchets.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est envoyé à la même date que la déclaration annuelle de production de déchets.

CHAPITRE III. — *Plan interne de surveillance des obligations environnementales et obligation de rapportage*

Section 1^{re}. — Objectifs, actualisation et contenu minimum du plan

Art. 5. L'exploitant adopte un plan interne de surveillance des obligations environnementales ci-après dénommé « PISOE » ayant pour objectif la surveillance de la conformité des émissions avec les normes fixées dans les permis.

Après chaque modification de son permis, l'exploitant adapte son PISOE.

Art. 6. Le plan précise, selon les prescriptions de l'annexe 1^{re} :

1° les protocoles de surveillance prescrits par les conditions d'exploitation;

2° les dispositifs à installer pour effectuer les mesures des valeurs d'émissions.

Section 2. — Modalités d'adoption du plan

Art. 7. L'exploitant envoie un projet de PISOE au fonctionnaire chargé de la surveillance, dans un délai de six mois à dater de la mise en œuvre du permis ou de sa modification.

Art. 8. Le fonctionnaire chargé de la surveillance dispose d'un délai de 3 mois à dater de l'envoi du PISOE par l'exploitant pour lui communiquer ses éventuelles remarques. Dans ce cas, l'exploitant envoie les compléments demandés dans un délai de 3 mois. Dans un délai de vingt jours à dater de l'envoi des compléments par l'exploitant, le fonctionnaire chargé de la surveillance signifie à l'exploitant l'adoption définitive du PISOE.

Art. 9. Lorsque les conditions d'exploitation ne précisent pas la méthode de mesure et/ou l'appareil de mesure, l'exploitant interroge le laboratoire agréé chargé de la surveillance sur la méthode et/ou l'appareil de mesure recommandé(e) par le laboratoire de référence de la Région wallonne. L'avis du laboratoire agréé chargé de la surveillance est annexé au projet de PISOE.

Section 3. — Modalités d'inspection

Art. 10. Au moins huit jours ouvrables avant l'exécution des mesures et analyses prévues dans le PISOE, l'exploitant informe le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date ou de la période d'exécution de celles-ci.

En cas de non-respect du délai, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut exiger que de nouvelles mesures soient effectuées.

Art. 11. L'exploitant s'assure que toutes les valeurs mesurées ou calculées sont affectées de la marge d'erreur sur la mesure fixée par le laboratoire de référence de la Région wallonne sur la base des données scientifiques à sa disposition.

Art. 12. L'exploitant veille à ce que les valeurs limites mesurées qui s'appuient sur des valeurs d'entrée sont accompagnées d'un descriptif sur la méthode de détermination de ces dernières.

Art. 13. Si un audit est prescrit, les comptes-rendus d'audits et de déclarations environnementales sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 14. L'exploitant désigne un interlocuteur chargé des relations avec le fonctionnaire chargé de la surveillance. L'exploitant envoie la lettre de désignation de l'interlocuteur signée par celui-ci.

Art. 15. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations relatives au processus de production et de fabrication comprenant des données suffisantes pour établir le flux de matière telles que la quantité entrante, la quantité sortante et l'émission diffuse. Lorsqu'il y a modification de ces processus entraînant une modification des émissions soit en quantité avec une variation de vingt pour cent soit en qualité, l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance les informations relatives à son nouveau flux. Celui-ci peut lui demander des informations complémentaires.

Art. 16. Lorsqu'un plan interne de surveillance est requis, l'exploitant veille à ce que les modalités de rapportage soient portées à la connaissance du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les modalités de rapportage comprennent obligatoirement :

1° la définition de ce qui est contrôlé et visé dans le rapport tels que le temps de base et/ou le nombre d'enregistrements pour le calcul des moyennes;

2° la justification de ces contrôles (contrôle planifié, contrôle ponctuel, incident);

3° la date ou la période des contrôles (date et délai de communication);

4° les types et formats de support du rapport (électronique, papier,...);

5° le destinataire du rapport.

Section 4. — Obligations de rapportage

Art. 17. L'exploitant veille à ce que les résultats du PISOE soient recueillis sur une base annuelle et communiqués annuellement pour le 31 mars de l'année suivante au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 18. En cas d'application de l'article 7bis, § 1^{er}, 2°, du décret, l'exploitant envoie, en même temps que les résultats du PISOE, un résumé des résultats de la surveillance des émissions permettant la comparaison avec les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

CHAPITRE IV. — *Remise en état*

Art. 19. § 1^{er}. Lors de la cessation définitive des activités impliquant l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes, l'exploitant évalue le niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par des substances dangereuses pertinentes utilisées, produites ou rejetées par l'établissement. Si l'établissement est responsable d'une pollution significative du sol ou des eaux souterraines par des substances dangereuses pertinentes par rapport à l'état constaté dans le rapport de base visé à la 3^{ème} partie bis du formulaire général de demande de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenue dans la demande de permis ou dans le cadre de l'actualisation, l'exploitant prend les mesures nécessaires afin de remédier à cette pollution, de manière à remettre le site dans cet état conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. A cette fin, il peut être tenu compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, lors de la cessation définitive des activités, si la contamination du sol et des eaux souterraines sur le site présente un risque important pour la santé humaine ou pour l'environnement, en raison des activités autorisées exercées par l'exploitant avant que le permis relatif à l'établissement ait été actualisé pour la première fois après le 7 janvier 2013 et compte tenu de l'état du site de l'établissement constaté lors de la demande de permis, l'exploitant prend les mesures nécessaires visant à éliminer, maîtriser, confiner ou réduire les substances dangereuses pertinentes, de sorte que le site, compte tenu de son utilisation actuelle ou de l'utilisation qu'il a été convenu de lui donner à l'avenir, cesse de représenter un tel risque, et ce conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

§ 2. Lorsque l'exploitant n'est pas tenu d'établir un rapport de base visé à la 3^e partie bis du formulaire général de demande de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement contenue dans la demande de permis ou dans son actualisation, il prend les mesures nécessaires, lors de la cessation définitive des activités, visant à éliminer, maîtriser, confiner ou réduire les substances dangereuses pertinentes, de sorte que le site, compte tenu de son utilisation actuelle ou de l'utilisation qu'il a été convenu de lui donner à l'avenir, cesse de présenter un risque important pour la santé humaine ou pour l'environnement en raison de la contamination du sol et des eaux souterraines résultant des activités autorisées et compte tenu de l'état du site constaté lors de la demande de permis et ce, conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

TITRE 3. — Dispositions modificatives et abrogatoiresCHAPITRE I^{er}. — *Modifications du Livre I^{er} du Code de l'Environnement*

Art. 20. Dans la partie III, titre I^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement à la place des articles R. 19 et R. 20 retirés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006, il est inséré un chapitre III, comportant les articles R. 19 et 20, rédigés comme suit :

« Chapitre III – Dispositions exécutant l'article D.20.16.

Art. R. 19. Sont publiés sur le portail Environnement du site Internet de la Région wallonne:

1° les informations environnementales visées à l'article D. 20.16, alinéa 1^{er}, h, par l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou son délégué;

2° un résumé des mesures prises par l'exploitant lors de la cessation définitive des activités conformément à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement;

3° pour les activités visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants, ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, la copie du permis et toutes ses mises à jour ultérieures à l'exception des données soustraites à l'enquête publique conformément à l'article D. 29-15, par l'inspecteur général du Département des Permis et Autorisations de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son délégué;

4° pour les activités visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, la liste des installations d'incinération et de coïncinération des déchets dont la capacité nominale est inférieure à deux tonnes par heure, par l'inspecteur général du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou son délégué.

Art. R. 20. Les installations et activités visées à l'article D. 20.16, i, sont celles de l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets et celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants. »

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 21. Dans l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° DPA : le Département des Permis et Autorisations de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° installations et activités émettant des gaz à effet de serre : les installations et activités visées à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto; »;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° gaz à effet de serre : les gaz visés à l'article 2, 2°, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto; »;

4° il est inséré un 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° volailles : les volailles telles que définies à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des volailles et autres animaux de basse-cour ainsi qu'à la mise dans le commerce d'œufs à couver, de poussins d'un jour et de volailles d'élevage;

8° substances dangereuses : les substances ou les mélanges tels que définis à l'article 3 du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. »

Art. 22. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 15 est remplacé par ce qui suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, une demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre qui elle-même comprend les informations reprises à l'annexe XXI du présent arrêté ainsi qu'une proposition de plan de surveillance qui est transmise à l'Agence wallonne de l'air et du Climat pour approbation conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de combustion utilisant des combustibles solides produits localement et pour laquelle l'exploitant souhaite bénéficier de l'autorisation visée à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXVI du présent arrêté. »

Art. 23. L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. Outre les mentions énumérées à l'article 45 du décret, la décision accordant le permis mentionne :

1° les mesures de publicité de la décision;

2° les modalités de recours;

3° le cas échéant, un délai de mise en œuvre particulier pour certaines conditions particulières d'exploitation;

4° les obligations de l'exploitant énumérées aux articles 57 à 59 du décret;

5° l'obligation d'informer l'autorité compétente du changement d'exploitant conformément à l'article 60 du décret;

6° le principe de caducité dans les cas prévus à l'article 48 du décret.

La décision indique, le cas échéant, si la mise en œuvre du permis est subordonnée :

1° à la constitution de droits réels par le titulaire du permis sur les biens concernés par l'exploitation;

2° à l'approbation préalable du fonctionnaire technique.

§ 2. Si le permis porte sur une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la décision contient le plan de gestion des déchets conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture. Elle indique également, si c'est le cas, que l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Elle contient en outre les informations suivantes :

1° une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;

2° les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et, notamment, l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel, et l'interaction entre ces facteurs;

3° une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, y remédier;

4° un résumé non technique des informations visées aux points 1° à 3°.

§ 3. Si le permis porte sur un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre visée à l'article 45 du décret comporte :

1° le nom et l'adresse de l'exploitant;

2° une description des activités de l'établissement;

3° le plan de surveillance approuvé par l'Agence wallonne de l'air et du climat conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre,

4° les exigences en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre;

5° l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas, autres que ceux délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 10 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Lorsque les émissions d'un gaz à effet de serre provenant d'un établissement sont spécifiées à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto en relation avec une activité exercée dans cet établissement, la décision accordant le permis d'environnement ne comporte pas de valeur limite d'émission pour les émissions directes de ce gaz, à moins que cela ne soit nécessaire pour éviter toute pollution locale significative.

§ 4. La décision accordant le permis d'environnement portant sur une prise d'eau mentionne:

- 1° les dispositifs de prise d'eau;
- 2° les modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
- 3° l'utilisation de l'eau captée;
- 4° le volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
- 5° la fréquence des relevés de comptage des volumes et au contrôle de la qualité de l'eau prélevée.

La décision accordant le permis d'environnement portant sur une prise d'eau mentionne également, le cas échéant :

- 1° l'isolement des différentes nappes aquifères;
- 2° la préservation des prises d'eau souterraines dans le voisinage;
- 3° la sécurité des personnes et des biens;
- 4° la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs;
- 5° les modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes.

§ 5. La décision accordant le permis d'environnement portant sur un établissement visé à l'annexe XXIII mentionne :

1° des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes figurant à l'annexe VII de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et à l'annexe XXV du présent arrêté et pour les autres substances polluantes qui sont susceptibles d'être émises par l'établissement concerné en quantités significatives, eu égard à leur nature et à leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre. Les valeurs limite d'émission peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement;

2° des prescriptions appropriées garantissant la protection du sol et des eaux souterraines et des mesures concernant la surveillance et la gestion des déchets générés par l'établissement;

3° des exigences appropriées en matière de surveillance des émissions spécifiant :

a) la méthode de mesure, la procédure d'évaluation et la fréquence des relevés, à moins que cette fréquence ne soit déterminée dans les conditions sectorielles; et

b) en cas d'application de l'article 7bis, § 1^{er}, 2°, du décret, que les résultats de la surveillance des émissions sont disponibles pour les mêmes périodes et pour les mêmes conditions de référence que les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Ces exigences de surveillance sont basées, le cas échéant, sur les conclusions de la surveillance décrite dans les conclusions sur les MTD.

4° une obligation de fournir à l'Administration de l'Environnement régulièrement et au moins une fois par an :

a) des informations fondées sur les résultats de la surveillance des émissions visée au 3° et d'autres données requises permettant au fonctionnaire chargé de la surveillance de contrôler le respect des conditions d'exploitation; et

b) en cas d'application de l'article 7bis, § 1^{er}, 2°, du décret, un résumé des résultats de la surveillance des émissions permettant la comparaison avec les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles;

5° des exigences appropriées concernant :

a) l'entretien et la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines en application du 2°;

b) la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines portant sur les substances dangereuses pertinentes susceptibles de se trouver sur le site et eu égard à la possibilité de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'établissement;

c) la fréquence de cette surveillance périodique, à moins que cette fréquence ne soit déterminée dans les conditions sectorielles.

Sans préjudice du point a), cette surveillance périodique s'effectue au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et tous les dix ans pour le sol, à moins qu'elle ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de contamination;

6° des mesures relatives à des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, telles que les opérations de démarrage et d'arrêt, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés et l'arrêt définitif de l'exploitation;

7° des dispositions visant à réduire au minimum la pollution à longue distance ou transfrontière;

8° des conditions permettant d'évaluer le respect des valeurs limites d'émission ou une référence aux exigences applicables prévues par une autre législation.

La décision accordant le permis d'environnement portant sur un établissement visé à l'annexe XXIII mentionne également :

1° les résultats des consultations menées avant que la décision ne soit prise, et une explication de la manière dont il en a été tenu compte dans la décision;

2° le titre des documents de référence MTD pertinents pour l'installation ou l'activité concernée;

3° la méthode utilisée pour déterminer les conditions d'exploitation, y compris les valeurs limites d'émission, au regard des meilleures techniques disponibles et des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles;

4° lorsqu'une dérogation est accordée conformément à l'article 7bis, § 2, du décret, les raisons spécifiques pour lesquelles elle l'a été, sur la base des critères visés audit paragraphe, et les conditions dont elle s'assortit;

5° le cas échéant, pour les établissements qui utilisent, produisent ou rejettent des substances dangereuses pertinentes, des mesures de sécurité ou de suivi imposées suite à l'analyse du rapport de base visé à la 3^e partie bis du formulaire général de demande.

§ 6. Lorsqu'elle concerne une installation d'incinération ou de coïncinération, la décision accordant le permis d'environnement comprend les éléments suivants:

1° une énumération explicite des catégories de déchets qui peuvent être traités. La liste utilise, si possible, au moins les catégories de déchets telles que définies à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets et contient, le cas échéant, des informations sur la quantité de chaque catégorie de déchets;

2° la capacité totale d'incinération ou de coïncinération de l'installation;

3° les valeurs limites d'émission dans l'air et dans l'eau;

4° les exigences requises concernant le pH, la température et le débit des rejets d'eaux résiduaires;

5° les procédures d'échantillonnage et de mesure, et les fréquences à utiliser pour respecter les conditions définies pour la surveillance des émissions;

6° la durée maximale admissible des arrêts, dérèglements ou défaillances techniquement inévitables des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure, pendant lesquels les émissions dans l'air et les rejets d'eaux résiduaires peuvent dépasser les valeurs limites d'émission prescrites;

7° lorsqu'il s'agit d'une installation d'incinération ou de coïncinération avec valorisation énergétique, les mesures prévues pour assurer une efficacité énergétique élevée de la valorisation des déchets.

En plus des exigences énoncées à l'alinéa précédent, la décision accordant le permis d'environnement à une installation d'incinération des déchets ou de coïncinération des déchets utilisant des déchets dangereux contient les éléments suivants:

1° la liste des quantités des différentes catégories de déchets dangereux pouvant être traitées;

2° le débit massique minimal et maximal de ces déchets dangereux, leur valeur calorifique minimale et maximale et leur teneur maximale en polychlorobiphényle, pentachlorophénol, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et autres substances polluantes.

§ 7. La décision accordant le permis d'environnement portant sur les établissements visés par l'annexe XXIII du présent arrêté, les installations et/ou activités consommant des solvants visées aux rubriques COV-01 à COV-21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations de combustion, dont la puissance thermique nominale totale est égale ou supérieure à 50 MW, quel que soit le type de combustible utilisé et qui sont visées aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations produisant du dioxyde de titane (TiO₂) visées à la rubrique 24.12.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et les installations d'incinération et de coïncinération de déchets visées par la rubrique 90.24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées comporte des dispositions relatives à la répartition des responsabilités lorsque il existe plusieurs exploitants pour le même établissement.

§ 8. Lorsque la décision est envoyée au fonctionnaire technique par l'autorité compétente conformément à l'article 35 du décret, l'autorité compétente indique sur quels points le contenu de la décision s'écarte du rapport de synthèse rédigé par le fonctionnaire technique dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande de permis. »

Art. 24. Dans L'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 15 est remplacé par ce qui suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, une demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre qui elle-même comprend les informations reprises à l'annexe XXI du présent arrêté ainsi qu'une proposition de plan de surveillance qui est transmise à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour approbation conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre. »;

° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de combustion utilisant des combustibles solides produits localement et pour laquelle l'exploitant souhaite bénéficier de l'autorisation visée à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, les informations reprises à l'annexe XXVI du présent arrêté. »

Art. 25. L'article 46 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 46. § 1^{er}. Outre les mentions énumérées à l'article 45 du décret, la décision accordant le permis mentionne :

1° les mesures de publicité de la décision;

2° les modalités de recours;

3° le cas échéant, un délai de mise en œuvre particulier pour certaines conditions particulières d'exploitation;

4° les obligations de l'exploitant énumérées aux articles 57 à 59 du décret;

5° l'obligation d'informer l'autorité compétente du changement d'exploitant conformément à l'article 60 du décret;

6° le principe de caducité dans les cas prévus à l'article 48 du décret.

La décision indique, le cas échéant, si la mise en œuvre du permis est subordonnée :

1° à la constitution de droits réels par le titulaire du permis sur les biens concernés par l'exploitation;

2° à l'approbation préalable du fonctionnaire technique.

§ 2. Si le permis porte sur une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la décision contient le plan de gestion des déchets conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture. Elle indique également, si c'est le cas, que l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Elle contient en outre les informations suivantes :

- 1° une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- 2° les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et, notamment, l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel, et l'interaction entre ces facteurs;
- 3° une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, y remédier;
- 4° un résumé non technique des informations visées aux points 1° à 3°.

§ 3. Si le permis porte sur un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités émettant des gaz à effet de serre, l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre visée à l'article 45 du décret comporte:

- 1° le nom et l'adresse de l'exploitant;
- 2° une description des activités de l'établissement;
- 3° le plan de surveillance approuvé par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre;
- 4° les exigences en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre;
- 5° l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas, autres que ceux délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 10 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Lorsque les émissions d'un gaz à effet de serre provenant d'un établissement sont spécifiées à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto en relation avec une activité exercée dans cet établissement, la décision accordant le permis d'environnement ne comporte pas de valeur limite d'émission pour les émissions directes de ce gaz, à moins que cela ne soit nécessaire pour éviter toute pollution locale significative.

§ 4. La décision accordant le permis unique portant sur une prise d'eau mentionne :

- 1° les dispositifs de prise d'eau;
 - 2° les modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
 - 3° l'utilisation de l'eau captée;
 - 4° le volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
 - 5° la fréquence des relevés de comptage des volumes et au contrôle de la qualité de l'eau prélevée.
- La décision accordant le permis unique portant sur une prise d'eau mentionne également, le cas échéant :
- 1° l'isolement des différentes nappes aquifères;
 - 2° la préservation des prises d'eau souterraines dans le voisinage;
 - 3° la sécurité des personnes et des biens;
 - 4° la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs;
 - 5° les modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes.

§ 5. La décision accordant le permis unique portant sur un établissement visé à l'annexe XXIII mentionne :

- 1° des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes figurant à l'annexe VII de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et à l'annexe XXV du présent arrêté et pour les autres substances polluantes qui sont susceptibles d'être émises par l'établissement concerné en quantités significatives, eu égard à leur nature et à leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre. Les valeurs limite d'émission peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement;
- 2° des prescriptions appropriées garantissant la protection du sol et des eaux souterraines et des mesures concernant la surveillance et la gestion des déchets générés par l'établissement;

3° des exigences appropriées en matière de surveillance des émissions spécifiant :

a) la méthode de mesure, la procédure d'évaluation et la fréquence des relevés, à moins que cette fréquence ne soit déterminée dans les conditions sectorielles; et

b) en cas d'application de l'article 7bis, § 1^{er}, 2°, du décret, que les résultats de la surveillance des émissions sont disponibles pour les mêmes périodes et pour les mêmes conditions de référence que les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Ces exigences de surveillance sont basées, le cas échéant, sur les conclusions de la surveillance décrite dans les conclusions sur les MTD;

4° une obligation de fournir à l'Administration de l'Environnement régulièrement et au moins une fois par an :

a) des informations fondées sur les résultats de la surveillance des émissions visée au 3° et d'autres données requises permettant au fonctionnaire chargé de la surveillance de contrôler le respect des conditions d'exploitation; et

b) en cas d'application de l'article 7bis, paragraphe 1^{er}, 2, du décret, un résumé des résultats de la surveillance des émissions permettant la comparaison avec les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles;

5° des exigences appropriées concernant :

a) l'entretien et la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines en application du 2°;

b) la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines portant sur les substances dangereuses pertinentes susceptibles de se trouver sur le site et eu égard à la possibilité de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'établissement;

c) la fréquence de cette surveillance périodique, à moins que cette fréquence ne soit déterminée dans les conditions sectorielles.

Sans préjudice du point a), cette surveillance périodique s'effectue au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et tous les dix ans pour le sol, à moins qu'elle ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de contamination;

6° des mesures relatives à des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, telles que les opérations de démarrage et d'arrêt, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés et l'arrêt définitif de l'exploitation;

7° des dispositions visant à réduire au minimum la pollution à longue distance ou transfrontière;

8° des conditions permettant d'évaluer le respect des valeurs limites d'émission ou une référence aux exigences applicables prévues par une autre législation.

La décision accordant le permis unique portant sur un établissement visé à l'annexe XXIII mentionne également :

1° les résultats des consultations menées avant que la décision ne soit prise, et une explication de la manière dont il en a été tenu compte dans la décision;

2° le titre des documents de référence MTD pertinents pour l'installation ou l'activité concernée;

3° la méthode utilisée pour déterminer les conditions d'exploitation, y compris les valeurs limites d'émission, au regard des meilleures techniques disponibles et des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles;

4° lorsqu'une dérogation est accordée conformément à l'article 7bis, § 2, du décret, les raisons spécifiques pour lesquelles elle l'a été, sur la base des critères visés audit paragraphe, et les conditions dont elle s'assortit;

5° le cas échéant, pour les établissements qui utilisent, produisent ou rejettent des substances dangereuses pertinentes, des mesures de sécurité ou de suivi imposées suite à l'analyse du rapport de base visé à la 3^{ème} partie bis du formulaire général de demande.

§ 6. Lorsqu'elle concerne une installation d'incinération ou de coïncinération, la décision accordant le permis unique comprend les éléments suivants:

1° une énumération explicite des catégories de déchets qui peuvent être traités. La liste utilise, si possible, au moins les catégories de déchets telles que définies à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets et contient, le cas échéant, des informations sur la quantité de chaque catégorie de déchets;

2° la capacité totale d'incinération ou de coïncinération de l'installation;

3° les valeurs limites d'émission dans l'air et dans l'eau;

4° les exigences requises concernant le pH, la température et le débit des rejets d'eaux résiduelles;

5° les procédures d'échantillonnage et de mesure, et les fréquences à utiliser pour respecter les conditions définies pour la surveillance des émissions;

6° la durée maximale admissible des arrêts, dérèglements ou défaillances techniquement inévitables des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure, pendant lesquels les émissions dans l'air et les rejets d'eaux résiduelles peuvent dépasser les valeurs limites d'émission prescrites;

7° lorsqu'il s'agit d'une installation d'incinération ou de coïncinération avec valorisation énergétique, les mesures prévues pour assurer une efficacité énergétique élevée de la valorisation des déchets.

En plus des exigences énoncées à l'alinéa précédent, la décision accordant le permis unique à une installation d'incinération des déchets ou de coïncinération des déchets utilisant des déchets dangereux contient les éléments suivants:

1° la liste des quantités des différentes catégories de déchets dangereux pouvant être traitées;

2° le débit massique minimal et maximal de ces déchets dangereux, leur valeur calorifique minimale et maximale et leur teneur maximale en polychlorobiphényle, pentachlorophénol, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et autres substances polluantes.

§ 7. La décision accordant le permis unique portant sur les établissements visés par l'annexe XXIII du présent arrêté, les installations et/ou activités consommant des solvants visées aux rubriques COV-01 à COV-21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations de combustion, dont la puissance thermique nominale totale est égale ou supérieure à 50 MW, quel que soit le type de combustible utilisé et qui sont visées aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 de l'arrêté

du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations produisant du dioxyde de titane (TiO₂) visées à la rubrique 24.12.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées et les installations d'incinération et de coïncinération de déchets visées par les rubriques 90.24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées comporte des dispositions relatives à la répartition des responsabilités lorsque il existe plusieurs exploitants pour le même établissement.

§ 8. Lorsque la décision est envoyée au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par le collège communal conformément à l'article 93 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le collège communal indique sur quels points le contenu de la décision s'écarte du rapport de synthèse rédigé par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué dans le cadre de la procédure d'instruction de la demande. »

Art. 26. La sous-section 1^{re} de la section 7 du Chapitre II du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Sous-section 1^{re}. — Plan d'inspection environnementale

Art. 90. Le Ministre de l'Environnement détermine le plan d'inspection environnementale au niveau régional.

Ce plan est régulièrement révisé et le cas échéant mis à jour.

Le plan d'inspection environnementale comporte obligatoirement :

- 1° une analyse générale des problèmes d'environnement à prendre en considération;
- 2° la zone géographique couverte par le plan d'inspection;
- 3° un registre des établissements couverts par le plan;
- 4° des procédures pour l'établissement des programmes d'inspections environnementales de routine;
- 5° des procédures pour les inspections environnementales non programmées;
- 6° le cas échéant, des dispositions concernant la coopération entre différentes autorités d'inspection.

Art. 91. L'évaluation systématique des risques environnementaux, visée à l'article 61, § 2 du décret, est fondée au moins sur les critères suivants :

- 1° les incidences potentielles et réelles des établissements concernés sur la santé humaine et l'environnement, compte tenu des niveaux et des types d'émissions, de la sensibilité de l'environnement local et des risques d'accident;
- 2° les résultats en matière de respect des conditions d'exploitation;
- 3° la participation de l'exploitant au système de management environnemental et d'audit de l'Union européenne, conformément au Règlement (CE) n° 221/2009 du 25 novembre 2009 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit.

Art. 92. Le rapport visé à l'article 61, § 4, du décret est rendu disponible au public conformément aux articles D. 10 à D. 20-14 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement dans les quatre mois suivant la visite de l'établissement. »

Art. 27. A l'article 97bis du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale nouvelle ou révisée, conformément à l'article 56 du décret; »;

2° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans un délai de quatre ans à partir de la publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD relatives à l'activité principale d'un établissement, l'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, réexamine et, le cas échéant, modifie, sur avis du directeur de la Direction extérieure du DPA de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite et des instances désignées par le Gouvernement les conditions particulières d'exploitation des établissements visés à l'annexe XXIII afin d'assurer leur conformité notamment à l'article 7bis du décret.

Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les MTD ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'établissement, adoptées depuis que le permis a été délivré ou examiné pour la dernière fois.

Le fonctionnaire chargé de la surveillance veille à ce que l'établissement respecte lesdites conditions d'exploitation dans le même délai. »;

3° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. A la demande du directeur de la Direction extérieure du DPA de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite et dans le délai que celui-ci détermine, l'exploitant présente toutes les informations nécessaires aux fins du réexamen des permis y compris notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'établissement avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les MTD applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Le directeur de la Direction extérieure du DPA de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite envoie sans délai les informations à l'autorité compétente pour délivrer le permis d'environnement en première instance. »;

4° il est inséré un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsqu'une installation ou activité visée par l'annexe XXIII ne fait l'objet d'aucune des conclusions sur les MTD, les conditions particulières d'exploitation sont réexaminées et, si nécessaire, modifiées lorsque l'évolution des meilleures techniques permet une réduction sensible des émissions. »;

5° il est inséré un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. L'exploitant d'un établissement visé par l'annexe XXIII qui utilise, produit ou rejette des substances dangereuses pertinentes et étant donné le risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation joint le rapport de base visé à la 3^{ème} partie bis du formulaire général de demande avant la première actualisation de son permis liée à la publication des conclusions MTD relatives à l'activité principale qui intervient après le 7 janvier 2013. »

Art. 28. Dans le même arrêté, il est inséré un article 97ter rédigé comme suit :

« Art. 97ter. Lors du réexamen des conditions particulières d'exploitation, le directeur de la Direction extérieure du DPA de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite utilise toutes les informations résultant de la surveillance ou des inspections. »

Art. 29. A l'article 117, § 1^{er}, du même arrêté, il est inséré les mots « 1^{er}, 29^o, » entre les mots « articles » et « 61 ».

Art. 30. Dans la section 10 du chapitre II du même arrêté, il est inséré une sous-section 12 rédigée comme suit :

« Sous-section 12. — Désignations diverses

Art. 120^{ter}. Le fonctionnaire technique compétent pour évaluer les résultats de la surveillance des émissions visé à l'article 7^{bis}, § 1^{er}, du décret est le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le fonctionnaire technique compétent pour se tenir informé de l'évolution des meilleures techniques disponibles visé à l'article 8^{bis} du décret est l'inspecteur général du Département Environnement et Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou son délégué.

Le fonctionnaire technique visé à l'article 58, § 2, 2^o, du décret est le fonctionnaire chargé de la surveillance. ».

Art. 31. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré une section 11 rédigée comme suit :

« Section 11. — Désignations diverses

Art. 120^{quater}. Les installations et activités visées aux articles 7^{bis}, 38, 56^{bis}, 61, 72, § 1^{er}, 94^{bis}, 181^{ter} du décret sont celles de l'annexe XXIII.

Art. 120^{quinquies}. Les valeurs limites d'émission visées à l'article 7^{bis}, § 2, alinéa 3, du décret sont les valeurs limites d'émission fixées dans les arrêtés suivants :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants;

2^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion;

3^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets;

4^o arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles applicables aux installations produisant du dioxyde de titane.

Art. 120^{sexies}. Les seuils de capacité visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret sont ceux visés à l'annexe XXIII. »

Art. 32. A l'annexe I^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point III.2. du Cadre III de la première partie est inséré un point *c*) libellé comme suit :

« *c*) un dossier technique conformément à la partie 3^{bis} du présent formulaire (établissements IPPC)

NON OUI, alors n^o d'annexe : »;

2^o la 3^e partie bis, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2007, est remplacée par ce qui suit :

« L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe XXIII joint au formulaire général de demande :

1^o un dossier technique comportant la description :

- de l'établissement, ainsi que de la nature et de l'ampleur de ses activités;

- des matières premières et auxiliaires, des substances et de l'énergie utilisées dans ou produites par l'établissement;

- des sources des émissions de l'établissement;

- de l'état du site d'implantation de l'établissement;

- de la nature et des quantités des émissions prévisibles de l'établissement dans chaque milieu ainsi qu'une identification des effets significatifs des émissions sur l'environnement;

- de la technologie prévue et des autres techniques visant à prévenir les émissions provenant de l'établissement ou, si cela n'est pas possible, à les réduire;

- en tant que besoin, des mesures concernant la prévention et la valorisation des déchets générés par l'établissement;

- des mesures prévues pour la surveillance des émissions dans l'environnement;

- des principales solutions de substitution, s'il en existe, sous la forme d'un résumé;

2^o un rapport de base lorsque la demande de permis d'environnement ou de permis unique porte sur une nouvelle exploitation d'un établissement visé à l'annexe XXIII qui utilise, produit ou rejette des substances dangereuses pertinentes et étant donné le risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation. Ce rapport de base est réalisé par un expert agréé conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Le rapport de base contient les informations nécessaires pour déterminer le niveau de contamination du sol et des eaux souterraines, en se référant aux normes visées en annexe I^{er} du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, de manière à effectuer une comparaison quantitative avec l'état du site lors de la cessation définitive des activités.

Le rapport de base contient au minimum les objectifs, exigences et éléments relatifs à l'étude d'orientation et, le cas échéant, à l'étude de caractérisation tels que mentionnés dans le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Lorsqu'une étude d'orientation visés aux articles 37 et suivants du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols a été réalisée sur le terrain moins de cinq ans avant l'introduction de la demande de permis et conclut qu'aucune autre investigation n'est nécessaire ou lorsqu'une étude de caractérisation visée aux articles 42 et suivants du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols a été réalisée sur le terrain moins de cinq ans avant l'introduction de la demande de permis et que le demandeur démontre qu'il n'y a pas eu de pollution postérieure, cette étude d'orientation ou de caractérisation permet de remplir les obligations de l'alinéa 1^{er}.

Le rapport de base comporte également :

1^o les propositions de l'expert sur les prescriptions appropriées garantissant la protection du sol et des eaux souterraines et sur des mesures concernant leur surveillance;

2^o les propositions de l'expert sur les exigences appropriées concernant :

a) l'entretien et la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines en application du 1^o;

b) la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines portant sur les substances dangereuses pertinentes susceptibles de se trouver sur le terrain et eu égard à la possibilité de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'établissement;

c) la fréquence de cette surveillance périodique, à moins que cette fréquence ne soit déterminée dans les conditions sectorielles.

Le Ministre de l'Environnement peut définir les règles permettant aux experts d'émettre les propositions visées au 2°;

3° un résumé non technique des informations reprises aux points 1° et 2°, le cas échéant. »

Art. 33. L'annexe XVII du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe XVII - Formulaire relatif aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets visées à la rubrique 90.24 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Lorsque la demande de permis d'environnement ou de permis unique concerne une installation d'incinération et/ou de coïncinération de déchets celle-ci contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique :

1° une description des mesures envisagées pour garantir le respect des exigences suivantes :

a) l'installation est conçue et équipée, et sera entretenue et exploitée de manière à ce que les exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, soient respectées et en tenant compte des catégories de déchets à incinérer ou à coïncinérer;

b) la chaleur produite par l'incinération et la coïncinération est valorisée, lorsque cela est faisable, par la production de chaleur, de vapeur ou d'électricité;

c) les résidus produits seront aussi minimes et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés;

d) l'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée conformément à la législation;

e) lorsque la demande concerne une autorisation ayant trait à l'incinération ou la coïncinération de déchets avec valorisation énergétique, établir que cette valorisation présentera une efficacité énergétique élevée;

2° la copie du diplôme exigé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets ou une attestation justifiant l'expérience en la matière. »

Art. 34. L'annexe XXI du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 35. L'annexe XXIII du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 36. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXVII, qui est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

Art. 37. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXVIII qui est jointe en annexe 5 au présent arrêté.

Art. 38. Dans le même arrêté, les mots « la DPA » sont remplacés par les mots « le DPA ».

Art. 39. Dans le même arrêté, les mots « collège des bourgmestre et échevins » sont remplacés par les mots « collège communal ».

Art. 40. Dans le même arrêté, les mots « article 38 du décret à l'exception du § 1^{er}, 4°, et du § 4 » sont remplacés par les mots « article D. 29-22, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, à l'exception de l'alinéa 4, 6° » et les mots « article 38 du décret, à l'exception du § 1^{er}, 4° » sont remplacés par les mots « article D. 29-22, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement ».

*CHAPITRE III. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999
relatif au permis d'environnement*

Art. 41. Dans le Chapitre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Les valeurs limites d'émission des substances polluantes sont applicables au point de rejet des émissions à la sortie de l'établissement, et toute dilution intervenant avant ce point n'est pas prise en compte lors de la détermination de ces valeurs.

En ce qui concerne les rejets indirects de substances polluantes dans l'eau, l'effet d'une station d'épuration peut être pris en considération lors de la détermination des valeurs limites d'émission de l'établissement, à condition qu'un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble soit garanti et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu. »

Art. 42. L'article 10 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'article 7bis, § 2, du décret, l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux installations et activités visées à l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. »

Art. 43. Dans l'article 12 du même arrêté, le quatrième tiret est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées*

Art. 44. A l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la rubrique 10.90.03, il est inséré une rubrique 10.90.03.03, rédigée comme suit :

10.90.03.03 ne constituant pas une dépendance de mine et dont la capacité installée de production est inférieure ou égale à 10 T/jour	2					
---	---	--	--	--	--	--

2° l'intitulé de la rubrique 26.5. est remplacé par les mots « Fabrication de ciment, chaux, plâtre et d'oxyde de magnésium »;

3° dans la rubrique 26.5., il est inséré une rubrique 26.54 rédigée comme suit :

26.54 Production d'oxyde de magnésium						
26.54.01 Installation destinée à la production d'oxyde de magnésium dans des fours, lorsque la capacité installée de production est :						
26.54.01.01 égale ou supérieure à 50 T/jour et inférieure à 500 T/jour	2					
26.54.01.02 supérieure ou égale à 500 T/jour	1	X				

TITRE 4. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 45. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 46. § 1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent :

1° le présent arrêté entre en vigueur le 7 janvier 2014 pour les installations et activités visées à l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui sont en service et font l'objet d'un permis délivré avant le 7 janvier 2013 ou dont les exploitants ont introduit une demande de permis avant le 7 janvier 2013, à condition que ces installations soient mises en exploitation au plus tard le 7 janvier 2014 :

a) point 1.1 pour les activités d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW;

b) points 1.2 et 1.3;

c) point 1.4 a);

d) points 2.1 à 2.6;

e) points 3.1 à 3.5;

f) points 4.1 à 4.6 pour les activités relatives à la production par transformation chimique;

g) points 5.1 et 5.2 tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté :

i. 5.1. a) Installations pratiquant une des opérations d'élimination, telles que définies à l'annexe II du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets dangereux ou d'huiles usagées avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;

b) Installations pratiquant une des opérations de valorisation R1, R5, R8 ou R9, telles que définies à l'annexe III du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets dangereux ou d'huiles usagées avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.

ii. 5.2. Installations destinées à l'incinération des déchets ménagers d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure;

h) points 5.3 a) i) et ii);

i) point 5.4;

j) point 6.1 a) et b);

k) points 6.2 et 6.3;

l) point 6.4 a);

m) point 6.4 b) tel qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté :

6.4. b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de :

i. matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

ii. matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle);

n) point 6.4 c);

o) points 6.5 à 6.9;

2° le présent arrêté entre en vigueur le 7 juillet 2015 pour les activités visées à l'annexe XXIII du même arrêté qui sont en service avant le 7 janvier 2013 :

a) point 1.1 pour les activités d'une puissance thermique nominale totale de 50 MW;

b) point 1.4 b);

- c) points 4.1 à 4.6 pour les activités relatives à la production par transformation biologique;
- d) points 5.1 et 5.2 pour les activités non couvertes par l'annexe XXIII en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- e) points 5.3 a), iii) à v);
- f) point 5.3. b)
- g) points 5.5. et 5.6.;
- h) point 6.1 c);
- i) point 6.4 b) pour les activités non couvertes par l'annexe XXIII en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- j) points 6.10 et 6.11.

§ 2. Les conditions particulières relatives au plan de prévention des déchets et au PISOE insérées dans les permis délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et portant sur des installations et activités visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sont abrogées.

§ 3. Le décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles entre en vigueur à la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 47. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le, 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^{re}. — Contenu du plan interne de surveillance des obligations environnementales

I. Permis et autorisations

Autorité compétente	Réf. permis	Activités/ Installations	Cautionnement	Cautionnement validé par le FT	Permis exécutoire le	Durée de validité

II. Contrôles obligatoires

Type/ thématique	Activités/ installation	Réf légale	Fréquence/ périodicité	Responsable interne	Intervenant extérieur	Date du dernier contrôle	Réf enregistrement	Conforme/ non-conforme
							Ex. protocole de labo	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles.

Namur, le 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe 2

ANNEXE XXI

Informations à communiquer en vue de l'exploitation d'un établissement visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre

Ce document est complété uniquement par les exploitants exerçant au moins une activité visée par l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Activités (1)	Gaz à effet de serre
<p>Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)</p> <p>Raffinage de pétrole</p> <p>Production de coke</p> <p>Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)</p> <p>Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure</p> <p>Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages)</p> <p>lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage.</p> <p>Production d'aluminium primaire</p> <p>Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées</p> <p>Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées.</p>	<p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour</p> <p>Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour</p> <p>Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour</p> <p>Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour</p> <p>Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées.</p>	<p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.</p> <p>Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.</p> <p>Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées</p> <p>Production d'acide nitrique</p> <p>Production d'acide adipique</p> <p>Production de glyoxal et d'acide glyoxylique</p> <p>Production d'ammoniac</p>	<p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote</p> <p>Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p>

Activités (1)	Gaz à effet de serre
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour Production d'hydrogène (H ₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour Production de soude (Na ₂ CO ₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO ₃) Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par la présente annexe en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE Transport par pipelines des gaz à effet de serre en vue de leur stockage dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone Dioxyde de carbone

I. Résumé non technique (2)

--

II. Informations sur les personnes ressources en matière de déclaration et de surveillance des émissions de gaz à effet de serre

II.A) Adresse du site et coordonnées de la personne de contact en charge de la surveillance des émissions de gaz à effet de serre

Nom de l'entreprise :		
Rue :	N° :	Boîte :
Code postal :	Commune :	
Nom du responsable :	Prénom :	
Fonction :		
Tél. direct :	Fax :	
E-mail :		

II.B) Coordonnées de la personne en charge de la déclaration de gaz à effet de serre

Nom :	Prénom :
Fonction :	
Tél. direct :	Fax :
E-mail :	

II.C) Coordonnées de la personne en charge de la rédaction du présent formulaire

Nom :	Prénom :
Fonction :	
Tél. direct :	Fax :
E-mail :	

III. Description de l'installation et de ses activités émettant des gaz à effet de serre ainsi que des technologies utilisées

--

2. Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou à des rendements. Si une même installation met en œuvre plusieurs activités relevant de la même catégorie, les capacités de ces activités s'additionnent.

3. Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les «unités qui utilisent exclusivement de la biomasse» comprennent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.

4. Si une unité met en œuvre une activité dont le seuil n'est pas exprimé en puissance calorifique totale de combustion, c'est le seuil utilisé pour cette activité qui détermine l'inclusion dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

5. Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.

(2) Le résumé non technique porte sur les informations suivantes :

- a) l'installation et ses activités ainsi que des technologies utilisées;
- b) les matières premières et auxiliaires dont l'emploi est susceptible d'entraîner des émissions de gaz à effet de serre;
- c) les sources d'émission des gaz à effet de serre;
- d) les mesures prévues pour surveiller et déclarer les émissions.

(3) Reproduire à la suite le modèle ci-dessus autant de fois que nécessaire de manière à pouvoir lister l'ensemble des activités et sources associées susceptibles d'entraîner des émissions de gaz à effet

(4) Capacité de production (ex: tonnes par jour), densité de production (ex: kg/m³) ou puissance thermique nominale de combustion (MW), selon la rubrique considérée de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006.

(5) Référence du numéro du permis, de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la permission considéré, ainsi que sa date de délivrance.

Annexe 3

Annexe XXIII

La présente annexe ne s'applique pas aux activités de recherche et développement ou à l'expérimentation de nouveaux produits et procédés.

Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou des rendements. Si plusieurs activités relevant de la même description d'activité contenant un seuil sont mises en œuvre dans une même installation, les capacités de ces activités s'additionnent. Pour les activités de gestion des déchets, ce mode de calcul s'applique aux activités visées au point 5.1 et au point 5.3, sous a) et b).

1. Industries d'activités énergétiques

- 1.1. Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.
- 1.2. Raffinage de pétrole et de gaz.
- 1.3. Production de coke.
- 1.4. Gazéification ou liquéfaction de :
 - a) charbon;
 - b) autres combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 20 MW.

2. Production et transformation des métaux

- 2.1. Grillage ou frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.
- 2.2. Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure.
- 2.3. Transformation des métaux ferreux :
 - a) exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;
 - b) opérations de forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et pour lesquelles la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW;
 - c) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure.
- 2.4. Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.
- 2.5. Transformation des métaux non ferreux :
 - a) production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;
 - b) fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.
- 2.6. Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³.

3. Industrie minérale

- 3.1. Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium:
 - a) production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour ou d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour;
 - b) production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 tonnes par jour;

- c) production d'oxyde de magnésium dans des fours avec une capacité supérieure à 50 tonnes par jour.
- 3.2. Production d'amiante ou fabrication de produits à base d'amiante.
- 3.3. Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.
- 3.4. Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.
- 3.5. Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou dans un four avec une capacité supérieure à 4 m³ et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m³ par four.

4. Industrie chimique

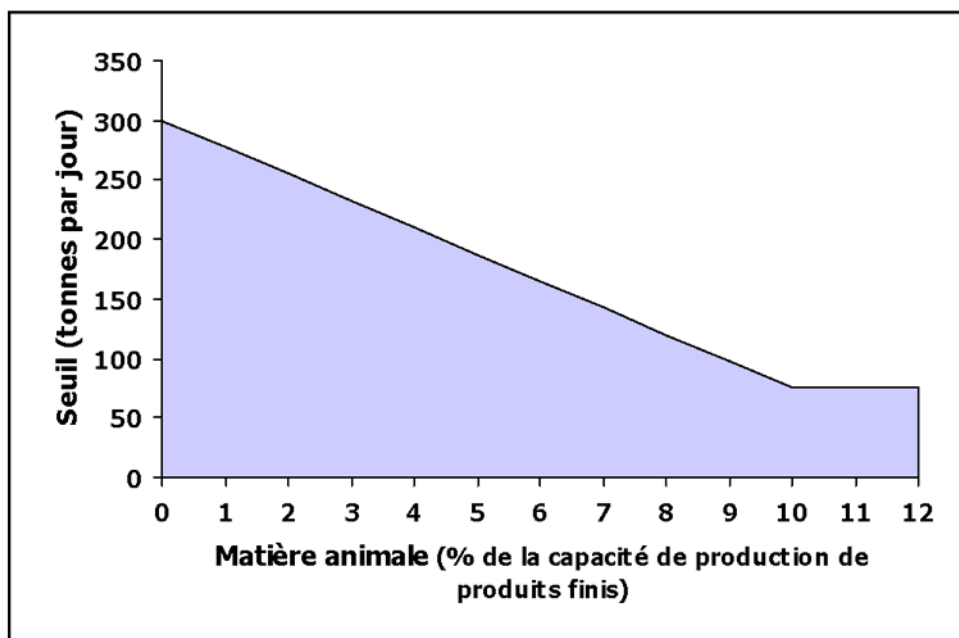
Aux fins de la présente partie, la production, pour les catégories d'activités répertoriées dans cette partie, désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique des substances ou groupes de substances énumérés aux points 4.1 à 4.6.

- 4.1. Production de produits chimiques organiques, tels que :
 - a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);
 - b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes;
 - c) hydrocarbures sulfurés;
 - d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;
 - e) hydrocarbures phosphorés;
 - f) hydrocarbures halogénés;
 - g) dérivés organométalliques;
 - h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);
 - i) caoutchoucs synthétiques;
 - j) colorants et pigments;
 - k) tensioactifs et agents de surface.
 - 4.2. Fabrication de produits chimiques inorganiques, tels que :
 - a) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle;
 - b) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;
 - c) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;
 - d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;
 - e) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.
 - 4.3. Fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).
 - 4.4. Fabrication de produits phytosanitaires ou de biocides.
 - 4.5. Fabrication de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires.
 - 4.6. Fabrication d'explosifs.
- #### 5. Gestion des déchets
- 5.1. Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :
 - a) traitement biologique;
 - b) traitement physico-chimique;
 - c) mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points 5.1 et 5.2;
 - d) reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux points 5.1 et 5.2;
 - e) récupération/régénération des solvants;
 - f) recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques;
 - g) régénération d'acides ou de bases;
 - h) valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution;
 - i) valorisation des constituants des catalyseurs;
 - j) régénération et autres réutilisations des huiles;
 - k) lagunage.
 - 5.2. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :
 - a) pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure;
 - b) pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.
 - 5.3. a) Élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant des articles R. 274 et suivants du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau;
 - i) traitement biologique;
 - ii) traitement physico-chimique;
 - iii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération;
 - iv) traitement du laitier et des cendres;
 - v) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.
 - b) valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant des articles R. 274 et suivants du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau;
 - i) traitement biologique;

- ii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération;
- iii) traitement du laitier et des cendres;
- iv) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.

Lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.

- 5.4. Centres d'enfouissement technique recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.
- 5.5. Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas du point 5.4, dans l'attente d'une des activités énumérées aux points 5.1, 5.2, 5.4 et 5.6 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.
- 5.6. Stockage souterrain de déchets dangereux, avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.
6. Autres activités
- 6.1. Fabrication, dans des installations industrielles, de :
- a) pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses;
 - b) papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour;
 - c) un ou plusieurs des panneaux à base de bois suivants: panneaux de particules orientées, panneaux d'aggloméré ou panneaux de fibres avec une capacité de production supérieure à 600 m³ par jour.
- 6.2. Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.
- 6.3. Tannage des peaux, avec une capacité de traitement supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.
- 6.4. a) Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour.
- b) Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus:
- i) uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour;
 - ii) uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an;
 - iii) matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :
 - 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou
 - $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas
 où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.
- L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit.
- Ce point ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait.



- c) Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).
- 6.5. Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.

- 6.6. Elevage intensif de volailles ou de porcs :
 - a) avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles;
 - b) avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg); ou
 - c) avec plus de 750 emplacements pour les truies.
- 6.7. Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.
- 6.8. Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.
- 6.9. Captage des flux de CO₂ en vue du stockage géologique conformément au décret du ... relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone, provenant d'établissements visés par la présente annexe ou dans les arrêtés du Gouvernement wallon suivants :
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants;
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion;
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets;
 - Arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 fixant les conditions sectorielles applicables aux installations produisant du dioxyde de titane.
- 6.10. Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m³ par jour, autre que le seul traitement contre la coloration.
- 6.11. Traitement des eaux résiduaires dans des établissements autonomes ne relevant pas des articles R. 274 et suivants du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, qui sont rejetées par un établissement couvert par la présente annexe.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles.

Namur le, 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 4

Annexe XXVII

Liste des substances polluantes visées aux articles 19, § 5, 1° et 46, § 5, 1°

AIR

1. Dioxyde de soufre et autres composés du soufre
2. Oxydes d'azote et autres composés de l'azote
3. Monoxyde de carbone
4. Composés organiques volatils
5. Métaux et leurs composés
6. Poussières, y compris particules fines
7. Amiante (particules en suspension, fibres)
8. Chlore et ses composés
9. Fluor et ses composés
10. Arsenic et ses composés
11. Cyanures
12. Substances et préparations dont il est prouvé qu'elles possèdent des propriétés cancérigènes, mutagènes ou susceptibles d'affecter la reproduction via l'air
13. Polychlorodibenzodioxines et polychlorodibenzofurannes

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles.

Namur le, 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 5

Annexe XXVIII — Formulaire relatif à une installation de combustion utilisant des combustibles solides produits localement

Le demandeur joint à sa demande de permis les informations suivantes :

1° un rapport technique comprenant la justification technique de l'impossibilité de respecter les valeurs limites d'émission visées à l'article 6, paragraphes 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion;

2° la teneur en soufre du combustible solide produit localement qui est utilisé;

3° le taux de désulfuration prévu/atteint, exprimé en moyenne mensuelle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles.

Namur le, 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27017]

16. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 und durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 4, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 7*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 8*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und 21. Juni 2012, Artikel 38, abgeändert durch die Dekrete vom 31. Mai 2007 und 24. Oktober 2013, Artikel 45, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und 21. Juni 2012, Artikel 56*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 58, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010 und 24. Oktober 2013, Artikel 61, abgeändert durch die Dekrete vom 5. Juni 2008 und 24. Oktober 2013, Artikel 64, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 65, abgeändert durch die Dekrete vom 10. November 2004, 7. Juli 2006, 22. November 2007, 31. Mai 2007, 18. Dezember 2008, das Programmdekret vom 22. Juli 2010, die Dekrete vom 27. Oktober 2011 und 24. Oktober 2013, Artikel 72, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 94*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und Artikel 181*ter*, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D. 20.16, abgeändert durch die Dekrete vom 16. März 2006 und 24. Oktober 2013, und Artikel D. 66, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2006;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 25. November 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 54.382/4;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, in den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten zwei neue Rubriken einzufügen, um die Anlage I der Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen richtig umzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel 1 — Zweck

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen und die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, in ihrer durch die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 abgeänderten Fassung, teilweise umgesetzt.

Titel 2 — Sektorbezogene Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen*KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen*

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Anlagen und Tätigkeiten anwendbar, die in der Anlage XXIII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannt werden.

Art. 3 - Im Sinne der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° gefährliche Stoffe: die Stoffe oder Gemische im Sinne von Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen;

2° Dekret: das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

3° relative Abfallmenge: die Menge einer Art von Abfällen, die während eines Jahres erzeugt wird, bezogen auf einen Indikator der Aktivität des Betriebs während desselben Jahres.

KAPITEL II — Abfallvermeidungs- und Abfallbewirtschaftungsplan

Art. 4 - § 1. Alle fünf Jahre legt der Betreiber einen Plan zur Vermeidung und Bewirtschaftung der vom Betrieb erzeugten Abfälle bei der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt vor. Der erste Abfallvermeidungsplan wird binnen des Jahres nach der Ausstellung der Genehmigung gleichzeitig mit der jährlichen Erklärung in Bezug auf die Erzeugung von Abfällen eingesandt. Dieser Plan umfasst die vom Betreiber geplanten Maßnahmen, um die Mengen und die Gefährlichkeit der Abfälle sofern möglich zu reduzieren, damit die umweltschädlichen Aspekte begrenzt und die Verfahren zu Bewirtschaftung der Restabfälle verbessert werden.

Der in Abs. 1 genannte Plan enthält die durch den Betreiber in Sachen Abfallvermeidung geplanten Maßnahmen, unter Einhaltung der Abfallhierarchie nach Artikel 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere die Maßnahmen und mit Zahlen belegten Zielsetzungen, die u.a. Folgendes betreffen:

1° die Verminderung der relativen Abfallmengen;

2° die Verringerung der potentiellen Gefährlichkeit der Abfälle;

3° die Zunahme des Anteils der Abfälle, die zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet werden, im Verhältnis zur Gesamtmenge der erzeugten Abfälle;

4° die Zunahme des Anteils der recycelten Abfälle im Verhältnis zur Gesamtmenge der erzeugten Abfälle;

5° die Zunahme des Anteils der verwerteten Abfälle im Verhältnis zur Gesamtmenge der erzeugten Abfälle, wobei die Abfälle, die zwecks der Wiederverwendung oder des Recyclings zubereitet werden, hier nicht zu berücksichtigen sind;

6° die Aufbesserung der physikalischen und chemischen Eigenschaften der Abfälle, um die Einhaltung der Hierarchie der Abfälle zu vereinfachen, und die potentielle Gefährlichkeit dieser Abfälle bei deren Behandlung zu verringern;

7° die Verringerung des Anteils der (insbesondere durch Ablagerung in einem technischen Vergrabungszentrum) beseitigten Abfälle im Verhältnis zur Gesamtmenge der erzeugten Abfälle.

§ 2. Der Betreiber schreibt jedes Jahr einen Bericht über die Durchführung des Abfallvermeidungsplans.

Der in Absatz 1 genannte Bericht wird am selben Tag wie die jährliche Erklärung in Bezug auf die Erzeugung von Abfällen eingesandt.

*KAPITEL III — Interner Überwachungsplan der Umweltverpflichtungen und Berichtspflicht**Abschnitt 1 — Ziele, Aktualisierung und Mindestinhalt des Plans*

Art. 5 - Der Betreiber nimmt einen internen Überwachungsplan der Umweltverpflichtungen ("plan interne de surveillance des obligations environnementales") an, der nachstehend PISOE-Plan genannt wird, und zum Ziel hat, die Überwachung der Einhaltung der in den Genehmigungen festgelegten Emissionsnormen zu gewährleisten.

Nach jeder Abänderung seiner Genehmigung passt der Betreiber seinen PISOE-Plan an.

Art. 6 - Gemäß den Vorschriften von Anlage 1 bestimmt der Plan:

1° die in den Betriebsbedingungen vorgeschriebenen Überwachungsprotokolle;

2° die anzubringenden Vorrichtungen, um die Emissionswerte zu messen.

Abschnitt 2 — Modalitäten für die Annahme des Plans

Art. 7 - Binnen einer Frist von sechs Monaten ab der Umsetzung der Genehmigung oder ihrer Abänderung richtet der Betreiber einen Entwurf des PISOE-Plans an den mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Art. 8 - Der mit der Überwachung beauftragte Beamte verfügt über eine Frist von 3 Monaten ab der Einsendung des PISOE-Plans durch den Betreiber, um ihm seine eventuellen Bemerkungen mitzuteilen. In diesem Fall übermittelt der Betreiber die verlangten ergänzenden Unterlagen binnen einer Frist von 3 Monaten. Binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab der Einsendung der ergänzenden Unterlagen durch den Betreiber teilt der mit der Überwachung beauftragte Beamte dem Betreiber mit, ob der PISOE-Plan endgültig angenommen wird.

Art. 9 - Wenn die Messmethode und/oder das Messgerät in den Betriebsbedingungen nicht angegeben sind, erkundigt sich der Betreiber bei dem mit der Überwachung beauftragten zugelassenen Labor über die Methode und/oder das Messgerät, die vom Referenzlabor der Wallonischen Region empfohlen werden. Das Gutachten des mit der Überwachung beauftragten zugelassenen Labors wird dem Entwurf des PISOE-Plans beigelegt.

Abschnitt 3 — Bestimmungen in Bezug auf die Inspektionen

Art. 10 - Der Betreiber teilt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten das Datum oder den Durchführungszeitraum der im PISOE-Plan vorgesehenen Messungen und Analysen mindestens 8 Kalendertage vor deren Durchführungsdatum mit.

Wenn die Frist nicht eingehalten wird, kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte die Durchführung neuer Messungen verlangen.

Art. 11 - Der Betreiber sorgt dafür, dass bei allen gemessenen oder berechneten Werten der mit der Messung verbundene Fehlerbereich angewandt wird, so wie er vom Referenzlabor der Wallonischen Region aufgrund der zu seiner Verfügung befindlichen wissenschaftlichen Daten bestimmt wird.

Art. 12 - Der Betreiber sorgt dafür, dass die gemessenen Grenzwerte, die sich auf Eingabewerte stützen, mit einer Beschreibung über das Verfahren zu deren Ermittlung gegeben werden.

Art. 13 - Falls ein Audit vorgeschrieben wird, sind die Auditberichte und die Berichte über die Umwelterklärungen dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung zu halten.

Art. 14 - Der Betreiber bestimmt eine Kontaktperson, die mit den Beziehungen mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten beauftragt wird. Der Betreiber sendet den Brief zur Bestimmung dieser Kontaktperson, mit deren Unterschrift, ein.

Art. 15 - Der Betreiber hält die Informationen betreffend das Produktions- und Herstellungsverfahren zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten; diese Informationen umfassend genug Angaben, um den Materialfluss, die eingehenden und ausgehenden Mengen, und die diffusen Emissionen zu bestimmen. Wenn eine Änderung dieser Verfahren stattfindet, die eine entweder mengenmäßige (mit einer Änderung von 20%) oder qualitative Änderung der Emissionen mit sich bringt, übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Informationen über seinen neuen Materialfluss. Letzterer kann ihn um zusätzliche Informationen bitten.

Art. 16 - Wenn ein interner Überwachungsplan verlangt wird, sorgt der Betreiber dafür, dass die Bestimmungen zur Berichterstattung dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Kenntnis gebracht werden.

Die Bestimmungen zur Berichterstattung umfassen notwendigerweise:

1° die Bestimmung von dem, was im Bericht kontrolliert und festgelegt wird, wie z.B. die Grundzeit und/oder die Anzahl Eingaben für die Berechnung von Durchschnittswerten;

2° die Begründung dieser Kontrollen (geplante Kontrolle, punktuelle Kontrolle, Zwischenfall);

3° das Datum oder die Periode der Kontrollen (Datum und Mitteilungsfrist);

4° Art und Format des Trägers für die Berichterstattung (elektronischer Träger, Papier, ...);

5° den Empfänger des Berichts.

Abschnitt 4 — Berichtspflicht

Art. 17 - Der Betreiber sorgt dafür, dass die Ergebnisse des PISOE-Plans jährlich gesammelt, und jährlich zum 31. März des folgenden Jahres dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt werden.

Art. 18 - Im Falle der Anwendung von Artikel 7bis, §1, 2° des Dekrets übermittelt der Betreiber, gleichzeitig mit den Ergebnissen des PISOE-Plans, eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Emissionsüberwachung, durch die der Vergleich mit den Emissionsgraden in Verbindung mit den besten verfügbaren Techniken ermöglicht wird.

KAPITEL IV — Wiederinstandsetzung

Art. 19 - § 1. Bei der endgültigen Einstellung der Aktivitäten, bei denen einschlägige gefährliche Stoffe verwendet, erzeugt oder freigesetzt werden, bewertet der Betreiber den Stand der Boden- und Grundwasserverschmutzung durch die im Betrieb verwendeten, erzeugten oder freigesetzten einschlägigen Stoffe. Wenn der Betrieb für eine erhebliche Boden- oder Grundwasserverschmutzung durch einschlägige gefährliche Stoffe verantwortlich ist, im Verhältnis zum Stand, der im Bericht über den Ausgangszustand nach dem im Genehmigungsantrag oder im Rahmen der Aktualisierung enthaltenen Teil 3bis des allgemeinen Formulars für die Anträge des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgestellt wurde, trifft der Betreiber die notwendigen Maßnahmen, um dieser Verschmutzung abzuwehren, um den Standort in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wieder in diesen Stand zu setzen. Zu diesem Zweck kann die technische Machbarkeit der geplanten Maßnahmen berücksichtigt werden.

Unbeschadet des vorigen Absatzes ergreift der Betreiber bei der endgültigen Einstellung der Aktivitäten, und wenn die Boden- und Grundwasserverschmutzung am Standort wegen der genehmigten Aktivitäten, die vom Betreiber ausgeübt wurden, bevor die Genehmigung betreffend den Betrieb zum ersten Male nach dem 7. Januar 2013 aktualisiert wurde, und unter Berücksichtigung des bei dem Genehmigungsantrag festgestellten Stands des Betriebsgeländes, eine erhebliche Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt darstellt, alle notwendigen Maßnahmen zur Beseitigung, Verhütung, Eindämmung oder Verringerung der einschlägigen gefährlichen Stoffe, damit das Gelände unter Berücksichtigung seiner derzeitigen oder genehmigten künftigen Nutzung keine solche Gefährdung mehr darstellt, dies in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung.

§ 2. Wenn der Betreiber nicht verpflichtet ist, einen Bericht über den Ausgangszustand nach dem im Genehmigungsantrag oder im Rahmen der Aktualisierung enthaltenen Teil 3bis des allgemeinen Formulars für die Anträge des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zu verfassen, ergreift er bei der endgültigen Einstellung der Aktivitäten alle notwendigen Maßnahmen zur Beseitigung, Verhütung, Eindämmung oder Verringerung der einschlägigen gefährlichen Stoffe, damit das Gelände als Folge der Boden- und Wasserverschmutzung wegen der genehmigten Aktivitäten und unter Berücksichtigung des bei dem Genehmigungsantrag festgestellten Zustands, unter Berücksichtigung seiner derzeitigen oder genehmigten künftigen Nutzung keine erhebliche Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt mehr darstellt, dies in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung.

Titel 3 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

KAPITEL I — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 20 - In Teil III, Titel I des Buches I des Umweltgesetzbuches wird anstelle der Artikel R.19 und R.20, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 zurückgezogen wurden, ein Kapitel III mit den wie folgt lautenden Artikeln R.19 und R.20 eingefügt:

„Kapitel III – Bestimmungen zur Durchführung von Artikel D.20.16

Art. R. 19 - Die folgenden Angaben werden auf dem Umwelt-Portal der Webseite der Wallonischen Region veröffentlicht:

1° die in Artikel D.20.16, Absatz 1, h, genannten Umweltinformationen, durch den Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder seinen Vertreter;

2° eine Zusammenfassung der Maßnahmen, die vom Betreiber bei der endgültigen Einstellung der Tätigkeiten gemäß Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen getroffen werden;

3° für die Tätigkeiten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen, die Kopie der Genehmigung und aller nachfolgenden Aktualisierungen mit Ausnahme der Angaben, die kraft Artikel D.29-15 der öffentlichen Untersuchung entzogen werden, durch den Generalinspektor der Abteilung Genehmigungen und Zulassungen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder seinen Vertreter;

4° für die Aktivitäten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen, die Liste der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen, deren Nennkapazität weniger als zwei To/Stunde beträgt, durch den Generalinspektor der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder seinen Vertreter.

Art. R. 20 - Die Anlagen und Tätigkeiten im Sinne von Artikel D.20.16, i. sind diejenigen, die in folgenden Bestimmungen genannt werden: Anlage XXIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen, und Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden.“

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 21 - Artikel 1, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgendermaßen abgeändert:

1° Die Ziffer 3° wird durch das Folgende ersetzt:

“3° DPA (“Département des Permis et Autorisations”): die Abteilung Genehmigungen und Zulassungen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;“;

2° Die Ziffer 5° wird durch das Folgende ersetzt:

“5° Treibhausgase ausstoßende Anlagen und Tätigkeiten: die Anlagen und Tätigkeiten im Sinne der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierte Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase;“;

3° Die Ziffer 6° wird durch das Folgende ersetzt:

“6° Treibhausgase: die in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto genannten Gase;“;

4° eine Ziffer 7° und eine Ziffer 8° mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

“7° Geflügel: das Geflügel im Sinne von Artikel 1, 1° des Königlichen Erlasses vom 12. Juni 1970 über die Bekämpfung der Seuchen bei Geflügel und anderem Kleinvieh sowie die Vermarktung von Bruteiern, Eintagsküken und Zuchtgeflügel;

8° Gefährliche Stoffe: die Stoffe oder Gemische im Sinne von Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen.“

Art. 22 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 15 wird durch Folgendes ersetzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, enthält er außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften einen Antrag auf Zulassung für das Ausstoßen von Treibhausgasen; dieser letzte Antrag selbst enthält die Angaben nach Anlage XXI vorliegenden Erlasses sowie einen Vorschlag betreffend einen Überwachungsplan, der der “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Wallonische Luft- und Klimaagentur) zwecks Genehmigung gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, übermittelt wird.“

2° Dieser Artikel wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine Abfallverbrennungsanlage bezieht, in der lokal erzeugte feste Brennstoffe verwendet werden, und für welche der Betreiber die in Artikel 7, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungsanlagen genannte Zulassung in Anspruch nehmen möchte, enthält dieser Antrag außer den in dem in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXVI des vorliegenden Erlasses genannten Informationen.“

Art. 23 - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 19 - § 1. Abgesehen von den in Artikel 45 des Dekrets angeführten Angaben vermerkt der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung Folgendes:

1° die Maßnahmen zur Bekanntmachung des Beschlusses;

2° die Maßnahmen zur Einspruchserhebung;

3° gegebenenfalls eine besondere Durchführungsfrist für bestimmte besondere Betriebsbedingungen;

4° die in den Artikeln 57 bis 59 des Dekrets angeführten Verpflichtungen des Betreibers;

5° die Verpflichtung gemäß Artikel 60 des Dekrets, die zuständige Behörde von dem Wechsel des Betreibers in Kenntnis zu setzen;

6° das Prinzip des Unwirksamwerdens in den in Artikel 48 des Dekrets vorgesehenen Fällen.

Gegebenenfalls wird in dem Beschluss angegeben, ob die Durchführung der Genehmigung:

1° der Bildung eines dinglichen Rechts durch den Inhaber der Genehmigung an den von dem Betrieb betroffenen Gütern unterliegt;

2° der vorherigen Genehmigung des technischen Beamten unterliegt.

§ 2. Falls die Genehmigung eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genannte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen betrifft, enthält der Beschluss den Abfallbewirtschaftungsplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung. Wenn dies der Fall ist, wird in dem Beschluss ebenfalls angegeben, dass die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genannt wird.

Er enthält außerdem folgende Informationen:

1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;

2° die erforderlichen Angaben zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, insbesondere auf Menschen, Fauna und Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft, materielle Güter und Kulturerbe, sowie die Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren;

3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;

4° eine nichttechnische Zusammenfassung der in den Punkten 1° bis 3° angegebenen Auskünfte.

§ 3. Wenn die Genehmigung einen Betrieb betrifft, in dem eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, enthält die Zulassung zur Emission von Treibhausgasen im Sinne von Artikel 45 des Dekrets:

1° den Namen und die Anschrift des Betreibers;

2° eine Beschreibung der Tätigkeiten des Betriebs;

3° den Überwachungsplan, der von der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemission bewirkende Tätigkeit ausüben, genehmigt wurde;

4° die Anforderungen in Sachen Berichterstattung betreffend die Emissionen von Treibhausgasen;

5° die Verpflichtung, innerhalb von vier Monaten, die auf das Ende eines jeden Kalenderjahres folgen, Zertifikate abzugeben, mit Ausnahme derjenigen, die in Anwendung des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für Luftverkehrstätigkeiten, die den gesamten Emissionen von Treibhausgasen des Betriebs während des abgelaufenen Kalenderjahres entsprechen, vergeben wurden, wie sie gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Gase überprüft wurden.

Wenn die Emissionen eines Treibhausgases aus einem Betrieb in der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase genannt werden und in Verbindung mit einer in diesem Betrieb ausgeübten Aktivität stehen, enthält der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung keinen Emissionsgrenzwert für die direkten Emissionen dieses Gases, es sei denn, dies sei zur Vermeidung einer erheblichen lokalen Verschmutzung notwendig.

§ 4. In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung betreffend eine Wasserentnahme stehen folgende Angaben:

1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;

2° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung des Wasserentnahmebauwerks;

3° die Benutzung des entnommenen Wassers;

4° das maximale Wasservolumen, das pro Tag und pro Jahr entnommen werden kann;

5° die Häufigkeit der Erfassung der Wasservolumen und der Qualitätskontrollen des entnommenen Wassers.

In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung für eine Wasserentnahme stehen ggf. auch folgende Angaben:

1° die Trennung zwischen den verschiedenen Grundwasserleitschichten;

2° der Schutz der in der Nachbarschaft liegenden Grundwasserentnahmestellen;

3° die Sicherheit der Personen und der Güter;

4° die Lokalisierung der Piezometer für die Messung der hydrogeologischen Parameter des bewirtschafteten Grundwasservorkommens und für die Entnahme der dafür bestimmten Proben;

5° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung von für den Betrieb notwendigen Nebenbauwerken, die eine Verunreinigungsgefahr darstellen, wie beispielsweise Zugangsschächte und Schächte für die Belüftung von Fassungsstellen.

§ 5. In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung betreffend einen in Anlage XXIII genannten Betrieb stehen folgende Angaben:

1° Emissionsgrenzwerte für die Schadstoffe, die in Anlage VII des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und in Anlage XXV vorliegenden Erlasses genannt werden, und für die anderen Schadstoffe, die durch den betreffenden Betrieb in erheblichen Mengen ausgestoßen werden könnten, dies in Anbetracht ihrer Eigenart und ihres Potentials zur Verlagerung der Verschmutzung vom einem Medium auf ein anderes. Die Emissionsgrenzwerte können durch Parameter oder technische Maßnahmen erweitert oder ersetzt werden, die ein gleichwertiges Umweltschutzniveau gewährleisten;

2° angemessene Auflagen zum Schutz des Bodens und des Grundwassers sowie Maßnahmen zur Überwachung und Behandlung der von dem Betrieb erzeugten Abfälle;

3° angemessene Anforderungen für die Überwachung der Emissionen, in denen Folgendes festgelegt ist:

a) die Messmethodik, das Bewertungsverfahren und die Messhäufigkeit, außer wenn diese Messhäufigkeit in den sektorbezogenen Bedingungen bestimmt wird;

b) im Falle der Anwendung von Artikel 7bis, § 1, 2° des Dekrets, die Tatsache, dass die Ergebnisse der Emissionsüberwachung für die gleichen Zeiträume und unter denselben Referenzbedingungen wie die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte verfügbar sind.

Diese Überwachungsauflagen stützen sich gegebenenfalls auf die in den BVT-Schlussfolgerungen beschriebenen Überwachungsergebnisse.

4° eine Verpflichtung, der Umweltverwaltung regelmäßig und mindestens einmal im Jahre Folgendes mitzuteilen:

a) Informationen auf der Grundlage der Ergebnisse der unter 3° genannten Emissionsüberwachung und sonstige Daten, die es dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ermöglichen, die Einhaltung der Betriebsbedingungen zu kontrollieren, und

b) bei Anwendung von Artikel 7bis, § 1, 2 des Dekrets, eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Emissionsüberwachung, durch die der Vergleich mit den Emissionsgraden in Verbindung mit den Besten verfügbaren Techniken ermöglicht wird;

5° angemessene Anforderungen betreffend:

a) die regelmäßige Wartung und die Überwachung der Maßnahmen zur Vermeidung der Verschmutzung von Boden und Grundwasser in Anwendung von Ziffer 2°;

b) die wiederkehrende Überwachung von Boden und Grundwasser auf die einschlägigen gefährlichen Stoffe, die wahrscheinlich vor Ort anzutreffen sind, unter Berücksichtigung möglicher Boden- und Grundwasserverschmutzungen auf dem Gelände des Betriebs;

c) die Häufigkeit dieser wiederkehrenden Überwachung, außer wenn diese Häufigkeit in den sektorbezogenen Bedingungen bestimmt wird.

Unbeschadet von Buchstabe a) wird diese wiederkehrende Überwachung mindestens alle fünf Jahre für das Grundwasser und mindestens alle zehn Jahre für den Boden durchgeführt, es sei denn diese Überwachung erfolgt anhand einer systematischen Beurteilung des Verschmutzungsrisikos;

6° Maßnahmen im Hinblick auf von den normalen Betriebsbedingungen abweichende Bedingungen, wie das An- und Abfahren, das unbeabsichtigte Austreten von Stoffen, Störungen, kurzzeitiges Abfahren sowie die endgültige Stilllegung des Betriebs;

7° Vorkehrungen zur weitestgehenden Verminderung der weiträumigen oder grenzüberschreitenden Umweltverschmutzung;

8° Bedingungen für die Überprüfung der Einhaltung der Emissionsgrenzwerte oder ein Verweis auf die geltenden anderweitig genannten Anforderungen.

In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung betreffend einen in Anlage XXIII genannten Betrieb stehen ebenfalls folgende Angaben:

1° die Ergebnisse der vor der Entscheidung durchgeführten Konsultationen, und ihre Berücksichtigung im Rahmen der Entscheidung;

2° die Bezeichnung der für die betreffende Anlage oder Tätigkeit maßgeblichen BVT-Merkblätter;

3° die verwendete Methode zur Bestimmung der Betriebsbedingungen, einschließlich der Emissionsgrenzwerte, in Bezug auf die besten verfügbaren Techniken und die damit verbundenen Emissionswerten;

4° wenn gemäß Artikel 7bis, § 2 des Dekrets eine Abweichung gewährt wird, die spezifischen Gründe für diese Abweichung, auf der Grundlage der in diesem Paragraphen genannten Kriterien und damit verbundenen Bedingungen;

5° gegebenenfalls, für die Betriebe, die einschlägige gefährliche Stoffe verwenden, erzeugen oder freisetzen, die anschließend an die Analyse des in Teil 3bis des allgemeinen Formulars für die Anträge genannten Berichts über den Ausgangszustand auferlegten Sicherheits- oder Überwachungsmaßnahmen.

§ 6. Wenn der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung eine Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage betrifft, gibt er Folgendes an:

1° eine ausdrückliche Aufführung der Kategorien von Abfällen, die behandelt werden können. Für diese Aufführung werden, wenn möglich, die Abfallkategorien nach Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs benutzt; sie enthält ggf. Informationen über die Menge jeder Abfallkategorie;

2° die gesamte Verbrennungs- und Mitverbrennungskapazität der Anlage;

3° die Emissionsgrenzwerte in Luft und Wasser;

4° die Anforderungen für pH-Wert, Temperatur und die Abwassermenge pro Zeiteinheit;

5° Probenahme- und Messverfahren und deren Häufigkeit im Hinblick auf die Einhaltung der Bedingungen für die Emissionsüberwachung;

6° die höchstzulässige Dauer technisch unvermeidbarer Abschaltungen, Störungen oder Ausfälle der Reinigungs- oder der Messvorrichtungen, während deren die Emissionen in die Luft und die Abwassereinleitungen die vorgeschriebenen Emissionsgrenzwerte überschreiten dürfen;

7° wenn es sich um eine Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage mit Energieaufwertung handelt, die Maßnahmen, die getroffen werden, um eine hohe Energieeffizienz der Abfallaufwertung zu gewährleisten.

Zusätzlich zu den im vorigen Absatz genannten Anforderungen enthält der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung an eine Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage, in der gefährliche Abfälle verwendet werden, folgende Angaben:

- 1° eine Liste der Mengen der verschiedenen Arten von gefährlichen Abfällen, die behandelt werden können;
- 2° die minimalen und maximalen Massenströme dieser gefährlichen Abfälle, ihr geringster und höchster Heizwert und ihr maximaler Gehalt an polychlorierten Biphenylen, Pentachlorphenol, Chlor, Fluor, Schwefel, Schwermetallen und sonstigen Schadstoffen.

§ 7. Der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung für die nachstehend genannten Betriebe oder Anlagen umfasst Bestimmungen betreffend die Aufteilung der Verantwortlichkeiten wenn es für ein und denselben Betrieb mehrere Betreiber gibt: Betriebe im Sinne von Anlage XXIII vorliegenden Erlasses, Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden, im Sinne der Rubriken COV-01 bis COV-21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, Feuerungsanlagen mit einer Feuerwärmeleistung von 50 MW oder mehr, unabhängig davon, welche Art von Brennstoff verwendet wird, und die in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten genannt sind, Anlagen, die Titandioxid (TiO₂) produzieren und in der Rubrik 24.12.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten genannt sind, Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen, die in den Rubriken 90.24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten genannt sind.

§ 8. Wenn die zuständige Behörde dem technischen Beamten den Beschluss in Anwendung von Artikel 35 des Dekrets zuschickt, gibt sie an, in welchen Punkten der Inhalt des Beschlusses von dem zusammenfassenden Bericht abweicht, der vom technischen Beamten im Rahmen des Verfahrens zur Untersuchung des Genehmigungsantrags verfasst wurde.“.

Art. 24 - Artikel 30 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 15 wird durch Folgendes ersetzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf einen Betrieb bezieht, in dem eine oder mehrere Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten eingesetzt werden, enthält er außer den in dem in Absatz 1 vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften einen Antrag auf Zulassung für das Ausstoßen von Treibhausgasen; dieser letzte Antrag selbst enthält die Angaben nach Anlage XXI vorliegenden Erlasses sowie einen Vorschlag betreffend einen Überwachungsplan, der der “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Wallonische Luft- und Klimaagentur) zwecks Genehmigung gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, übermittelt wird.“;

2° Dieser Artikel wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine Verbrennungsanlage bezieht, in der lokal erzeugte feste Brennstoffe verwendet werden, und für welche der Betreiber die in Artikel 7, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Verbrennungsanlagen genannte Zulassung in Anspruch nehmen möchte, enthält dieser Antrag außer den in dem in Absatz 1 vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXVI des vorliegenden Erlasses genannten Informationen.“.

Art. 25 - Artikel 46 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 46 - § 1. Abgesehen von den in Artikel 45 des Dekrets angeführten Angaben vermerkt der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung Folgendes:

- 1° die Maßnahmen zur Bekanntmachung des Beschlusses;
 - 2° die Maßnahmen zur Einspruchserhebung;
 - 3° gegebenenfalls eine besondere Durchführungsfrist für bestimmte besondere Betriebsbedingungen;
 - 4° die in den Artikeln 57 bis 59 des Dekrets angeführten Verpflichtungen des Betreibers;
 - 5° die Verpflichtung gemäß Artikel 60 des Dekrets, die zuständige Behörde von dem Wechsel des Betreibers in Kenntnis zu setzen;
 - 6° das Prinzip des Unwirksamwerdens in den in Artikel 48 des Dekrets vorgesehenen Fällen.
- Gegebenenfalls wird in dem Beschluss angegeben, ob die Durchführung der Genehmigung:
- 1° der Bildung eines dinglichen Rechts durch den Inhaber der Genehmigung an den von dem Betrieb betroffenen Gütern unterliegt;
 - 2° der vorherigen Genehmigung des technischen Beamten unterliegt.

§ 2. Falls die Genehmigung eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen betrifft, enthält der Beschluss den Abfallbewirtschaftungsplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung. Wenn dies der Fall ist, wird in dem Beschluss ebenfalls angegeben, dass die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten genannt wird.

Er enthält außerdem folgende Informationen:

- 1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;
- 2° die erforderlichen Angaben zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, insbesondere auf Menschen, Fauna und Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft, materielle Güter und Kulturerbe, sowie die Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren;

3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;

4° eine nichttechnische Zusammenfassung der in den Punkten 1° bis 3° angegebenen Auskünfte.

§ 3. Wenn die Genehmigung einen Betrieb betrifft, in dem eine oder mehrere Anlage(n) oder Tätigkeit(en) eingesetzt werden, die Treibhausgase ausstoßen, enthält die Zulassung zur Emission von Treibhausgasen im Sinne von Artikel 45 des Dekrets:

1° den Namen und die Anschrift des Betreibers;

2° eine Beschreibung der Tätigkeiten des Betriebs;

3° den Überwachungsplan, der von der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemission bewirkende Tätigkeit ausüben, genehmigt wurde;

4° die Anforderungen in Sachen Berichterstattung betreffend die Emissionen von Treibhausgasen;

5° die Verpflichtung, innerhalb von vier Monaten, die auf das Ende eines jeden Kalenderjahres folgen, Zertifikate abzugeben, mit Ausnahme derjenigen, die in Anwendung des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für Luftverkehrstätigkeiten, die den gesamten Emissionen von Treibhausgasen des Betriebs während des abgelaufenen Kalenderjahres entsprechen, vergeben wurden, wie sie gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Gase überprüft wurden.

Wenn die Emissionen eines Treibhausgases aus einem Betrieb in der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase genannt werden und in Verbindung mit einer in diesem Betrieb ausgeübten Aktivität stehen, enthält der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung keinen Emissionsgrenzwert für die direkten Emissionen dieses Gases, es sei denn, dies sei zur Vermeidung einer erheblichen lokalen Verschmutzung notwendig.

§ 4. Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung betreffend eine Wasserentnahme enthält:

1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;

2° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung des Wasserentnahmebauwerks;

3° die Benutzung des entnommenen Wassers;

4° das maximale Wasservolumen, das pro Tag und pro Jahr entnommen werden kann;

5° die Häufigkeit der Erfassung der Wasservolumen und der Qualitätskontrollen des entnommenen Wassers.

Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung für eine Wasserentnahme enthält ggf. auch Angaben über:

1° die Trennung zwischen den verschiedenen Grundwasserleitschichten;

2° der Schutz der in der Nachbarschaft liegenden Grundwasserentnahmestellen;

3° die Sicherheit der Personen und der Güter;

4° die Lokalisierung der Piezometer für die Messung der hydrogeologischen Parameter des bewirtschafteten Grundwasservorkommens und für die Entnahme der dafür bestimmten Proben;

5° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung von für den Betrieb notwendigen Nebenbauwerken, die eine Verunreinigungsgefahr darstellen, wie beispielsweise Zugangsschächte und Schächte für die Belüftung von Fassungsstellen.

§ 5. Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung betreffend einen in Anlage XXIII genannten Betrieb enthält:

1° Emissionsgrenzwerte für die Schadstoffe, die in Anlage VII des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und in Anlage XXV vorliegenden Erlasses genannt werden, und für die anderen Schadstoffe, die durch den betreffenden Betrieb in erheblichen Mengen ausgestoßen werden könnten, dies in Anbetracht ihrer Eigenart und ihres Potentials zur Verlagerung der Verschmutzung vom einem Medium auf ein anderes. Die Emissionsgrenzwerte können durch Parameter oder technische Maßnahmen erweitert oder ersetzt werden, die ein gleichwertiges Umweltschutzniveau gewährleisten;

2° angemessene Auflagen zum Schutz des Bodens und des Grundwassers sowie Maßnahmen zur Überwachung und Behandlung der von dem Betrieb erzeugten Abfälle;

3° angemessene Anforderungen für die Überwachung der Emissionen, in denen Folgendes festgelegt ist:

a) die Messmethodik, das Bewertungsverfahren und die Messhäufigkeit, außer wenn diese Messhäufigkeit in den sektorbezogenen Bedingungen bestimmt wird;

b) im Falle der Anwendung von Artikel 7bis, § 1, 2° des Dekrets, die Tatsache, dass die Ergebnisse der Emissionsüberwachung für die gleichen Zeiträume und unter denselben Referenzbedingungen wie die mit den besten verfügbaren Techniken assoziierten Emissionswerte verfügbar sind.

Diese Überwachungsauflagen stützen sich gegebenenfalls auf die in den BVT-Schlussfolgerungen beschriebenen Überwachungsergebnisse;

4° eine Verpflichtung, der Umweltverwaltung regelmäßig und mindestens einmal im Jahre Folgendes mitzuteilen:

a) Informationen auf der Grundlage der Ergebnisse der unter 3° genannten Emissionsüberwachung und sonstige Daten, die es dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ermöglichen, die Einhaltung der Betriebsbedingungen zu kontrollieren, und

b) bei Anwendung von Artikel 7bis, § 1, 2 des Dekrets, eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Emissionsüberwachung, durch die der Vergleich mit den Emissionsgraden in Verbindung mit den Besten verfügbaren Techniken ermöglicht wird;

5° angemessene Anforderungen betreffend:

a) die regelmäßige Wartung und die Überwachung der Maßnahmen zur Vermeidung der Verschmutzung von Boden und Grundwasser in Anwendung von Ziffer 2°;

b) die wiederkehrende Überwachung von Boden und Grundwasser auf die einschlägigen gefährlichen Stoffe, die wahrscheinlich vor Ort anzutreffen sind, unter Berücksichtigung möglicher Boden- und Grundwasserverschmutzungen auf dem Gelände des Betriebs;

c) die Häufigkeit dieser wiederkehrenden Überwachung, außer wenn diese Häufigkeit in den sektorbezogenen Bedingungen bestimmt wird.

Unbeschadet von Buchstabe a) wird diese wiederkehrende Überwachung mindestens alle fünf Jahre für das Grundwasser und mindestens alle zehn Jahre für den Boden durchgeführt, es sei denn diese Überwachung erfolgt anhand einer systematischen Beurteilung des Verschmutzungsrisikos;

6° Maßnahmen im Hinblick auf von den normalen Betriebsbedingungen abweichende Bedingungen, wie das An- und Abfahren, das unbeabsichtigte Austreten von Stoffen, Störungen, kurzzeitiges Abfahren sowie die endgültige Stilllegung des Betriebs;

7° Vorkehrungen zur weitestgehenden Verminderung der weiträumigen oder grenzüberschreitenden Umweltverschmutzung;

8° Bedingungen für die Überprüfung der Einhaltung der Emissionsgrenzwerte oder ein Verweis auf die geltenden anderweitig genannten Anforderungen.

Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung betreffend einen in Anlage XXIII genannten Betrieb enthält ebenfalls:

1° die Ergebnisse der vor der Entscheidung durchgeführten Konsultationen, und ihre Berücksichtigung im Rahmen der Entscheidung;

2° die Bezeichnung der für die betreffende Anlage oder Tätigkeit maßgeblichen BVT-Merkblätter;

3° die verwendete Methode zur Bestimmung der Betriebsbedingungen, einschließlich der Emissionsgrenzwerte, in Bezug auf die besten verfügbaren Techniken und die damit verbundenen Emissionswerten;

4° wenn gemäß Artikel 7bis, § 2 des Dekrets eine Abweichung gewährt wird, die spezifischen Gründe für diese Abweichung, auf der Grundlage der in diesem Paragraphen genannten Kriterien und damit verbundenen Bedingungen;

5° gegebenenfalls, für die Betriebe, die einschlägige gefährliche Stoffe verwenden, erzeugen oder freisetzen, die anschließend an die Analyse des in Teil 3bis des allgemeinen Formulars für die Anträge genannten Berichts über den Ausgangszustand auferlegten Sicherheits- oder Überwachungsmaßnahmen.

§ 6. Wenn der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung eine Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage betrifft, gibt er Folgendes an:

1° eine ausdrückliche Aufführung der Kategorien von Abfällen, die behandelt werden können. Für diese Aufführung werden, wenn möglich, die Abfallkategorien nach Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs benutzt; sie enthält ggf. Informationen über die Menge jeder Abfallkategorie;

2° die gesamte Verbrennungs- und Mitverbrennungskapazität der Anlage;

3° die Emissionsgrenzwerte in Luft und Wasser;

4° die Anforderungen für pH-Wert, Temperatur und die Abwassermenge pro Zeiteinheit;

5° Probenahme- und Messverfahren und deren Häufigkeit im Hinblick auf die Einhaltung der Bedingungen für die Emissionsüberwachung;

6° die höchstzulässige Dauer technisch unvermeidbarer Abschaltungen, Störungen oder Ausfälle der Reinigungs- oder der Messvorrichtungen, während deren die Emissionen in die Luft und die Abwassereinleitungen die vorgeschriebenen Emissionsgrenzwerte überschreiten dürfen;

7° wenn es sich um eine Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage mit Energieaufwertung handelt, die Maßnahmen, die getroffen werden, um eine hohe Energieeffizienz der Abfallaufwertung zu gewährleisten.

Zusätzlich zu den im vorigen Absatz genannten Anforderungen enthält der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung an eine Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage, in der gefährliche Abfälle verwendet werden, folgende Angaben:

1° eine Liste der Mengen der verschiedenen Arten von gefährlichen Abfällen, die behandelt werden können;

2° die minimalen und maximalen Massenströme dieser gefährlichen Abfälle, ihr geringster und höchster Heizwert und ihr maximaler Gehalt an polychlorierten Biphenylen, Pentachlorphenol, Chlor, Fluor, Schwefel, Schwermetallen und sonstigen Schadstoffen.

§ 7. Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung für die nachstehend genannten Betriebe oder Anlagen umfasst Bestimmungen betreffend die Aufteilung der Verantwortlichkeiten wenn es für ein und denselben Betrieb mehrere Betreiber gibt: Betriebe im Sinne von Anlage XXIII vorliegendem Erlasses, Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden, im Sinne der Rubriken COV-01 bis COV-21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von 50 MW oder mehr, unabhängig davon, welche Art von Brennstoff verwendet wird, und die in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten genannt sind, Anlagen, die Titandioxid (TiO₂) produzieren und in der Rubrik 24.12.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten

Anlagen und Tätigkeiten genannt sind, Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen, die in den Rubriken 90.24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genannt sind.

§ 8. Wenn das Gemeindegremium gemäß Artikel 93 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung den Beschluss dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten übermittelt, gibt das es an, in welchen Punkten der Inhalt des Beschlusses von dem zusammenfassenden Bericht abweicht, der von dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten im Rahmen des Verfahrens zur Untersuchung des Genehmigungsantrags verfasst wurde.“

Art. 26 - Kapitel II, Abschnitt 7, Unterabschnitt 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Unterabschnitt 1 - Umweltinspektionsplan

Art. 90 - Der Minister für Umwelt bestimmt den Umweltinspektionsplan auf regionaler Ebene.

Dieser Plan wird regelmäßig überprüft und gegebenenfalls aktualisiert.

Der Umweltinspektionsplan umfasst notwendigerweise:

- 1° eine allgemeine Bewertung der wichtigen Umweltprobleme;
- 2° den räumlichen Geltungsbereich des Inspektionsplans;
- 3° ein Verzeichnis der in den Geltungsbereich des Plans fallenden Betriebe;
- 4° Verfahren für die Aufstellung von Programmen für routinemäßige Umweltinspektionen;
- 5° Verfahren für nicht routinemäßige Umweltinspektionen;
- 6° gegebenenfalls Bestimmungen für die Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Inspektionsbehörden.

Art. 91 - Die systematische Beurteilung der Umweltrisiken im Sinne von Artikel 61, § 2 des Dekrets stützt sich mindestens auf folgende Kriterien:

1° potenzielle und tatsächliche Auswirkungen der betreffenden Betriebe auf die menschliche Gesundheit und auf die Umwelt unter Berücksichtigung der Emissionswerte und -typen, der Empfindlichkeit der örtlichen Umgebung und des Unfallrisikos;

2° die Ergebnisse betreffend die bisherige Einhaltung der Betriebsbedingungen;

3° die Teilnahme des Betreibers am Unionssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) in Übereinstimmung mit der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 über die freiwillige Teilnahme von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und Umweltbetriebsprüfung.

Art. 92 - Der Bericht im Sinne von Artikel 61, § 4 des Dekrets wird binnen vier Monaten nach der Besichtigung des Betriebs gemäß den Artikeln D.10 bis D.20-14 von Buch I des Umweltgesetzbuches der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt.“

Art. 27 - In Artikel 97*bis* desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird die Ziffer 2° durch Folgendes ersetzt:

“2° es muss eine neue oder überarbeitete Umweltqualitätsnorm eingehalten werden, in Übereinstimmung mit Artikel 56 des Dekrets;“;

2° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Binnen einer Frist von vier Jahren ab der Veröffentlichung der Beschlüsse über die BVT-Schlussfolgerungen betreffend die Haupttätigkeit eines Betriebs werden die besonderen Betriebsbedingungen der in der Anlage XXIII erwähnten Betriebe von der zuständigen Behörde im Hinblick auf die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung auf Gutachten des Direktors der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, und der von der Regierung bezeichneten Instanzen neu überprüft und gegebenenfalls abgeändert, um ihre Konformität, insbesondere mit Artikel 7*bis* des Dekrets, zu sichern.

Bei dieser neuen Überprüfung wird allen für den betreffenden Betrieb geltenden und seit der Ausstellung oder letzten Überprüfung der Genehmigung neuen oder aktualisierten BVT-Schlussfolgerungen Rechnung getragen.

Der mit der Überwachung beauftragte Beamte sorgt dafür, dass der Betrieb diese Betriebsbedingungen binnen derselben Frist einhält.“;

3° ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“§ 4. Auf Antrag des Direktors der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, und binnen der von ihm bestimmten Frist legt der Betreiber alle zur neuen Überprüfung der Genehmigungen notwendigen Informationen vor, insbesondere die Ergebnisse der Emissionsüberwachung und andere Daten, durch die ein Vergleich der Funktionsweise des Betriebs mit den in den BVT-Schlussfolgerungen beschriebenen anwendbaren besten verfügbaren Techniken und den damit verbundenen Emissionsgraden ermöglicht wird.

Der Direktor der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, übermittelt unverzüglich die Informationen der Behörde, die für die Ausstellung der Umweltgenehmigung in erster Instanz zuständig ist.“;

4° es wird ein § 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 5. Wird eine in Anlage XXIII genannte Anlage oder Tätigkeit von keinen BVT-Schlussfolgerungen erfasst, so werden die besonderen Betriebsbedingungen überprüft und erforderlichenfalls abgeändert, wenn Entwicklungen bei den besten verfügbaren Techniken eine erhebliche Verminderung der Emissionen ermöglichen.“;

5° es wird ein § 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 6. Der Betreiber eines in Anlage XXIII genannten Betriebs, der einschlägige gefährliche Stoffe verwendet, erzeugt oder freisetzt, muss mit Blick auf eine mögliche Verschmutzung des Bodens und Grundwassers auf dem Gelände des Betriebs den in Teil 3bis des allgemeinen Formulars für die Anträge genannten Bericht über den Ausgangszustand vor der ersten Aktualisierung seiner Genehmigung in Verbindung mit der Veröffentlichung der BVT-Schlussfolgerungen in Zusammenhang mit der Haupttätigkeit, und zwar erstmals nach dem 7. Januar 2013 beifügen."

Art. 28 - In denselben Erlass wird ein Artikel 97ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 97ter - Bei der neuen Überprüfung der besonderen Betriebsbedingungen zieht der Direktor der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, alle im Zuge der Überwachung oder der Inspektionen erlangten Informationen heran.

Art. 29 - In Artikel 117, § 1 desselben Erlasses wird "1, 29°," zwischen "Artikeln" und "61" eingefügt.

Art. 30 - In Abschnitt 10 von Kapitel II desselben Erlasses wird ein Unterabschnitt 12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Unterabschnitt 12 - Verschiedene Bezeichnungen

Art. 120ter - Der in Artikel 7bis, § 1 des Dekrets genannte technische Beamte, der für die Bewertung der Ergebnisse der Emissionsüberwachung zuständig ist, ist der mit der Überwachung beauftragte Beamte.

Der in Artikel 8bis des Dekrets genannte technische Beamte, der dafür zuständig ist, sich über die Entwicklung der besten verfügbaren Techniken auf dem Laufenden zu halten, ist der Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder sein Vertreter.

Der in Artikel 58, § 2, 2 des Dekrets genannte technische Beamte ist der mit der Überwachung beauftragte Beamte."

Art. 31 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein wie folgt lautender Abschnitt 11 eingefügt:

"Unterabschnitt 11 - Verschiedene Bezeichnungen

Art. 120quater - Die in den Artikeln 7bis, 38, 56bis, 61, 72, § 1, 94bis, 181ter des Dekrets genannten Anlagen und Tätigkeiten sind diejenigen der Anlage XXIII.

Art. 120quinquies - Die in Artikel 7bis, § 2, Absatz 3, des Dekrets genannten Emissionsgrenzwerte sind die in den folgenden Erlassen bestimmten Emissionsgrenzwerte:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Titandioxid produzierende Anlagen.

Art. 120sexies - Die in Artikel 10, § 1, Absatz 2, 2° des Dekrets genannten Kapazitätsschwellenwerte sind diejenigen, die in Anlage XXIII genannt werden."

Art. 32 - In Anlage I desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt III.2 des Felds III des erstens Teils wird ein wie folgt lautender Buchstabe c) eingefügt:

"c) eine technische Akte gemäß Teil 3bis des vorliegenden Formulars (IPPC-Betriebe)

NEIN JA, dann Nr. der Anlage: »

2° Teil 3bis, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Betreiber eines in der Anlage XXIII erwähnten Betriebs fügt dem allgemeinen Formular für die Anträge folgende Dokumente bei:

1° eine technische Akte mit der Beschreibung

- des Betriebs, sowie der Art und des Ausmaßes seiner Tätigkeiten;

- der Roh- und Hilfsstoffe, der sonstigen Stoffe und der Energie, die im Betrieb verwendet oder erzeugt werden;

- der Quellen der Emissionen aus dem Betrieb;

- des Zustands des Betriebsgeländes;

- der Art und Menge der vorhersehbaren Emissionen aus dem Betrieb in jedes einzelne Umweltmedium, sowie Feststellung von erheblichen Auswirkungen der Emissionen auf die Umwelt;

- der vorgesehenen Technologie und sonstigen Techniken zur Vermeidung der Emissionen aus dem Betrieb oder, sofern dies nicht möglich ist, Verminderung derselben;

- erforderlichenfalls der Maßnahmen zur Vermeidung und Verwertung der von dem Betrieb erzeugten Abfälle;

- der vorgesehenen Maßnahmen zur Überwachung der Emissionen in die Umwelt;

- der hauptsächlichen Ersatzlösungen, falls solche vorhanden sind, in der Form einer Zusammenfassung;

2° ein Bericht über den Ausgangszustand, wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder auf eine Globalgenehmigung eine neue Anlage eines in Anlage XXIII genannten Betriebs betrifft, der einschlägige gefährliche Stoffe verwendet, erzeugt oder freisetzt, mit Blick auf eine mögliche Verschmutzung des Bodens und Grundwassers auf dem Betriebsgelände. Dieser Bericht über den Ausgangszustand wird gemäß dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung von einem zugelassenen Sachverständigen erstellt.

Der Bericht über den Ausgangszustand enthält die Informationen, die erforderlich sind, um den Stand der Boden- und Grundwasserverschmutzung unter Bezugnahme auf die Normen gemäß der Anlage I zum Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung zu ermitteln, damit ein quantifizierter Vergleich mit dem Zustand bei der endgültigen Einstellung der Tätigkeiten vorgenommen werden kann.

Der Bericht über den Ausgangszustand gibt mindestens die Ziele, Anforderungen und Elemente betreffend die Orientierungsstudie und ggf. die Charakterisierungsstudie an, so wie im Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnt.

Wenn eine Orientierungsstudie nach den Artikeln 37 ff des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung weniger als fünf Jahre vor der Einreichung des Genehmigungsantrags auf dem Gelände durchgeführt worden ist, und zu dem Schluss kommt, dass keine weitere Untersuchung notwendig ist, oder wenn eine Charakterisierungsstudie nach den Artikeln 42 ff des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung weniger als fünf Jahre vor der Einreichung des Genehmigungsantrags auf dem Gelände durchgeführt worden ist, und der Antragsteller beweist, dass es danach keine Verschmutzung gegeben hat, so kann diese Orientierungs- bzw. Charakterisierungsstudie die Verpflichtungen nach Absatz 1 erfüllen.

Der Bericht über den Ausgangszustand enthält ebenfalls:

1° die Vorschläge des Sachverständigen über die angemessenen Auflagen zum Schutz des Bodens und des Grundwassers sowie Maßnahmen zu deren Überwachung;

2° die Vorschläge des Sachverständigen über angemessene Auflagen betreffend:

a) die regelmäßige Wartung und die Überwachung der Maßnahmen zur Vermeidung der Verschmutzung von Boden und Grundwasser in Anwendung von Ziffer 1°;

b) die wiederkehrende Überwachung von Boden und Grundwasser auf die einschlägigen gefährlichen Stoffe, die wahrscheinlich auf dem Gelände anzutreffen sind, unter Berücksichtigung möglicher Boden- und Grundwasserverschmutzungen auf dem Gelände des Betriebs;

c) die Häufigkeit dieser wiederkehrenden Überwachung, außer wenn diese Häufigkeit in den sektorbezogenen Bedingungen bestimmt wird.

Der Minister für Umwelt kann die Regeln bestimmen, die den Sachverständigen ermöglichen, die unter Ziffer 2° genannten Vorschläge zu machen;

3° ggf. eine nichttechnische Zusammenfassung der unter den Ziffern 1° und 2° angegebenen Auskünfte.“

Art. 33 - Die Anlage XVII desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Anlage XVII - Formular für die Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen im Sinne der Rubrik 90.24 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Wenn der Umweltgenehmigungs- oder Globalgenehmigungsantrag eine Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage betrifft, muss er neben den im allgemeinen Formular bezüglich der Anträge auf eine Umwelt- oder Globalgenehmigung ersuchten Auskünften die folgenden Informationen enthalten:

1° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Einhaltung folgender Anforderungen:

a) Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen entsprechende Auslegung und Ausrüstung sowie entsprechende Wartung und entsprechender Betrieb der Anlage, unter Berücksichtigung der zu verbrennenden oder mitzuverbrennenden Abfallarten;

b) soweit durchführbar, Nutzung der bei der Verbrennung oder Mitverbrennung entstehenden Wärme durch Erzeugung von Wärme, Dampf oder Kraft;

c) Reduzierung der Mengen und der Schädlichkeit von Rückständen auf ein Minimum und gegebenenfalls ihre Verwertung;

d) Beseitigung der Rückstände, die weder vermieden noch vermindert noch verwertet werden können, unter Einhaltung der Gesetzesvorschriften;

e) wenn der Antrag eine Genehmigung zur Verbrennung und/oder Mitverbrennung von Abfällen mit energetischer Verwertung betrifft, muss nachgewiesen werden, dass diese Verwertung eine hohe Energieeffizienz aufweisen wird.

2° die Kopie des Diploms, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen verlangt wird, oder ein Zeugnis zur Bescheinigung der relevanten Erfahrung.“

Art. 34 - Die Anlage XXI desselben Erlasses wird durch die Anlage 2 zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 35 - Die Anlage XXIII desselben Erlasses wird durch die Anlage 3 zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 36 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXVII eingefügt, die dem vorliegenden Erlass in Anlage 4 beifügt wird.

Art. 37 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXVIII eingefügt, die dem vorliegenden Erlass in Anlage 5 beifügt wird.

Art. 38 - In der französischen Fassung desselben Erlasses wird “la DPA” durch “le DPA” ersetzt.

Art. 39 - In demselben Erlass werden die Wörter “Bürgermeister- und Schöffenkollegium” bzw. “Bürgermeister- und Schöffenkollegiums” durch “Gemeindekollegium” bzw. “Gemeindekollegiums” ersetzt.

Art. 40 - In demselben Erlass wird die Wortfolge “Artikel 38 des Dekrets ([...]), mit Ausnahme des Paragraphen 1, 4° und des Paragraphen 4” ersetzt durch “Artikel D. 29-22, § 2, des Buches I des Umweltgesetzbuches ([...]), mit Ausnahme von Absatz 4, 6°” und wird die Wortfolge “Artikel 38 des Dekrets ([...]), mit Ausnahme des Paragraphen 1, 4°” durch “Artikel D. 29-22, § 2, des Buches I des Umweltgesetzbuches ([...])” ersetzt.

KAPITEL III - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe

Art. 41 - In Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 1/1 - Die Emissionsgrenzwerte bei Schadstoffen gelten an dem Punkt, an dem die Emissionen den Betrieb verlassen, wobei eine etwaige Verdünnung vor diesem Punkt bei der Festsetzung der Grenzwerte nicht berücksichtigt wird.

Bei der indirekten Einleitung von Schadstoffen in das Wasser kann die Wirkung einer Kläranlage bei der Festsetzung der Emissionsgrenzwerte des Betriebs berücksichtigt werden, sofern ein gesamtes gleichwertiges Umweltschutzniveau sichergestellt wird und es nicht zu einer höheren Belastung der Umwelt kommt.“.

Art. 42 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Unbeschadet von Artikel 7bis, § 2 des Dekrets, ist Absatz 1 nicht auf die Anlagen und Tätigkeiten anwendbar, die in der Anlage XXIII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannt werden.“.

Art. 43 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird der vierte Gedankenstrich aufgehoben.

KAPITEL IV - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Art. 44 - In der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der Rubrik 10.90.03 wird eine Rubrik 10.90.03.03 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

10.90.03.03 die nicht die Nebenanlage einer Grube bilden, mit einer installierten Produktionsleistung unter oder gleich 10 T/Tag	2					
--	---	--	--	--	--	--

2° die Überschrift von Rubrik 26.5 wird durch folgende Wortfolge ersetzt: “Herstellung von Zement, Kalk, Gips und Magnesiumoxid“;

3° in der Rubrik 26.5 wird eine Rubrik 26.54 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

26.54 Herstellung von Magnesiumoxid						
26.54.01 Anlage zur Herstellung von Magnesiumoxid in Öfen, wenn die installierte Produktionskapazität 26.54.01.01 gleich oder mehr als 50 T/Tag und weniger als 500 T/Tag ist	2					
26.54.01.02 gleich oder mehr als 500 T/Tag ist	1	X				

Titel 4 — Übergangsbestimmungen und Inkrafttreten

Art. 45 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 46 - § 1. Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von vorigem Absatz:

1° tritt vorliegender Erlass am 7. Januar 2014 in Kraft, für was die Anlagen und Tätigkeiten betrifft, die in der Anlage XXIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 4. März 2002 über die Umweltgenehmigung genannt werden, die in Betrieb sind und Gegenstand einer vor dem 7. Januar 2013 ausgestellten Genehmigung sind, oder deren Betreiber einen Genehmigungsantrag vor dem 7. Januar 2013 eingereicht haben, unter der Bedingung, dass diese Anlagen spätestens am 7. Januar 2014 in Betrieb genommen werden:

- a) Punkt 1.1 für die Tätigkeiten mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 50 MW;
- b) Punkte 1.2 und 1.3;
- c) Punkt 1.4 a);
- d) Punkte 2.1 bis 2.6;
- e) Punkte 3.1 bis 3.5;
- f) Punkte 4.1 bis 4.6 für Tätigkeiten in Verbindung mit der Produktion durch chemische Umwandlung;
- g) Punkte 5.1 und 5.2, so wie sie vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses galten:

i. 5.1. a) Anlagen, in denen einer der Vorgänge im Sinne der Anlage II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle zur Beseitigung von gefährlichen Abfällen oder von Altölen durchgeführt wird, mit einer Kapazität von über 10 Tonnen pro Tag;

b) Anlagen, in denen einer der Verwertungsvorgänge R1, R5, R8 oder R9 im Sinne der Anlage II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für gefährliche Abfälle oder Altöle durchgeführt wird, mit einer Kapazität von über 10 Tonnen pro Tag.

II. 5.2. Anlagen zur Verbrennung von häuslichen Abfällen mit einer Kapazität von über 3 Tonnen pro Stunde;

h) Punkte 5.3 a) i) und ii);

i) Punkt 5.4;

j) Punkt 6.1 a) und b);

k) Punkte 6.2 und 6.3;

l) Punkt 6.4 a);

m) Punkt 6.4 b), so wie er vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses galt;

6.4. b) Behandlungs- und Verarbeitungsanlagen zur Herstellung von Nahrungsmittelerzeugnissen aus:

i. tierischen Rohstoffen (mit Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag

ii. pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag (Vierteljahresdurchschnittswert);

n) Punkt 6.4 c);

o) Punkte 6.5 bis 6.9;

2° tritt vorliegender Erlass am 7. Juli 2015 in Kraft, was die Tätigkeiten betrifft, die in der Anlage XXIII desselben Erlasses genannt werden, die vor dem 7. Januar 2013 in Betrieb sind:

a) Punkt 1.1 für die Tätigkeiten mit einer Feuerungswärmeleistung von 50 MW;

b) Punkt 1.4 b);

c) Punkte 4.1 bis 4.6 für Tätigkeiten in Verbindung mit der Produktion durch biologische Umwandlung;

d) Punkte 5.1 und 5.2 für die Tätigkeiten, die nicht durch die Anlage XXIII gedeckt sind, so wie sie vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses galt;

e) Punkte 5.3 a), iii) bis v);

f) Punkt 5.3 b);

g) Punkte 5.5 und 5.6;

h) Punkt 6.1 c);

i) Punkt 6.4 b) für die Tätigkeiten, die nicht durch die Anlage XXIII gedeckt sind, so wie sie vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses galt;

j) Punkte 6.10 und 6.11.

§2. Die besonderen Bedingungen in Verbindung mit dem Abfallvermeidungsplan und dem PISOE-Plan, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses in die Genehmigungen eingefügt worden sind und in § 1, Abs. 2 genannte Anlagen und Tätigkeiten betreffen, werden aufgehoben.

§ 3. Das Dekret vom 24. Oktober 2013 zur Abänderung verschiedener Dekrete betreffend Industrieemissionen tritt am Tag der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 47 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 1 — Inhalt des internen Überwachungsplans der Umweltverpflichtungen

I. Genehmigungen und Zulassungen

Zuständige Behörde	Bezugszeichen der Genehmigung	Tätigkeiten/Anlagen	Bürgerschaft	Durch den TB validierte Bürgerschaft	Genehmigung rechtskräftig am	Gültigkeitsdauer

II. Obligatorische Kontrollen

Art/Thematik	Tätigkeiten/ Anlage	Gesetz Bezugs- zeichen	Häufigkeit	Interner Verantwortli- cher	Externer Operator	Datum der letzten Kontrolle	Bezugszeichen Registrierung	In Ordnung/ Nicht in Ordnung
							z.B. Laborproto- koll	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 2
ANLAGE XXI

Informationen, die zwecks der Bewirtschaftung eines Betriebs mitzuteilen sind,
der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012
zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen
in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, genannt wird

Dieses Dokument wird nur von den Betreibern ausgefüllt, die mindestens eine Tätigkeit betreiben, die in der Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierte Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase genannt wird.

Tätigkeiten (1)	Treibhausgas
Verbrennung von Brennstoffen in Anlagen, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt (mit Ausnahme der Anlagen zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen)	Kohlendioxid
Mineralölverarbeitung	Kohlendioxid
Herstellung von Koks	Kohlendioxid
Rösten, Sintern, einschließlich des Pelletierens von Metallerz (einschließlich des sulfidischen Erzes)	Kohlendioxid
Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von Eisenmetallen (einschließlich der Ferrolegierungen), wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden. Die Verarbeitung umfasst u.a. die Walzanlagen, die Erhitzer, die Glühöfen, die Schmieden, die Gießereien, die Beschichtungseinheiten und die Abbeizeinheiten	Kohlendioxid Kohlendioxid und perfluorierte
Produktion von Primäraluminium	Kohlendioxid
Herstellung von Sekundäraluminium, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von Nichteisenmetallen, einschließlich der Produktion von Legierungen, der Raffination, des Gießens, usw., wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung (einschließlich der als Reduktionsmittel verwendeten Brennstoffe) mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid und perfluorierte Kohlenwasserstoffe
Herstellung von Klinker (Zement) in Drehöfen mit einer Herstellungskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag;	Kohlendioxid
Herstellung von Kalk, einschließlich der Kalzinierung von Dolomit und Magnesit, in Drehöfen oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid

Tätigkeiten (1)	Treibhausgas
Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan mit einer Herstellungskapazität über 75 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Dämmstoff aus Mineralwolle ab Steinen, Glas oder Schlacke, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Trocknung oder Kalzinierung von Gips oder Herstellung von Gipsplatten und anderen Zusammensetzung auf der Grundlage von Gips, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden.	
Herstellung von Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen.	Kohlendioxid
Herstellung von Papier oder Pappe mit einer Herstellungskapazität über 20 Tonnen pro Tag.	Kohlendioxid
Herstellung von Ruß, einschließlich der Verkokung von organischen Stoffen wie z.B. Öle, Teere, Rückstände aus dem Kracken und der Destillation, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden.	Kohlendioxid
Herstellung von Salpetersäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von adipischer Säure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Glyoxal und Glyoxalsäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Ammoniak	Kohlendioxid
Herstellung von losen organischen chemischen Produkten mittels Kracken, Reformierung, teilweiser oder ganzen Oxidation oder mittels anderer vergleichbarer Verfahren mit einer Herstellungskapazität über 100 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Wasserstoff (H ₂) und Synthesegas mittels Reformierung und Oxidation mit einer Herstellungskapazität über 25 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Soda (Na ₂ CO ₃) und von Natriumbicarbonat (NaHCO ₃)	Kohlendioxid
Abscheidung von Treibhausgasen aus Anlagen, die unter vorliegende Anlage fallen, zwecks Förderung und geologischer Speicherung in einer gemäß der Richtlinie 2009/31/EG genehmigten Speicherstätte	Kohlendioxid
Transport in Pipelines von Treibhausgasen zwecks ihrer Speicherung in einer gemäß der Richtlinie 2009/31/EG genehmigten Speicherstätte	Kohlendioxid
Geologische Speicherung von Treibhausgasen in einer gemäß der Richtlinie 2009/31/EG genehmigten Speicherstätte	

I. Nichttechnische Zusammenfassung (2)

II. Informationen über die in Sachen Erklärung und Überwachung betreffend die Treibhausgasemissionen fachkundigen Referenzpersonen

II.A) Anschrift des Standorts und Angaben zu der mit der Überwachung der Treibhausgasemissionen beauftragten Kontaktperson

Name des Betriebs:

Straße: _____ Nr. : _____ BFK: _____

Postleitzahl: _____ Gemeinde: _____

Name der verantwortlichen Person: Vorname: _____

Funktion: _____

Tel. direkt: _____ Fax: _____

E-Mail: _____

II.B) Angaben zu der mit der Erklärung betreffend die Treibhausgasemissionen beauftragten Person

Name: _____ Vorname: _____

Funktion: _____

Tel. direkt: _____ Fax: _____

E-Mail: _____

VI. Beschreibung der für die Überwachung und Berichterstattung betreffend die Emissionen vorgesehenen Maßnahmen

Den Vorschlag über den Überwachungsplan beifügen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

—
Fußnoten

(1) 1. Die Anlagen oder die Teile von Anlagen, die für die Forschung, die Entwicklung und die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sowie die Anlagen, bei denen nur Biomasse verwendet wird, sind durch die vorliegende Anlage nicht betroffen.

2. Die unten stehenden Grenzwerte beziehen sich im Allgemeinen auf Erzeugungskapazitäten oder Erträge. Wenn eine und dieselbe Anlage mehrere Tätigkeiten aus ein und derselben Kategorie ausübt, werden die Kapazitäten dieser Tätigkeiten zusammengezählt.

3. Um die gesamte Feuerungswärmeleistung einer Anlage zu berechnen, um darüber zu entscheiden, ob die Anlage in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten aufgenommen werden soll, addiert man die Feuerungswärmeleistungen aller technischen Einheiten, die Bestandteil der Anlage sind, und in denen Brennstoffe innerhalb der Anlage verbrannt werden. Bei diesen Einheiten kann es sich u.a. um alle Arten von Heizkesseln, Brennern, Turbinen, Erhitzern, Industrieöfen, Verbrennungsöfen, Kalzinierungsöfen, Brennöfen, Öfen, Trocknern, Motoren, Brennstoffzellen, CLC-Einheiten ("Chemical looping combustion units"), Fackeln aller Arten sowie die thermischen bzw. katalytischen Nachbrennern handeln. Die Einheiten, deren Feuerungswärmeleistung weniger als 3 MW beträgt, und die Einheiten, die ausschließlich Biomasse nutzen, werden bei dieser Berechnung nicht berücksichtigt. Als "Einheiten, die ausschließlich Biomasse nutzen" gelten auch Einheiten, die nur bei Inbetriebnahme und Abschaltung fossile Brennstoffe nutzen.

4. Wenn eine Einheit einer Tätigkeit dient, für die der Schwellenwert nicht als Feuerungswärmeleistung ausgedrückt wird, so hat der Schwellenwert dieser Tätigkeit Vorrang für die Aufnahme in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten.

5. Wenn festgestellt wird, dass der Kapazitätsschwellenwert einer in der vorliegenden Anlage genannten Tätigkeit in einer Anlage überschritten wird, werden alle Einheiten, in den Brennstoffe verbrannt werden, außer den Einheiten zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen, in die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen aufgenommen.

(2) Die nichttechnische Zusammenfassung bezieht sich auf folgende Angaben:

- a) die Anlage und ihre Tätigkeiten, sowie die verwendeten Technologien;
- b) die Rohstoffe und Hilfsstoffe, deren Verwendung zu Treibhausgasemissionen führen können;
- c) die Treibhausgasemissionsquellen;
- d) die für die Überwachung und Berichterstattung betreffend die Emissionen vorgesehenen Maßnahmen.

(3) Bitte das oben stehende Muster fortwährend und so oft wie nötig wiederholen, damit die gesamten Tätigkeiten und damit verbundenen Quellen, die zu Emissionen von Treibhausgasen (einschließlich der Emissionen in Verbindung mit dem Fertigungsverfahren und der Verwendung der Biomasse) führen können, aufgelistet werden können.

(4) Produktionskapazität (z.B.: Tonnen pro Tag), Produktionsdichte (z.B.: kg/m³) oder thermische Feuerungsnennleistung (MW) je nach der betreffenden Rubrik der Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006.

(5) Referenznummer der betreffenden Genehmigung, Zulassung, Registrierung oder Berechtigung, sowie deren Ausstellungsdatum.

Anlage 3

Anlage XXIII

Die vorliegende Anlage gilt nicht für Tätigkeiten im Bereich der Forschung und Entwicklung oder Erprobung von neuen Produkten und Verfahren.

Die unten stehenden Grenzwerte beziehen sich im Allgemeinen auf Erzeugungskapazitäten oder Erträge. Werden mehrere unter derselben Tätigkeitsbeschreibung mit einem Schwellenwert aufgeführte Tätigkeiten in ein und derselben Anlage durchgeführt, so addieren sich die Kapazitäten dieser Tätigkeiten. Bei Abfallbehandlungstätigkeiten erfolgt diese Berechnung auf der Ebene der Tätigkeiten nach Punkt 5.1, Punkt 5.3 a) und 5.3 b).

1. Energiewirtschaft

1.1. Verbrennung von Brennstoffen in Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von 50 MW oder mehr

1.2. Raffinieren Mineralöl und Gas

1.3. Erzeugung von Koks.

1.4. Vergasung und Verflüssigung von

mdita) Kohle,

mditb) anderen Brennstoffen in Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von 20 MW oder mehr.

2. Herstellung und Verarbeitung von Metallen

2.1. Rösten und Sintern von Metallerz, einschließlich Sulfiderz

2.2. Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzung), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde

2.3. Verarbeitung von Eisenmetallen:

mdita) Warmwalzen mit einer Leistung von mehr als 20 Tonnen Rohstahl pro Stunde;

mditb) Schmieden mit Hämmern, deren Schlagenergie 50 Kilojoule pro Hammer überschreitet, bei einer Wärmeleistung von über 20 MW;

mditc) Aufbringen von schmelzflüssigen metallischen Schutzschichten mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 2 Tonnen Rohstahl pro Stunde.

2.4. Betrieb von Eisenmetallgießereien mit einer Produktionskapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

2.5. Verarbeitung von Nichteisenmetallen:

mdita) Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische Verfahren, chemische Verfahren oder elektrolytische Verfahren

mditb) Schmelzen von Nichteisenmetallen einschließlich Legierungen, darunter auch Wiedergewinnungsprodukte und Betrieb von Gießereien, die Nichteisen-Metallgussprodukte herstellen, mit einer Schmelzkapazität von mehr als 4 t pro Tag bei Blei und Cadmium oder 20 t pro Tag bei allen anderen Metallen,

2.6. Oberflächenbehandlung von Metallen oder Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren, wenn das Volumen der Wirkbäder 30 m³ übersteigt.

3. Mineralverarbeitende Industrie

3.1. Herstellung von Zement, Kalk und Magnesiumoxid:

mdita) Herstellung von Zementklinkern in Drehrohröfen mit einer Produktionskapazität von über 500 Tonnen pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag;

mditb) Herstellung von Kalk in Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen/Tag;

mditc) Herstellung von Magnesiumoxid in Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen/Tag.

3.2. Gewinnung von Asbest oder Herstellung von Erzeugnissen aus Asbest

3.3. Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag.

3.4. Schmelzen mineralischer Stoffe einschließlich der Herstellung von Mineralfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

3.5. Anlagen zur Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan, mit einer Produktionskapazität über 75 Tonnen pro Tag und/oder einer Ofenkapazität über 4 m³ und einer Besatzdichte über 300 kg/m³ pro Ofen.

4. Chemische Industrie

Für die Zwecke des vorliegenden Teils bedeutet die Herstellung für die Kategorien von Tätigkeiten des vorliegenden Teils die Herstellung der in den nachstehenden Punkten in den Punkten 4.1 bis 4.6 genannten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische oder biologische Umwandlung im industriellen Umfang.

4.1. Herstellung von organischen Chemikalien wie:

mdita) einfachen Kohlenwasserstoffen (lineare oder ringförmige, gesättigte oder ungesättigte, aliphatische oder aromatische);

mditb) sauerstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Alkohole, Aldehyde, Ketone, Carbonsäuren, Ester und Estergemische, Acetate, Ether, Peroxide, Epoxide;

c) schwefelhaltigen Kohlenwasserstoffen;

d) stickstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Amine, Amide, Nitroso-, Nitro- oder Nitratverbindungen, Nitrile, Cyanate, Isocyanate;

e) phosphorhaltigen Kohlenwasserstoffen;

f) halogenierten Kohlenwasserstoffen;

g) metallorganischen Verbindungen;

h) Basiskunststoffen (Polymeren, Chemiefasern, Fasern auf Zellstoffbasis);

i) synthetischen Kautschuken;

j) Farbstoffen und Pigmenten;

k) oberflächenaktiven Stoffen und Tensiden.

4.2. Herstellung von anorganischen Chemikalien wie:

a) Gase wie Ammoniak, Chlor oder Chlorwasserstoff, Fluor oder Fluorwasserstoff, Kohlenstoffoxide, Schwefelverbindungen, Stickstoffoxide, Wasserstoff, Schwefeldioxid, Phosgen;

b) Behandlung und Verarbeitung, mit alleiniger Ausnahme der Verpackung, folgender Rohstoffe, unabhängig davon, ob sie zuvor verarbeitet wurden oder nicht, zur Herstellung von Nahrungsmitteln oder Futtererzeugnissen

i) aus ausschließlich tierischen Rohstoffen (mit alleiniger Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 t Fertigerzeugnissen pro Tag;

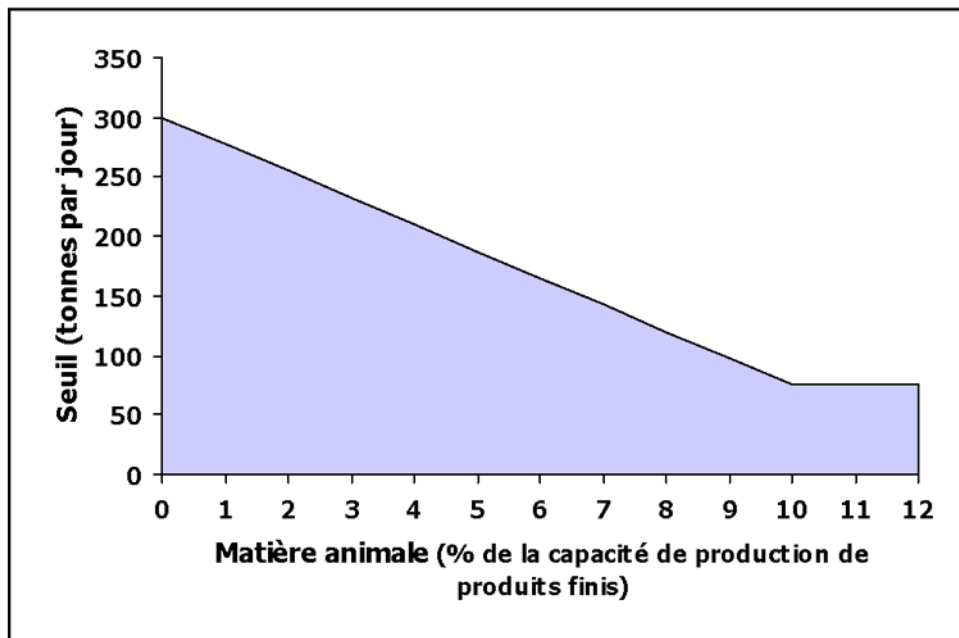
ii) ausschließlich pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 t Fertigerzeugnissen pro Tag oder 600 t pro Tag, sofern die Anlage an nicht mehr als 90 aufeinander folgenden Tagen im Jahr in Betrieb ist;

iii) tierischen und pflanzlichen Rohstoffen sowohl in Mischerzeugnissen als auch in ungemischten Erzeugnissen mit einer Produktionskapazität (in Tonnen Fertigerzeugnisse) pro Tag von mehr als - 75, wenn A 10 oder mehr beträgt, oder $[300 - (22,5 \times A)]$ in allen anderen Fällen

wobei "A" den gewichtsprozentualen Anteil der tierischen Stoffe an der Produktionskapazität von Fertigerzeugnissen darstellt.

Die Verpackung ist im Endgewicht des Produkts nicht enthalten.

Dieser Punkt gilt nicht, wenn es sich bei dem Rohstoff ausschließlich um Milch handelt.



c) Ausschließliche Behandlung und Verarbeitung von Milch, wenn die eingehende Milchmenge 200 Tonnen pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert)

6.5. Beseitigung oder Verwertung von Tierkörpern oder tierischen Abfällen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag

6.6. Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen

a) mit mehr als 40000 Plätzen für Geflügel;

b) mit mehr als 2000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg); oder

c) mit mehr als 750 Plätzen für Säue.

6.7. Behandlung von Oberflächen von Stoffen, Gegenständen oder Erzeugnissen unter Verwendung von organischen Lösungsmitteln, insbesondere zum Appretieren, Bedrucken, Beschichten, Entfetten, Imprägnieren, Kleben, Lackieren, Reinigen oder Tränken, mit einer Verbrauchskapazität von mehr als 150 kg organischen Lösungsmitteln pro Stunde oder von mehr als 200 Tonnen pro Jahr.

6.8. Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren.

6.9. Abscheidung von CO₂-Strömen aus Anlagen, die unter das Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid fallen, aus Betriebe im Sinne vorliegender Anlage oder folgender Erlasse der Wallonischen Regierung:

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden;

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen;

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen;

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Titandioxid produzierende Anlagen.

6.10. Konservierung von Holz und Holzzeugnissen mit Chemikalien mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 m³ pro Tag, sofern sie nicht ausschließlich der Bläueschutzbehandlung dient.

6.11. Eigenständig betriebene Behandlung von Abwasser, das nicht unter Artikel R. 274 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, fällt, und von einer Anlage eingeleitet wird, die durch vorliegende Anlage gedeckt wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 4

Anlage XXVII

Liste der Schadstoffe im Sinne der Artikel 19, § 5, 1^o und 46, § 5, 1^o

LUFT

1. Schwefeloxide und sonstige Schwefelverbindungen

2. Stickstoffoxide und sonstige Stickstoffverbindungen

3. Kohlenmonoxid

4. Flüchtige organische Verbindungen

5. Metalle und Metallverbindungen

6. Staub, einschließlich Feinpartikel

7. Asbest (Schwebeteilchen und Fasern)

8. Chlor und Chlorverbindungen

9. Fluor und Fluorverbindungen

10. Arsen und Arsenverbindungen

11. Zyanide

12. Stoffe und Gemische mit nachgewiesenermaßen über die Luft übertragbaren karzinogenen, mutagenen oder sich möglicherweise auf die Fortpflanzung auswirkenden Eigenschaften

13. Polychlordibenzodioxine und Polychlordibenzofurane

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 5

Anlage XXVIII — Formular für eine Verbrennungsanlage, in der lokal erzeugte feste Brennstoffe verwendet werden

Der Antragsteller fügt seinem Genehmigungsantrag folgende Informationen bei:

1^o einen technischen Bericht mit der technischen Rechtfertigung der Unmöglichkeit, die in Artikel 6, § 2 und § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen genannten Emissionsgrenzwerte einzuhalten;

2^o den Schwefelgehalt des verwendeten, vor Ort gewonnenen festen Brennstoffs;

3^o den vorgesehenen/erreichten Schwefelabscheidegrad in monatlichen Durchschnittswerten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für bestimmte Aktivitäten mit erheblichen Umweltfolgen und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen insbesondere im Bereich der Industrieemissionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27017]

16 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij het programma-decreet van 3 februari 2005 en het decreet van 22 november 2007, artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 7*bis*, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 8*bis*, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012, artikel 38, gewijzigd bij de decreten van 31 mei 2007 en 24 oktober 2013, artikel 45, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012, artikel 56*bis*, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 58, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 en 24 oktober 2013, artikel 61, gewijzigd bij de decreten van 5 juni 2008 en 24 oktober 2013, artikel 64, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 65, gewijzigd bij de decreten van 10 november 2004, 7 juli 2006, 22 november 2007, 31 mei 2007, 18 december 2008, het programmadecreet van 22 juli 2010, de decreten van 27 oktober 2011 en 24 oktober 2013, artikel 72, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 94*bis*, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013 en artikel 181*ter*, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D. 20.1620.16, gewijzigd bij de decreten van 16 maart 2006 en 24 oktober 2013, en D. 66, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2006;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies 54.382/4 van de Raad van State, gegeven op 25 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten met twee nieuwe rubrieken aangevuld moet worden met het oog op een vlotte omzetting van bijlage I bij Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel 1. — Doel

Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies en Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009, worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Titel 2. — Sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 3. In de zin van deze sectorale voorwaarden wordt verstaan onder:

1^o gevaarlijke stoffen : De stoffen of mengsels zoals omschreven in artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels;

2^o decreet : het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3^o relatieve afvalhoeveelheid: de hoeveelheid van een type afval voortgebracht gedurende één jaar, gerapporteerd aan een indicator van de activiteit van de inrichting in de loop van hetzelfde jaar.

HOOFDSTUK II. — Plan inzake afvalpreventie- en beheer

Art. 4. § 1. De exploitant legt om de vijf jaar een plan inzake preventie en beheer van de door de inrichting voortgebrachte afval voor aan het Departement Grond en Afvalstoffen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Het eerste preventieplan wordt binnen het jaar na de toekenning van de vergunning toegestuurd op dezelfde datum als de jaarlijkse rapportage van afvalproductie. Dat plan bevat de door de exploitant geprogrammeerde maatregelen tot vermindering van de hoeveelheden afval en de gevaarlijkheid ervan met het oog op de beperking van de milieuvriendelijke aspecten en op de verbetering van de technieken inzake het beheer van de restafval.

Het plan bedoeld in het eerste lid bevat de door de exploitant geprogrammeerde preventie maatregelen, met inachtneming van de afvalhiërarchie omschreven in artikel 1 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met name de maatregelen en becijferde doelstellingen betreffende :

1^o de vermindering van de relatieve afvalhoeveelheden;

2^o de vermindering van de potentiële gevaarlijkheid van de afvalstoffen;

3^o de verhoging van de hoeveelheid voor hergebruik bereide afvalstoffen ten opzichte van de totale hoeveelheid voortgebrachte afvalstoffen;

4° de verhoging van de hoeveelheid gerecycleerde afvalstoffen ten opzichte van de totale hoeveelheid voortgebrachte afvalstoffen;

5° de verhoging van de hoeveelheid afvalstoffen gevaloriseerd op een andere wijze dan door bereiding met het oog op hergebruik of recycling, ten opzichte van de totale hoeveelheid voortgebrachte afvalstoffen;

6° de verbetering van de fysisch-chemische eigenschappen van de afvalstoffen om de inachtneming van de afvalhiërarchie te vergemakkelijken en de potentiële gevaarlijkheid van die afvalstoffen tijdens het beheer ervan te beperken;

7° de vermindering van de hoeveelheid afvalstoffen verwijderd met name door storting ervan in een technisch ingravingscentrum, ten opzichte van de totale hoeveelheid voortgebrachte afvalstoffen.

§ 2. De exploitant maakt jaarlijks een rapport over de uitvoering van het afvalpreventieplan op.

Het rapport bedoeld in het eerste lid wordt verstuurd op dezelfde datum als de jaarlijkse aangifte van afvalproductie.

HOOFDSTUK III. — *Intern plan inzake monitoring van de milieuverplichtingen en rapportageplicht*

Afdeling 1. — Doelstellingen, actualisering en minimale inhoud van het plan

Art. 5. De exploitant neemt een intern plan inzake monitoring van de milieuverplichtingen, hierna « PISOE », aan om na te gaan of de emissies voldoen aan de normen die in de vergunningen vastliggen.

Na elke wijziging in zijn vergunning past de exploitant zijn « PISOE » aan.

Art. 6. Het plan bepaalt volgens de voorschriften van bijlage 1:

1° de monitoringprotocollen waarin de exploitatievoorwaarden voorzien;

2° de te installeren voorzieningen om de emissiewaarden te meten.

Afdeling 2. — Modaliteiten tot aanneming van het plan

Art. 7. De exploitant richt een « PISOE »-ontwerp aan de toezichthoudend ambtenaar binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van tenuitvoerlegging van de vergunning of van de wijziging ervan.

Art. 8. De toezichthoudend ambtenaar beschikt met ingang van de datum van verzending van het « PISOE » door de exploitant over 3 maanden om hem zijn eventuele bemerkingen mee te delen. In dat geval worden de gevraagde ontbrekende gegevens binnen een termijn van 3 maanden door de exploitant toegestuurd. Binnen een termijn van twintig dagen, die ingaat op de datum van verzending van de ontbrekende gegevens door de exploitant, geeft de toezichthoudend ambtenaar de exploitant kennis van de definitieve aanneming van het « PISOE ».

Art. 9. Als de meetmethode en/of de meetapparatuur niet nader bepaald worden/wordt in de exploitatievoorwaarden, wendt de exploitant zich tot het erkende laboratorium dat voor de monitoring instaat om te weten welke meetmethode en/of -apparatuur aanbevolen wordt door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest. Het advies van het erkende laboratorium dat voor de monitoring instaat wordt bij het « PISOE »-ontwerp gevoegd.

Afdeling 3. — Inspectiemodaliteiten

Art. 10. Minstens acht werkdagen voor de uitvoering van de metingen en analyses waarin het « PISOE » voorziet, geeft de exploitant de toezichthoudend ambtenaar kennis van de datum of periode van uitvoering ervan.

Als die termijn niet in acht genomen wordt, kan de toezichthoudend ambtenaar eisen dat nieuwe metingen doorgevoerd worden.

Art. 11. De exploitant vergewist zich ervan dat voor alle gemeten of berekende waarden voorzien wordt in de meetfoutmarge vastgelegd door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest op basis van de wetenschappelijke gegevens waarover het beschikt.

Art. 12. De exploitant zorgt ervoor dat de gemeten grenswaarden die op inputwaarden berusten vergezeld gaan van een omschrijving van de methode aan de hand waarvan ze vastgelegd worden.

Art. 13. Als een audit voorgeschreven wordt, worden de verslagen van audits en milieubeleidsverklaringen ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar gelegd.

Art. 14. De exploitant wijst een gesprekspartner aan in het kader van de betrekkingen met de toezichthoudend ambtenaar. De exploitant verstuurt de brief van aanwijzing van de gesprekspartner. Die brief is ondertekend door laatsgenoemde.

Art. 15. De informatie over het productie- en fabricageproces die voldoende gegevens bevat voor de bepaling van de stoffenstroom, zoals de input-hoeveelheid, de output-hoeveelheid en de diffuse emissie, wordt door de exploitant ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar gelegd. Als een wijziging in die processen een wijziging van de emissies met zich meebrengt, hetzij in kwantiteit (met een variatie van twintig percent), hetzij in kwaliteit, stuurt de exploitant de gegevens i.v.m. zijn nieuwe stroom aan de toezichthoudend ambtenaar. De toezichthoudend ambtenaar kan hem bijkomende gegevens vragen.

Art. 16. Indien een intern monitoringplan vereist wordt, zorgt de exploitant ervoor dat de rapportagemodaliteiten ter kennis van de toezichthoudend ambtenaar gebracht worden.

De rapportagemodaliteiten moeten de volgende gegevens inhouden :

1° de definitie van hetgeen in het rapport gecontroleerd en bedoeld wordt, zoals de basistijd en/of het aantal registraties voor de berekening van de gemiddelden;

2° de rechtvaardiging van die controles (geplande controle, stipte controle, incident);

3° de datum of de periode van de controles (communicatiedatum en -termijn);

4° de types en formaten van de drager van het rapport (elektronisch, papier, ...);

5° de geadresseerde van het rapport.

Afdeling 4. — Rapportageplichten

Art. 17. De exploitant zorgt ervoor dat de resultaten van het « PISOE » op een jaarbasis ingezameld worden en jaarlijks voor 31 maart van het volgende jaar aan de toezichthoudend ambtenaar meegedeeld worden.

Art. 18. In geval van toepassing van artikel 7bis, § 1, 2°, van het decreet, stuurt de exploitant, samen met de resultaten van het « PISOE », een samenvatting van de resultaten van de monitoring van de emissies op grond waarvan een vergelijking gemaakt kan worden met de emissieniveaus in verband met de beste beschikbare technieken.

HOOFDSTUK IV. — *Herstel*

Art. 19. § 1. Bij de definitieve stopzetting van activiteiten die het gebruik, de productie of de uitstoot van relevante gevaarlijke stoffen inhouden, evalueert de exploitant het niveau van verontreiniging van de grond en het grondwater door relevante gevaarlijke stoffen die door de inrichting gebruikt, geproduceerd of uitgestoten worden. Als de inrichting verantwoordelijk is voor een belangrijke verontreiniging van de grond of van het grondwater door relevante gevaarlijke stoffen t.o.v. de toestand vastgesteld in het basisrapport bedoeld in het derde deel bis van het algemeen aanvraagformulier van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, dat in de vergunningsaanvraag opgenomen is, of in het kader van de actualisering, neemt de exploitant de nodige maatregelen om een einde aan die verontreiniging te maken en zodoende de locatie in die toestand te herstellen overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer. Te dien einde kan rekening gehouden worden met de technische haalbaarheid van de overwogen maatregelen.

Onverminderd het vorige lid, indien de verontreiniging van de grond en het grondwater in de locatie een ernstig risico voor de gezondheid van de mens of voor het leefmilieu inhoudt vanwege de vergunde activiteiten die de exploitant uitoefende vooraleer de vergunning van de inrichting voor het eerst na 7 januari 2013 werd geactualiseerd en rekening houdend met de staat van de locatie van de inrichting die bij de vergunningsaanvraag werd vastgesteld, treft de exploitant bij de definitieve stopzetting van de activiteiten de nodige maatregelen tot verwijdering, beheersing, afzondering of beperking van de relevante gevaarlijke stoffen zodat de locatie, rekening houdend met het huidige gebruik ervan of met het gebruik waarvoor ze na overleg in de toekomst bestemd zal worden, niet langer een dergelijk risico zal inhouden, overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

§ 2. Als de exploitant niet verplicht is tot het opmaken van een basisrapport bedoeld in het derde deel bis van het algemeen aanvraagformulier van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, dat opgenomen is in de vergunningsaanvraag of in de actualisering ervan, treft hij bij de definitieve stopzetting van de activiteiten de nodige maatregelen tot verwijdering, beheersing, afzondering of beperking van de relevante gevaarlijke stoffen zodat de locatie, rekening houdend met het huidige gebruik ervan of met het gebruik waarvoor ze na overleg in de toekomst bestemd zal worden, niet langer een ernstig risico voor de gezondheid van de mens of het leefmilieu inhoudt vanwege de door de vergunde activiteiten veroorzaakte verontreiniging van de grond en het grondwater en rekening houdend met de staat van de locatie bij de vergunningsaanvraag, overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

Titel 3. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 20. In deel III, titel I, van Boek I van het Milieuwetboek wordt in plaats van de artikelen R. 19 en R. 20, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006, een hoofdstuk III ingevoegd, met de artikelen R. 19 en 20, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III – Bepalingen tot uitvoering van artikel D.20.16.

Art. R. 19. Op het leefmilieuportaal van de website van het Waalse Gewest worden bekendgemaakt:

1° de milieugegevens bedoeld in artikel D. 20.16, eerste lid, h, door de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of door zijn afgevaardigde;

2° een samenvatting van de maatregelen genomen door de exploitant bij de definitieve stopzetting van de activiteiten overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten;

3° voor de activiteiten bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken alsook in het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties, een afschrift van de vergunning en alle bijwerkingen ervan, met uitzondering van de gegevens onttrokken aan het openbaar onderzoek overeenkomstig artikel D. 29-15, door de inspecteur-generaal van het Departement Vergunningen en Machtigingen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of door zijn afgevaardigde;

3° voor de activiteiten bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties, de lijst van de afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties waarvan de nominale capaciteit lager is dan twee ton per uur, door de inspecteur-generaal van het Departement Grond en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of door zijn afgevaardigde.

Art. R. 20. De installaties en activiteiten bedoeld in artikel D. 20.16, i, zijn die bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, in het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties en in het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 21. In artikel 1, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° wordt vervangen als volgt:

« 3° DPA : het Departement Vergunningen en Machtigingen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst; »;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt:

« 5° installaties en activiteiten die broeikasgassen uitstoten : de installaties en activiteiten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto; »;

3° punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° broeikasgassen : gassen bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.".

4° er worden een punt 7° en een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° pluimvee : pluimvee zoals omschreven in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de bestrijding van de besmettelijke ziekten van pluimvee en andere neerhofdieren, alsook het in de handel brengen van broedeieren, eendagskuikens en fokpluimvee;

8° gevaarlijke stoffen : de stoffen of mengsels zoals omschreven in artikel 3 van verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels. ».

Art. 22. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijftiende lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de aanvraag tot milieuvergunning betrekking heeft op een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, een aanvraag tot vergunning om broeikasgassen uit te stoten die zelf de in bijlage XXI bij dit besluit opgenomen gegevens bevat, alsook een voorstel van monitoringplan dat ter goedkeuring aan het « Agence wallonne de l'air et du Climat » (Waals agentschap voor lucht en klimaat) overgelegd wordt overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen. »;

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een verbrandingsinstallatie die gebruik maakt van plaatselijk geproduceerde solide brandstoffen en waarvoor de exploitant in aanmerking wenst te komen voor de vergunning bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandingsinstallaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXVI bij dit besluit. ».

Art. 23. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 45 van het decreet, vermeldt het besluit tot toekenning van de vergunning :

1° de maatregelen tot bekendmaking van het besluit;

2° de beroepsmodaliteiten;

3° desgevallend, een bijzondere termijn van tenuitvoerlegging voor bepaalde bijzondere exploitatievoorwaarden;

4° de verplichtingen van de exploitant bedoeld in de artikelen 57 tot 59 van het decreet;

5° de verplichting om de bevoegde autoriteit kennis te geven van de verandering van exploitant overeenkomstig artikel 60 van het decreet;

6° het vervalprincipe in de gevallen bepaald bij artikel 48 van het decreet.

In het besluit wordt desgevallend benadrukt of de tenuitvoerlegging onderworpen is :

1° de vestiging van zakelijke rechten door de houder van de vergunning op de bij de exploitatie betrokken goederen;

2° de voorafgaande goedkeuring van de technisch ambtenaar.

§ 2. Indien de vergunning betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat het besluit het afvalbeheersplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden voor de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting. Als zulks het geval is, wordt in dat besluit eveneens aangegeven dat de installatie het voorwerp is van rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Het bevat bovendien de volgende gegevens :

1° een omschrijving van het project, met gegevens over de locatie, het ontwerp en de afmetingen ervan;

2° de nodige gegevens ter opsporing en beoordeling van de voornaamste rechtstreekse en onrechtstreekse effecten die het project kan teweegbrengen voor het leefmilieu en, meer bepaald, de mens, de fauna en flora, de bodem, het water, de lucht, het klimaat en het landschap, de materiële goederen en het culturele erfgoed, en de interactie tussen die factoren;

3° een omschrijving van de overwogen maatregelen om de belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;

4° een niet technische samenvatting van de gegevens bedoeld onder de punten 1° tot 3°.

§ 3. Indien de vergunning betrekking heeft op een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten broeikasgassen uitstoten, bevat de in artikel 45 van het decreet bedoelde vergunning om broeikasgassen uit te stoten :

1° de naam en het adres van de exploitant;

2° een omschrijving van de activiteiten van de inrichting;

3° het monitoringplan goedgekeurd door het « Agence wallonne de l'air et du Climat » overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen;

4° de eisen inzake de rapportage van de broeikasgasemissies;

5° de verplichting om binnen vier maanden na het einde van elk kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten in te leveren, verschillend van de overeenkomstig de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten voor de luchtvaartactiviteiten afgeleverde emissierechten, die gelijk is aan de totale emissies van de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting in de loop van dat jaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Als emissies van een broeikasgas uit een inrichting gespecificeerd worden in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2006 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen i.v.m. een activiteit die in die inrichting uitgeoefend wordt, bevat het besluit tot toekenning van de milieuvergunning geen emissiegrenswaarde voor rechtstreekse emissies van dat gas, tenzij het noodzakelijk is om een ernstige plaatselijke verontreiniging te voorkomen.

§ 4. Het besluit waarbij de milieuvergunning voor een waterwinning toegekend wordt vermeldt :

1° de waterwinvoorzieningen;

2° de modaliteiten tot uitvoering en uitrusting van het werk;

3° het gebruik van het getapte water;

4° het maximale watervolume dat per dag en per jaar getapt moet worden;

5° de frequentie van de opmetingen inzake het tellen van de volumes en bij de controle van de kwaliteit van het getapte water.

Het besluit waarbij de milieuvergunning voor een waterwinning toegekend wordt vermeldt desgevallend ook :

1° de afzondering van de verschillende grondwaterspiegels;

2° de bescherming van de grondwaterwinningen in de buurt;

3° de veiligheid van de personen en de goederen;

4° de plaatsbepaling van de piëzometers die bestemd zijn voor de meting van de hydrogeologische parameters i.v.m. de geëxploiteerde grondwaterspiegel en het nemen van desbetreffende monsters;

5° de modaliteiten tot uitvoering en uitrusting van bijkomende werken die nodig zijn voor de exploitatie en die gevaar voor vervuiling inhouden, zoals toegangs- en verluchtingsputten van winningsgalerijen.

§ 5. Het besluit tot toekenning van de milieuvergunning voor een inrichting bedoeld in bijlage XXIII vermeldt:

1° emissiegrenswaarden voor de verontreinigende stoffen bedoeld in bijlage VII bij het decreetale gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en in bijlage XXV bij dit besluit en voor de overige verontreinigende stoffen waarvan belangrijke hoeveelheden door de betrokken inrichting uitgestoten kunnen worden, gezien de aard ervan en het potentieel aan verontreinigingsoverdrachten van het ene milieu naar het andere. De emissiegrenswaarden kunnen aangevuld of vervangen worden door parameters of technische maatregelen die een gelijkwaardig milieubeschermingsniveau garanderen;

2° gepaste voorschriften die de bescherming van de grond en het grondwater garanderen en maatregelen betreffende het toezicht op en het beheer van de door de inrichting voortgebrachte afvalstoffen;

3° gepaste eisen inzake monitoring van de emissies :

a) waarin gewag gemaakt wordt van de meetmethode, de beoordelingsprocedure en de frequentie van de metingen, tenzij die frequentie in de sectorale voorwaarden bepaald wordt; en

b) die specificeren dat de resultaten van de monitoring van de emissies in geval van toepassing van artikel 7bis, § 1, 2°, van het decreet beschikbaar zijn voor dezelfde periodes en dezelfde referentieomstandigheden als de emissieniveaus die samenhangen met de beste beschikbare technieken.

Die eisen inzake monitoring worden desgevallend gebaseerd op de in de BBT-conclusies beschreven conclusies inzake monitoring.

4° de verplichting om de Milieuadministratie regelmatig en minstens één keer per jaar :

a) informatie te verstrekken op grond van de resultaten van de monitoring van de emissies bedoeld onder 3° alsook andere vereiste gegevens aan de hand waarvan de toezichhoudend ambtenaar kan controleren of de exploitatievoorwaarden vervuld zijn; en

b) in geval van toepassing van artikel 7bis, § 1, 2, van het decreet, een samenvatting van de resultaten van de monitoring van de emissies op grond waarvan een vergelijking gemaakt kan worden met de emissieniveaus die samenhangen met de beste beschikbare technieken.

5° gepaste eisen betreffende :

a) het onderhoud en de monitoring met regelmatige tussentijden van de maatregelen die worden genomen ter voorkoming van emissies in de grond en de grondwater overeenkomstig 2°;

b) de periodieke monitoring van grond en grondwater met betrekking tot relevante gevaarlijke stoffen die in de locatie kunnen worden aangetroffen, rekening houdend met de mogelijkheid van grond- en grondwaterverontreiniging in de locatie van de installatie;

c) de frequentie van de periodieke monitoring, tenzij ze in de sectorale voorwaarden bepaald wordt.

Onverminderd punt a), wordt de periodieke monitoring ten minste eenmaal om de vijf jaar doorgevoerd voor grondwater en om de tien jaar voor de grond, tenzij de monitoring gebaseerd is op een systematische evaluatie van het verontreinigingsrisico;

6° maatregelen betreffende andere bedrijfsomstandigheden dan normale bedrijfsomstandigheden, zoals opstarten en stilleggen, lekkages, storingen, tijdelijke stilleggingen en definitieve stopzetting van de exploitatie;

7° bepalingen betreffende de minimalisering van grootschalige of grensoverschrijdende verontreinigingen;

8° voorwaarden voor het beoordelen van de naleving van de emissiegrenswaarden of een verwijzing naar de toepasselijke eisen waarin een andere wetgeving voorziet.

Het besluit tot toekenning van de milieuvergunning voor een inrichting bedoeld in bijlage XXIII vermeldt ook :

1° de resultaten van de inspraak die aan de besluitvorming is voorafgegaan en een toelichting van de manier waarop daarmee rekening is gehouden in het besluit;

2° de titel van de BBT-referentiedocumenten die voor de betrokken installatie of activiteit relevant zijn;

3° de methode aangewend om de exploitatievoorwaarden te bepalen, met inbegrip van de emissiegrenswaarden, ten opzichte van de beste beschikbare technieken en de emissieniveaus die met de best beschikbare technieken geassocieerd zijn;

4° indien een afwijking wordt toegestaan overeenkomstig artikel 7bis, § 2, van het decreet, de specifieke redenen waarom ze toegekend werd, op basis van de criteria bedoeld in genoemde paragraaf en de daarmee samenhangende voorwaarden;

5° desgevallend, voor de inrichtingen die relevante gevaarlijke grondstoffen gebruiken, produceren of uitstoten, veiligheids- of monitoringsmaatregelen opgelegd na de analyse van het basisrapport bedoeld in het derde deel bis van het algemeen aanvraagformulier.

§ 6. Als het besluit tot toekenning van de milieuvergunning een verbrandings- of meeverbrandingsinstallatie betreft, bevat het de volgende elementen :

1° een expliciete lijst van de categorieën van afvalstoffen die verwerkt mogen worden. De lijst omvat, indien mogelijk, ten minste de afvalcategorieën zoals bepaald in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en geeft in voorkomend geval informatie over de hoeveelheid afval van elke categorie;

2° de totale capaciteit van de verbrandings- of meeverbrandingsinstallatie;

3° de grenswaarden voor emissies in water en lucht;

4° de eisen betreffende de pH, de temperatuur en het debiet van de lozingen van afvalwater;

5° de bemonsterings- en meetprocedures en de frequenties die moeten worden gebruikt om te voldoen aan de gestelde voorwaarden inzake monitoring van emissies;

6° de toelaatbare maximale duur van technisch onvermijdelijke stilleggingen, storingen dan wel defecten aan de reinigingsapparatuur of de meetapparatuur gedurende welke de emissies in de lucht en de lozingen van afvalwater de voorgeschreven emissiegrenswaarden mogen overschrijden;

7° als het gaat om een verbrandings of meeverbrandingsinstallatie met energierugwinning, de maatregelen voorzien om ervoor te zorgen dat de afvalvalorisatie plaatsvindt met hoge energie-efficiëntie.

Naast de eisen opgesomd in het vorige lid, bevat het besluit tot toekenning van de milieuvergunning aan een afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie die gevaarlijke afvalstoffen gebruikt de volgende elementen :

1° de lijst van de hoeveelheden gevaarlijke afvalstoffen uit de verschillende categorieën die verwerkt mogen worden;

2° de minimale en maximale massastroom van deze gevaarlijke afvalstoffen, hun minimale en maximale calorische waarde en hun maximale gehalte aan PCB's, PCP, chloor, fluor, zwavel, zware metalen en andere verontreinigende stoffen.

§ 7. Het besluit tot toekenning van de milieuvergunning voor de inrichtingen bedoeld in bijlage XXIII bij dit besluit, de installaties en/of activiteiten die gebruik maken van de oplosmiddelen bedoeld in de rubrieken VOS-01 tot VOS-21 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, de verbrandingsinstallaties met een totaal nominaal warmtevermogen van 50 MW of meer, ongeacht het type gebruikte brandstof en bedoeld in rubriek 40.10.01.03 of 40.30.01 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, de titaandioxide (TiO₂) producerende installaties bedoeld in rubriek 24.12.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en de afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties bedoeld in rubriek 90.24 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten bevat bepalingen betreffende de verdeling van de verantwoordelijkheden als er verschillende exploitanten voor dezelfde inrichting zijn.

§ 8. Als het besluit overeenkomstig artikel 35 van het decreet door de bevoegde autoriteit aan de technisch ambtenaar gericht wordt, vermeldt de bevoegde autoriteit op welke punten de inhoud van het besluit afwijkt van het syntheserapport dat door de technisch ambtenaar is opgemaakt in het kader van de procedure tot behandeling van de vergunningsaanvraag. ».

Art. 24. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijftiende lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten broeikasgassen uitstoten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, een aanvraag tot vergunning om broeikasgassen uit te stoten die zelf de in bijlage XXI bij dit besluit opgenomen gegevens bevat, alsook een voorstel van monitoringplan dat ter goedkeuring aan het « Agence wallonne de l'air et du Climat » overgelegd wordt overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen. »;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een verbrandingsinstallatie die gebruik maakt van plaatselijk geproduceerde solide brandstoffen en waarvoor de exploitant in aanmerking wenst te komen voor de vergunning bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandingsinstallaties, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, de gegevens opgenomen in bijlage XXVI bij dit besluit. ».

Art. 25. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 46. § 1. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 45 van het decreet, vermeldt het besluit tot toekenning van de vergunning :

1° de maatregelen tot bekendmaking van het besluit;

2° de beroepsmodaliteiten;

3° desgevallend, een bijzondere termijn van tenuitvoerlegging voor bepaalde bijzondere exploitatievoorwaarden;

4° de verplichtingen van de exploitant bedoeld in de artikelen 57 tot 59 van het decreet;

5° de verplichting om de bevoegde autoriteit kennis te geven van de verandering van exploitant overeenkomstig artikel 60 van het decreet;

6° het vervalprincipe in de gevallen bepaald bij artikel 48 van het decreet.

In het besluit wordt desgevallend benadrukt of de tenuitvoerlegging onderworpen is :

1° de vestiging van zakelijke rechten door de houder van de vergunning op de goederen betrokken bij de exploitatie;

2° de voorafgaande goedkeuring van de technisch ambtenaar.

§ 2. Indien de vergunning betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat het besluit het afvalbeheersplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden voor de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting. Als zulks het geval is, wordt in dat besluit eveneens aangegeven dat de installatie het voorwerp is van rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Het bevat bovendien de volgende gegevens :

1° een omschrijving van het project, met gegevens over de locatie, het ontwerp en de afmetingen ervan;

2° de nodige gegevens ter opsporing en beoordeling van de voornaamste rechtstreekse en onrechtstreekse effecten die het project kan teweegbrengen voor het leefmilieu en, meer bepaald, de mens, de fauna en flora, de bodem, het water, de lucht, het klimaat en het landschap, de materiële goederen en het culturele erfgoed, en de interactie tussen die factoren;

3° een omschrijving van de overwogen maatregelen om de belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;

4° een niet technische samenvatting van de gegevens bedoeld onder de punten 1° tot 3°.

§ 3. Indien de vergunning betrekking heeft op een inrichting waar één of meer installaties of activiteiten broeikasgassen uitstoten, bevat de in artikel 45 van het decreet bedoelde vergunning om broeikasgassen uit te stoten :

1° de naam en het adres van de exploitant;

2° een omschrijving van de activiteiten van de inrichting;

3° het monitoringplan goedgekeurd door het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen;

4° de eisen inzake de rapportage van de broeikasgasemissies;

5° de verplichting om binnen vier maanden na het einde van elk kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten in te leveren, verschillend van de overeenkomstig de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten voor de luchtvaartactiviteiten afgeleverde emissierechten, die gelijk is aan de totale emissies van de gespecificeerde broeikasgasemissies van de inrichting in de loop van dat jaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Als emissies van een broeikasgas uit een inrichting gespecificeerd worden in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen i.v.m. een activiteit die in die inrichting uitgeoefend wordt, bevat het besluit tot toekenning van de milieuvergunning geen emissiegrenswaarde voor rechtstreekse emissies van dat gas, tenzij het noodzakelijk is om een aanzienlijke plaatselijke verontreiniging te voorkomen.

§ 4. Het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning voor een waterwinning vermeldt :

1° de waterwinvoorzieningen;

- 2° de modaliteiten tot uitvoering en uitrusting van het werk;
- 3° het gebruik van het getapte water;
- 4° het maximale watervolume dat per dag en per jaar getapt moet worden;
- 5° de frequentie van de opmetingen inzake het tellen van de volumes en bij de controle van de kwaliteit van het getapte water.

§ 4. Het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning voor een waterwinning vermeldt desgevallend ook :

- 1° de afzondering van de verschillende grondwaterspiegels;
- 2° de bescherming van de grondwaterwinningen in de buurt;
- 3° de veiligheid van de personen en de goederen;
- 4° de plaatsbepaling van de piëzometers die bestemd zijn voor de meting van de hydrogeologische parameters i.v.m. de geëxploiteerde grondwaterspiegel en het nemen van desbetreffende monsters;
- 5° de modaliteiten tot uitvoering en uitrusting van bijkomende werken die nodig zijn voor de exploitatie en die gevaar voor vervuiling inhouden, zoals toegangs- en verluchtingsputten van winningsgalerijen.

§ 5. Het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning voor een inrichting bedoeld in bijlage XXIII vermeldt :

1° emissiegrenswaarden voor de verontreinigende stoffen bedoeld in bijlage VII bij het decretale gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en in bijlage XXV bij dit besluit en voor de overige verontreinigende stoffen waarvan belangrijke hoeveelheden door de betrokken inrichting uitgestoten kunnen worden, gezien de aard ervan en het potentieel aan verontreinigingsoverdrachten van het ene milieu naar het andere. De emissiegrenswaarden kunnen aangevuld of vervangen worden door parameters of technische maatregelen die een gelijkwaardig milieubeschermingsniveau garanderen;

2° gepaste voorschriften die de bescherming van de grond en het grondwater garanderen en maatregelen betreffende het toezicht op en het beheer van de door de inrichting voortgebrachte afvalstoffen;

3° gepaste eisen inzake toezicht op de emissies, waarin gewag gemaakt wordt van :

a) de meetmethode, de beoordelingsprocedure en de frequentie van de metingen, tenzij die frequentie in de sectorale voorwaarden bepaald wordt, en

b) die specificeren dat de resultaten van het toezicht op de emissies in geval van toepassing van artikel 7bis, § 1, 2°, van het decreet beschikbaar zijn voor dezelfde periodes en dezelfde referentievoorwaarden als de emissieniveaus geassocieerd met de beste beschikbare technieken.

Die eisen inzake monitoring worden desgevallend gebaseerd op de in de BBT-conclusies beschreven conclusies inzake monitoring;

4° de verplichting om de Milieuadministratie regelmatig en minstens één keer per jaar :

a) informatie te verstrekken op grond van de resultaten van de monitoring van de emissies bedoeld onder 3° alsook andere vereiste gegevens aan de hand waarvan de toezichhoudend ambtenaar kan controleren of de exploitatievoorwaarden vervuld zijn; en

b) in geval van toepassing van artikel 7bis, § 1, 2, van het decreet, een samenvatting van de resultaten van de monitoring van de emissies op grond waarvan een vergelijking gemaakt kan worden met de emissieniveaus die geassocieerd zijn met de beste beschikbare technieken.

5° gepaste eisen betreffende :

a) het onderhoud en de monitoring met regelmatige tussentijden van de maatregelen die worden genomen ter voorkoming van emissies in de grond en het grondwater overeenkomstig 2°;

b) de periodieke monitoring van grond en grondwater met betrekking tot relevante gevaarlijke stoffen die in de locatie kunnen worden aangetroffen, rekening houdend met de mogelijkheid van grond- en grondwaterverontreiniging in de locatie van de installatie;

c) de frequentie van de periodieke monitoring, tenzij ze in de sectorale voorwaarden bepaald wordt.

Onverminderd punt a), wordt de periodieke monitoring ten minste eenmaal om de vijf jaar uitgevoerd voor grondwater en om de tien jaar voor de grond, tenzij de monitoring gebaseerd is op een systematische evaluatie van het verontreinigingsrisico;

6° maatregelen betreffende andere bedrijfsomstandigheden dan normale bedrijfsomstandigheden, zoals opstarten en stilleggen, lekkages, storingen, tijdelijke stilleggingen en definitieve stopzetting van de exploitatie;

7° bepalingen betreffende de minimalisering van grootschalige of grensoverschrijdende verontreinigingen;

8° voorwaarden voor het beoordelen van de naleving van de emissiegrenswaarden of een verwijzing naar de toepasselijke eisen waarin een andere wetgeving voorziet.

Het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning voor een inrichting bedoeld in bijlage XXIII vermeldt ook:

1° de resultaten van de inspraak die aan de besluitvorming is voorafgegaan en een toelichting van de manier waarop daarmee rekening is gehouden in het besluit;

2° de titel van de BBT-referentiedocumenten die voor de betrokken installatie of activiteit relevant zijn;

3° de methode aangewend om de exploitatievoorwaarden te bepalen, met inbegrip van de emissiegrenswaarden, ten opzichte van de beste beschikbare technieken en de emissieniveaus die met de best beschikbare technieken geassocieerd zijn;

4° indien een afwijking wordt toegestaan overeenkomstig artikel 7bis, § 2, van het decreet, de specifieke redenen waarom ze toegekend werd, op basis van de criteria bedoeld in genoemde paragraaf en de daarmee samenhangende voorwaarden;

5° desgevallend, voor de inrichtingen die relevante gevaarlijke grondstoffen gebruiken, produceren of lozen, veiligheids- of monitoringsmaatregelen opgelegd na de analyse van het basisrapport bedoeld in het derde deel bis van het algemeen aanvraagformulier.

§ 6. Als het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning een verbrandings- of meeverbrandingsinstallatie betreft, bevat het de volgende elementen :

1° een expliciete lijst van de categorieën van afvalstoffen die verwerkt mogen worden. Indien het mogelijk is, gebruikt de lijst ten minste de categorieën zoals omschreven in bijlage I bij besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en bevat ze desgevallend informatie over de hoeveelheid afval van elke categorie;

2° de totale capaciteit van de verbrandings- of meeverbrandingsinstallatie;

3° de grenswaarden voor emissies in water en lucht;

4° eisen betreffende de pH, de temperatuur en het debiet van de lozingen van afvalwateren;

5° de bemonsterings- en meetprocedures en de frequenties die moeten worden gebruikt om te voldoen aan de gestelde voorwaarden inzake monitoring van emissies;

6° de toelaatbare maximale duur van technisch onvermijdelijke stilleggingen, storingen dan wel defecten aan de reinigingsapparatuur of de meetapparatuur gedurende welke de emissies in de lucht en de lozingen van afvalwater de voorgeschreven emissiegrenswaarden mogen overschrijden;

7° als het gaat om een verbrandings of meeverbrandingsinstallatie met energievervalorisatie, de maatregelen voorzien om ervoor te zorgen dat de afvalvalorisatie plaatsvindt met hoge energie-efficiëntie.

Naast de eisen opgesomd in het vorige lid, bevat het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning aan een afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie die gevaarlijke afvalstoffen gebruikt de volgende elementen :

1° de lijst van de hoeveelheden gevaarlijke afvalstoffen uit de verschillende categorieën die verwerkt mogen worden;

2° de minimale en maximale massastroom van deze gevaarlijke afvalstoffen, hun minimale en maximale calorische waarde en hun maximale gehalte aan pcb's, pcp, chloor, fluor, zwavel, zware metalen en andere verontreinigende stoffen.

§ 7. Het besluit tot toekenning van de eenmalige vergunning voor de inrichtingen bedoeld in bijlage XXIII bij dit besluit, de installaties en/of activiteiten die gebruik maken van de oplosmiddelen bedoeld in de rubrieken VOS-01 tot VOS-21 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, de verbrandingsinstallaties met een totaal nominaal warmtevermogen van 50 MW of meer, ongeacht het type gebruikte brandstof en bedoeld in rubriek 40.10.01.03 of 40.30.01 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, de titaandioxide (TiO₂) producerende installaties bedoeld in rubriek 24.12.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en de afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties bedoeld in rubriek 90.24 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten bevat bepalingen betreffende de verdeling van de verantwoordelijkheden als er verschillende exploitanten voor dezelfde inrichting zijn.

§ 9. Als het besluit overeenkomstig artikel 93 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning door het gemeentecollege aan de technisch ambtenaar en aan de afgevaardigde ambtenaar gericht wordt, vermeldt het gemeentecollege op welke punten de inhoud van het besluit afwijkt van het syntheserapport dat door de technisch ambtenaar en de afgevaardigde ambtenaar is opgemaakt in het kader van de procedure tot behandeling van de aanvraag. ».

Art. 26. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt onderafdeling 1 van afdeling 7 vervangen als volgt :

Onderafdeling I. — Milieu-inspectieplan

Art. 90. De Minister van Leefmilieu bepaalt het milieu-inspectieplan op gewestelijk niveau.

Dat plan wordt regelmatig getoetst en, desgevallend, bijgewerkt.

Het milieu-inspectieplan moet de volgende elementen bevatten :

1° een algemene analyse van de in overweging te nemen milieuproblemen;

2° de geografische zone waarop het plan betrekking heeft;

3° een register van de inrichtingen waarop het plan betrekking heeft;

4° de procedures voor de vastlegging van programma's inzake routinematige milieu-inspecties;

5° de procedures voor niet geplande milieu-inspecties;

6° desgevallend, bepalingen betreffende de samenwerking tussen verschillende inspectie-instanties.

Art. 91. De systematische beoordeling van de milieurisico's, bedoeld in artikel 61, § 2, van het decreet, berust op zijn minst op de volgende criteria :

1° de potentiële en de reële gevolgen van de betrokken installaties voor de gezondheid van de mens en voor het milieu, rekening houdend met de emissieniveaus en de soorten emissies, de gevoeligheid van het plaatselijke milieu en het ongevalrisico;

2° de resultaten inzake de naleving van de exploitatievoorwaarden;

3° de deelname van de exploitant aan het milieubeheer- en milieuauditsysteem van de Unie (EMAS) overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1221/2009 van 25 november 2009 inzake de vrijwillige deelneming van organisaties aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem.

Art. 92. Het rapport bedoeld in artikel 61, § 4, van het decreet wordt overeenkomstig de artikelen D. 10 tot D. 20-14 van Boek I van het Milieuwetboek binnen vier maanden na het bezoek aan de inrichting ter inzage van het publiek gelegd. ».

Art. 27. In artikel 97bis van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° er moet aan een nieuwe of herziene milieukwaliteitsnorm worden voldaan, overeenkomstig artikel 56 van het decreet; »;

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Om de milieuvergunning in eerste instantie af te geven onderzoekt de bevoegde autoriteit binnen een termijn van vier jaar, te rekenen van de bekendmaking van de besluiten inzake de BBT-conclusies betreffende de hoofdactiviteit van een inrichting, opnieuw de bijzondere exploitatievoorwaarden bedoeld in bijlage XXIII om zich ervan te vergewissen dat ze o.a. aan artikel 7bis van het decreet voldoen. In voorkomend geval brengt ze er wijzigingen in aan, na advies van de directeur van de Buitendirectie van het « DPA » van de gemeente waar de vergunningsaanvraag is ingediend en van de instanties aangewezen door de Regering.

Bij het nieuwe onderzoek wordt rekening gehouden met alle nieuwe BBT-conclusies of met elke bijwerking ervan die op de inrichting toepasselijk zijn en die zijn aangenomen sinds de vergunning afgegeven of voor de laatste keer onderzocht werd.

De toezichthoudend ambtenaar zorgt ervoor dat de inrichting binnen dezelfde termijn aan genoemde exploitatievoorwaarden voldoet. »;

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Op verzoek van de directeur van de Buitendirectie van het « DPA » van de gemeente waar de vergunningsaanvraag is ingediend en binnen de door hem bepaalde termijn verstrekt de exploitant alle gegevens die nodig zijn om de vergunningen opnieuw te onderzoeken, met inbegrip van, o.a., de resultaten van de monitoring van de emissies en andere gegevens waarmee de werking van de inrichting getoetst kan worden aan de beste beschikbare technieken omschreven in de conclusies over de toepasselijke BBT's en de emissieniveaus geassocieerd met de beste beschikbare technieken.

De directeur van de Buitendirectie van het « DPA » van de gemeente waar de vergunningsaanvraag is ingediend, stuurt de gegevens onmiddellijk aan de autoriteit die bevoegd is om de milieuvergunning in eerste instantie af te geven. »;

4° er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Als een installatie of activiteit bedoeld in bijlage XXIII het voorwerp van geen enkele BBT-conclusie uitmaakt, worden de bijzondere exploitatievoorwaarden opnieuw onderzocht en, zo nodig, gewijzigd indien de evolutie van de beste technieken een aanzienlijke vermindering van de emissies toelaat. »;

5° er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Gezien het gevaar voor verontreiniging van de grond en het grondwater in de locatie van de exploitatie, voegt de exploitant van een in bijlage XXIII bedoelde inrichting die relevante gevaarlijke stoffen gebruikt, voortbrengt of uitstoot het in het derde deel bis van het algemeen aanvraagformulier bedoelde basisrapport bij voor de eerste actualisering van zijn vergunning i.v.m. de bekendmaking van de BBT-conclusies betreffende de hoofdactiviteit, die plaatsvindt na 7 januari 2013. ».

Art. 28. In hetzelfde besluit wordt een artikel 97ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 97ter. Bij het nieuwe onderzoek van de bijzondere exploitatievoorwaarden gebruikt de directeur van de Buitendirectie van het « DPA » van de gemeente waar de vergunningsaanvraag is ingediend alle gegevens voortvloeiend uit de monitoring of de inspecties. ».

Art. 29. In artikel 117, 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « 1, 29°, » ingevoegd tussen de woorden « artikelen » en « 61 ».

Art. 30. Afdeling 10 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een onderafdeling 12, luidend als volgt :

« Onderafdeling 12. – Diverse aanwijzingen

Art. 120ter. De in artikel 7bis, § 1, van het decreet bedoelde technisch ambtenaar die bevoegd is om de resultaten van de monitoring van de emissies te beoordelen is de toezichthoudend ambtenaar.

De in artikel 8bis van het decreet bedoelde technisch ambtenaar die bevoegd is om op de hoogte te blijven van de evolutie van de beste beschikbare technieken is de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn afgevaardigde.

De technisch ambtenaar bedoeld in artikel 58, § 2, 2°, van het decreet is de toezichthoudend ambtenaar. ».

Art. 31. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 11, luidend als volgt :

« Onderafdeling 11. – Diverse aanwijzingen

Art. 120quater. De installaties en activiteiten in de artikelen 7bis, 38, 56bis, 61, 72, § 1, 94bis, 181ter van het decreet zijn die van bijlage XXIII.

Art. 120quinquies. De emissiegrenswaarden bedoeld in artikel 7bis, § 2, derde lid, van het decreet zijn de emissiegrenswaarden waarin de volgende besluiten voorzien :

1° het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende sectorale voorwaarden voor de installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken;

2° het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties;

3° het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties;

4° het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor installaties die titaandioxide produceren.

Art. 120sexies. De capaciteitsdrempels bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet zijn die bedoeld in bijlage XXIII. ».

Art. 32. In bijlage I bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in deel I, vak III, punt III.2., wordt volgend punt c) ingevoegd :

« c) een technisch dossier overeenkomstig deel 3bis van dit formulier (inrichtingen IPPC)

NEEN JA, bijlagenummer : »

2° deel 3bis, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2007, wordt vervangen als volgt :

« De exploitant van een inrichting bedoeld in bijlage XXIII voegt bij het algemeen aanvraagformulier :

1° een technisch dossier met een omschrijving van :

- de inrichting, alsook de aard en de omvang van haar activiteiten;
- de grondstoffen en hulpstoffen, de materies en de energie die in de inrichting worden gebruikt of door haar worden gegenereerd;
- de emissiebronnen van de inrichting
- de staat van de vestigingslocatie van de inrichting;
- de aard en de omvang van de voorzienbare hoeveelheden emissies van de inrichting in elk milieu, alsook een overzicht van de significante milieueffecten van de emissies;
- de voorziene technologie en de overige technieken ter voorkoming of, indien dat niet mogelijk is, ter vermindering van de emissies van de inrichting;
- de maatregelen betreffende de preventie en de valorisatie de door de inrichting voortgebrachte afvalstoffen;
- de maatregelen voorzien voor de monitoring van de emissies in het leefmilieu;
- de voornaamste alternatieve oplossingen, indien ze bestaan, in een samenvatting;

2° een basisrapport als de aanvraag tot milieuvergunning of eenmalige vergunning betrekking heeft op een in bijlage bedoelde XXIII inrichting die relevante gevaarlijke stoffen gebruikt, produceert of uitstoot en gezien het gevaar voor verontreiniging van de grond en het grondwater in de exploitatielocatie. Dat basisrapport wordt door een erkende deskundige opgemaakt overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

Het basisrapport bevat de nodige gegevens voor de bepaling van het niveau van verontreiniging van de grond en het grondwater, met verwijzing naar de normen bedoeld in bijlage I bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, om een kwantitatieve vergelijking te maken met de staat van de locatie bij de definitieve stopzetting van de activiteiten.

Het basisrapport bevat op zijn minst de doelstellingen, eisen en elementen betreffende het oriënteringsonderzoek en, desgevallend, het karakteriseringsonderzoek zoals vermeld in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

Als een oriënteringsonderzoek bedoeld in de artikelen 37 en volgende van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer minder dan vijf jaar voor de indiening van de vergunningsaanvraag op het terrein gevoerd werd en daaruit blijkt dat geen ander onderzoek nodig is of als een karakteriseringsonderzoek bedoeld in de artikelen 42 en volgende van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer minder dan vijf jaar voor de indiening van de vergunningsaanvraag op het terrein gevoerd werd en de aanvrager bewijst dat na die termijn geen verontreiniging vastgesteld werd, maakt dat oriënterings- of karakteriseringsonderzoek het mogelijk om de verplichtingen van het eerste lid na te komen.

Het basisrapport bevat ook :

1° de voorstellen van de deskundige i.v.m. de gepaste voorschriften die de bescherming van de grond en het grondwater garanderen en de maatregelen betreffende de monitoring;

2° de voorstellen van de deskundige i.v.m. de gepaste eisen betreffende :

a) het onderhoud en de monitoring met regelmatige tussentijden van de maatregelen die werden genomen ter voorkoming van emissies in de grond en het grondwater overeenkomstig 1°;

b) de periodieke monitoring van de grond en het grondwater met betrekking tot de relevante gevaarlijke stoffen die in de locatie kunnen worden aangetroffen, rekening houdend met de mogelijkheid van grond- en grondwaterverontreiniging in de locatie van de inrichting;

c) de frequentie van de periodieke monitoring, tenzij ze in de sectorale voorwaarden bepaald wordt.

De Minister van Leefmilieu kan de regels bepalen op grond waarvan de deskundigen de onder 2° bedoelde voorstellen kunnen uitbrengen;

3° een niet technische samenvatting van de gegevens opgenomen onder de punten 1° en 2°, in voorkomend geval. ».

Art. 33. Bijlage XVII bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Bijlage XVII - Formulier betreffende de afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties bedoeld in rubriek 90.24 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Indien de aanvraag tot milieuvergunning of eenmalige vergunning betrekking heeft op afvalverbrandings- en/of afvalmeeverbrandingsinstallatie, bevat ze, naast de gegevens van het algemeen aanvraagformulier betreffende milieuvergunningen en eenmalige vergunningen, de volgende gegevens :

1° een omschrijving van de overwogen maatregelen om de naleving van de volgende eisen te garanderen :

De installatie wordt zo ontworpen, uitgerust, onderhouden en geëxploiteerd dat aan de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties voldaan wordt, rekening houdend met de categorieën te verbranden of te meeverbranden afvalstoffen.

b) de bij het verbrandings- en meeverbrandingsproces opgewekte warmte wordt voor zover doenlijk teruggewonnen, door de productie van warmte, stoom of elektriciteit;

c) het ontstaan van residuen en de schadelijkheid ervan worden tot een minimum beperkt, en de residuen worden in voorkomend geval gerecycleerd;

d) de verwijdering van de residuen die niet kunnen worden vermeden of beperkt en die niet kunnen worden gerecycleerd, geschiedt overeenkomstig de wetgeving;

e) wanneer de aanvraag een verbrandings- en/of meeverbrandingsinstallatie met terugwinning van energie betreft, vertoont deze terugwinning een hoge energie-efficiëntie.

2° een afschrift van het diploma vereist bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties of een attest ter bevestiging van de ervaring in het vak. ».

Art. 34. Bijlage XXI bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 35. Bijlage XXIII bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 36. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXVII, die als bijlage 4 bij dit besluit gaat.

Art. 37. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXVIII, die als bijlage 5 bij dit besluit gaat.

Art. 38. In hetzelfde besluit (Franse versie) worden de woorden « la DPA » vervangen door de woorden « le DPA ».

Art. 39. In hetzelfde decreet worden de woorden « college van burgemeester en schepenen » vervangen door het woord « gemeentecollege ».

Art. 40. In hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 38 van het decreet, met uitzondering van § 1, 4°, en § 4 » vervangen door de woorden « artikel D. 29-22, § 2, van Boek 1 van het Milieuwetboek, met uitzondering van het vierde lid, 6° » en worden de woorden « artikel 38 van het decreet, met uitzondering van § 1, 4° » vervangen door de woorden « artikel D. 29-22, § 2, van Boek 1 van het Milieuwetboek ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002*

tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 41. In hoofdstuk I van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt volgend artikel 1/1 ingevoegd :

« Art. 1/1. De emissiegrenswaarden voor verontreinigende stoffen gelden op het punt waar de emissies de installatie verlaten en worden bepaald zonder rekening te houden met een eventuele voorafgaande verdunning.

Voor indirecte lozingen van verontreinigende stoffen in water mag bij de bepaling van de emissiegrenswaarden van de betrokken installatie rekening worden gehouden met het effect van een waterzuiveringsinstallatie, op voorwaarde dat een equivalent niveau van bescherming van het milieu in zijn geheel wordt gewaarborgd en dat zulks niet leidt tot een hogere belasting van het milieu. ».

Art. 42. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Onverminderd artikel 7bis, § 2, van het decreet, is het eerste lid niet van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. ».

Art. 43. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het vierde streepje geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002*

tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Art. 44. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in rubriek 10.90.03 wordt een rubriek 10.90.03.03 ingevoegd, luidend als volgt :

10.90.03.03 die geen mijnaanhorigheid vormen en waarvan de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 10 T/dag of minder	2					
--	---	--	--	--	--	--

2° het opschrift van rubriek 26.5. wordt « Vervaardiging van cement, kalk, gips en magnesiumoxide »;

3° in rubriek 26.5 wordt een rubriek 26.54 ingevoegd, luidend als volgt :

26.54 Vervaardiging van magnesiumoxide						
26.54.01 Installatie voor de productie van magnesiumoxide in ovens als de geïnstalleerde productiecapaciteit : 26.54.01.01 gelijk is aan 50 t/dag of meer en lager is dan 500 t/dag	2					
26.54.01.02 gelijk is aan 500 t/dag of meer	1	X				

Titel 4. — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 45. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 46. § 1. Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid :

1° treedt dit besluit in werking op 7 januari 2014 wat betreft de installaties en activiteiten bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning die in bedrijf zijn en het voorwerp uitmaken van een vergunning die voor 7 januari 2013 is verleend of waarvan de exploitanten een vergunningsaanvraag voor 7 januari 2013 hebben ingediend, op voorwaarde dat die installaties uiterlijk 7 januari 2014 in bedrijf gesteld worden :

- a) punt 1.1 voor de activiteiten met een totaal nominaal warmtevermogen van 50 meer dan MW;
- b) punten 1.2 en 1.3;
- c) punt 1.4 a);

d) punten 2.1 tot 2.6;

e) punten 3.1 tot 3.5;

f) punten 4.1 tot 4.6 voor de activiteiten betreffende productie door chemische verwerking;

g) punten 5.1 en 5.2 zoals van kracht voor de inwerkingtreding van dit besluit:

i. 5.1. a) Installaties waar één van de handelingen tot verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen of afgewerkte oliën verricht wordt, zoals omschreven in bijlage II bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een capaciteit van meer dan 10 ton per dag;

b) Installaties waar één van de handelingen tot nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen of afgewerkte oliën verricht wordt, zoals omschreven in bijlage III bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een capaciteit van meer dan 10 ton per dag.

ii. 5.2. Installaties voor de verbranding van huishoudelijk afval met een capaciteit van meer dan 3 ton per uur;

h) punten 5.3 a) i) en ii);

i) punt 5.4;

h) punt 6.1 a) en b);

k) punten 6.2 en 6.3;

l) punt 6.4 a);

m) punt 6.4 b) zoals van kracht voor de inwerkingtreding van dit besluit :

6.4. b) Behandeling en verwerking voor de fabricage van levensmiddelen op basis van :

i. dierlijke grondstoffen (andere dan melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag eindproducten;

ii. plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 ton per dag eindproducten (gemiddelde waarde op driemaandelijke basis);

n) punt 6.4 c);

o) punten 6.5 tot 6.9;

2° dit besluit treedt in werking op 7 juli 2015 voor de activiteiten bedoeld in bijlage XXIII bij hetzelfde besluit die voor 7 januari 2013 in bedrijf zijn/

a) punt 1.1 voor de activiteiten met een totaal nominaal warmtevermogen van 50 meer dan MW;

b) punt 1.4 b);

c) punten 4.1 tot 4.6 voor de activiteiten betreffende productie door biologische verwerking;

d) punten 5.1 en 5.2 voor de activiteiten die niet het voorwerp zijn van bijlage XXIII van kracht voor de inwerkingtreding van dit besluit :

e) punt 5.3 a), iii) tot v);

f) punt 5.3 b);

g) punten 5.5 en 5.6;

h) punt 6.1 c);

i) punt 6.4 b) voor de activiteiten die niet het voorwerp zijn van bijlage XXIII van kracht voor de inwerkingtreding van dit besluit;

j) punten 6.10 en 6.11.

§ 2. De bijzondere voorwaarden i.v.m. het afvalpreventieplan en het « PISOE » die zijn ingevoegd in de vergunningen afgegeven voor de inwerkingtreding van dit besluit en betreffende installaties en activiteiten bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, worden opgeheven.

§ 3. Het decreet van 24 oktober 2013 tot wijziging van verschillende decreten, met name inzake industriële emissies, treedt in werking op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 47. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1 – Inhoud van het interne plan inzake monitoring van de milieuverplichtingen

I. Vergunningen en machtigingen

Bevoegde autoriteit	Ref. vergunning	Activiteiten/ installaties	Borgstelling	Borgstelling goedgekeurd door de FT	Vergunning uitvoerbaar op	Geldigheidsduur

II. Verplichte controles

Type/thematiek	Activiteiten/ installatie	Wettelijke ref.	Frequentie/ periodiciteit	Interne verantwoordelijke	Externe interveniënt	Datum van de laatste controle	Ref. registratie	Conform/niet conform
							Vb. laboprotocol	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2

BIJLAGE XXI

Informatie te verstrekken met het oog op de exploitatie van een inrichting bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen;

Dit document wordt slechts ingevuld door de exploitanten die minstens een activiteit uitoefenen die opgenomen is in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Activiteiten (1)	Broeikasgassen
Verbranden van brandstof in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW (met uitzondering van installaties voor het verbranden van gevaarlijke afvalstoffen of gemeentelijk afval)	Kooldioxide
Vervaardiging van geraffineerde aardolieproducten	Kooldioxide
Productie van cokes	Kooldioxide
Roosten of sinteren, met inbegrip van pelletiseren, van ertsen (met inbegrip van zwaavelhoudend erts)	Kooldioxide
Productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 t per uur	Kooldioxide
Productie en verwerking van ferrometalen (inclusief ferrolegeringen) waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt. De verwerking omvat, onder andere, walsen, herverhitters, gloeiovens, smederijen, gieterijen, coating en beitsen	Kooldioxide
Productie van primair aluminium	Kooldioxide en perfluorkoolstoffen
Productie van secundair aluminium waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide

<p>Activiteiten (1)</p> <p>Productie en verwerking van ferrometalen, met inbegrip van de productie met inbegrip van de productie van legeringen, raffinage, gieterijen enz., waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen (met inbegrip van brandstoffen die als reductoren worden ingezet) van meer dan 20 MW worden gebruikt.</p>	<p>Broeikasgassen</p> <p>Kooldioxide</p>
<p>Productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag</p> <p>Productie van kalk, met inbegrip van het calcineren van dolomiet en magnesiet, in draaiovens of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag</p> <p>Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag</p> <p>Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag</p> <p>Fabricage van isolatiemateriaal uit minerale wol met gebruikmaking van steen, glas of slakken met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag</p> <p>Drogen of calcineren van gips of het produceren van gipsplaten en andere gipsproducten, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt</p>	
<p>Productie van pulp uit hout of andere vezelhoudende materialen</p> <p>Productie van papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag</p> <p>Productie van roet waarbij organische stoffen zoals olie, teer en kraak- en destillatie-residuen worden verkoold, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20MW worden gebruikt</p> <p>Productie van salpeterzuur</p> <p>Productie van adipinezuur</p> <p>Productie van glyoxal en glyoxylzuur</p> <p>Productie van ammoniak</p> <p>Productie van organische bulkchemicaliën door kraken, reforming, gedeeltelijke of volledige oxidatie of vergelijkbare processen, met een productiecapaciteit van meer dan 100 t per dag</p> <p>Productie van waterstof (H₂) en synthesesgas door reforming of gedeeltelijke oxidatie met een productiecapaciteit van meer dan 25 t per dag</p> <p>Productie van natriumcarbonaat (Na₂CO₃) en natriumbicarbonaat (NaHCO₃)</p> <p>Afvangen van broeikasgassen van installaties die onder deze bijlage vallen met het oog op vervoer en geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend</p> <p>Vervoer van broeikasgassen via pijpleidingen met het oog op geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend</p> <p>Geologische opslag van broeikasgassen op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend</p>	<p>Kooldioxide en distikstofoxide</p> <p>Kooldioxide en distikstofoxide</p> <p>Kooldioxide en distikstofoxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p> <p>Kooldioxide</p>

I. Niet-technische samenvatting (2)

II. Gegevens over de contactpersonen inzake rapportage en monitoring van broeikasgasemissies**II.A) Adres van de locatie en personalia van de contactpersoon belast met de monitoring van broeikasgasemissies**

Naam van het bedrijf:		
Straat :	Nr.:	Bus:
Postcode :		
Naam van de verantwoordelijke :		
Functie :		
Tel. direct :	Fax :	
E-mail :		

II.B) Personalia van de persoon belast met de rapportage van de broeikasgasemissies

Naam :	Voornaam :
Functie :	
Tel. direct :	Fax :
E-mail :	

II.C) Personalia van de persoon belast met het opmaken van dit formulier

Naam :	Voornaam :
Functie :	
Tel. direct :	Fax :
E-mail :	

III. Beschrijving van de installatie en de activiteiten die broeikasgassen uitstoten alsook van de aangewende technologie

--

IV. Omschrijving van de grondstoffen en hulpstoffen waarvan het gebruik de in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 bedoelde broeikasgasemissies kan veroorzaken

--

V. Lijst (3) van de bronnen van broeikasgasemissies voor elke activiteit bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006

Ref. Activiteit	Beknopte omschrijving van de activiteit	Ref. bron(nen)	Beknopte omschrijving van de betrokken bron(nen) voor elke activiteit	Capaciteit Bron(nen) (4)	Ref. Vergunning bron(nen) (5)

Ref. Activiteit	Beknopte omschrijving van de activiteit	Ref. bron(nen)	Beknopte omschrijving van de betrokken bron(nen) voor elke activiteit	Capaciteit Bron(nen) (4)	Ref. Vergunning bron(nen) (5)

VI. Omschrijving van de maatregelen waarin voorzien wordt voor de monitoring en de rapportage van de emissies

Het voorstel van monitoringplan bijvoegen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Nota's

(1) 1. Installaties of delen van installaties die voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe producten en processen worden gebruikt, en installaties die uitsluitend biomassa gebruiken, vallen niet onder deze bijlage.

2. De hieronder genoemde drempelwaarden hebben betrekking op de productiecapaciteit of op het vermogen. Wanneer in dezelfde installatie verscheidene, onder dezelfde categorie vallende activiteiten worden uitgevoerd, worden de vermogens van de activiteiten bij elkaar opgeteld.

3. Wanneer het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van een installatie wordt berekend met het oog op het nemen van een besluit inzake de opnemingsregeling, worden het nominaal thermisch ingangsvermogen van alle technische eenheden die deel uitmaken van de installatie en waarin brandstoffen worden verbrand, bij elkaar opgeteld. Deze eenheden kunnen onder andere alle soorten stookketels, branders, turbines, verwarmingstoestellen, ovens, verbranders, gloeiovens, draaiovens, droogovens, drogers, motoren, brandstofcellen, chemische looping- verbrandingseenheden, fakkels en thermische of katalytische naverbranders omvatten. Eenheden met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3 MW en eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken, worden bij deze berekening buiten beschouwing gelaten. Tot " eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken " behoren ook eenheden waarin alleen bij het opstarten of uitschakelen fossiele brandstoffen worden gebruikt.

4. Wanneer een eenheid gebruikt wordt voor een activiteit waarvoor de drempel niet is uitgedrukt als het totale nominaal thermisch ingangsvermogen, primeert de drempel voor deze activiteit bij het besluit inzake opnemingsregeling in de Gemeenschapsregeling.

5. Indien blijkt dat de capaciteitsdrempel van een van de in deze bijlage vermelde activiteiten in een installatie wordt overschreden, worden alle eenheden waarin brandstoffen worden verbrand, met uitzondering van eenheden voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen of van huishoudelijk afval, opgenomen in de vergunning voor broeikasgasemissie.

(2) De niet technische samenvatting slaat op de volgende gegevens :

a) de installatie en de activiteiten ervan, alsook de aangewende technologie;

b) de grondstoffen en hulpstoffen waarvan het gebruik waarschijnlijk tot broeikasgasemissies zal leiden;

c) de bronnen van broeikasgasemissies;

d) de geplande maatregelen voor de bewaking en rapportage van emissies.

(3) Onderstaand model zo vaak als nodig kopiëren met het oog op de opstelling van een lijst van het geheel van de activiteiten en geassocieerde bronnen die broeikasemissies kunnen veroorzaken (met inbegrip van de emissies i.v.m. de productie en het gebruik van de biomassa).

(4) Productievermogen (bijv. : ton per dag) productiedichtheid (bijv. : kg/m³) of nominaal thermisch ingangsvermogen (MW), al naar gelang van de in aanmerking genomen rubriek van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006.

(5) Nummer van de bedoelde vergunning, machtiging, registratie of toestemming, alsmede de afgifte datum ervan.

Bijlage 3**Bijlage XXIII**

Deze bijlage is niet van toepassing op onderzoek- en ontwikkelingsactiviteiten of op uitproberen van nieuwe producten en processen.

De hieronder genoemde drempelwaarden hebben doorgaans betrekking op productiecapaciteiten of rendementen. Wanneer in dezelfde installatie verscheidene activiteiten uit dezelfde categorie worden uitgevoerd, worden de vermogens van de activiteiten bij elkaar opgeteld. Voor afvalbeheersactiviteiten is de berekeningswijze van toepassing op de activiteiten bedoeld onder punt 5.1 en onder punt 5.3, *a)* en *b)*.

1. Energie-industrieën

1.1. Het stoken in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 50 MW of meer

1.2. Het raffineren van aardolie en gas

1.3. De productie van cokes

1.4. Het vergassen of vloeibaar maken van :

a) steenkool;

b) andere brandstoffen in installaties met een totaal nominaal thermisch vermogen van 20 MW of meer.

2. Productie en verwerking van metalen

2.1. Het roosten of sinteren van ertsen, met inbegrip van zwavelhoudend erts.

2.2. Productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 t per uur

2.3. Verwerking van ferrometalen :

a) warmwalsen met een capaciteit van meer dan 20 t ruwstaal per uur;

b) smeden met hamers met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MW wordt gebruikt;

c) het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal, met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur.

2.4. Smelterijen van ferrometalen met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

2.5. Verwerking van non-ferrometalen :

a) de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés;

b) voor het smelten van non-ferrometalen, met inbegrip van legeringen, inclusief terugwinningproducten (affineren, vormgieten) met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen.

2.6. Oppervlaktebehandeling van metalen of kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé, wanneer de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden meer dan 30 m³ bedraagt.

3. Minerale industrie

3.1. Productie van cement, ongebluste kalk en magnesiumoxide :

a) productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag, of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag;

b) productie van ongebluste kalk in ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag;

c) productie van magnesiumoxide in ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag.

3.2. Winning van asbest of fabricage van asbestproducten

3.3. Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag

3.4. Het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van de fabricage van mineraalvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag.

3.5. Het fabriceren van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag en/of met een ovencapaciteit van meer dan 4 m³ en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m³.

4. Chemische industrie

Voor de doeleinden van dit deel wordt onder fabricage in de zin van de categorieën activiteiten in dit deel verstaan de fabricage van de onder de punten 4.1 à 4.6 genoemde stoffen of groepen stoffen op industriële schaal door chemische of biologische omzetting.

4.1. De fabricage van organisch-chemische producten, zoals :

a) eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische);

b) zuurstofhoudende koolwaterstoffen, zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carbonzuren, esters en mengsels van esters, acetaten, ethers, peroxiden en epoxyharsen;

c) zwavelhoudende koolwaterstoffen;

d) stikstofhoudende koolwaterstoffen, zoals aminen, amiden, nitroso-, nitroen, nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten;

e) fosforhoudende koolwaterstoffen;

f) halogeenhoudende koolwaterstoffen;

g) organometaalverbindingen;

h) kunststof materialen (polymeren, kunstvezels, cellulosevezels);

i) synthetische rubber;

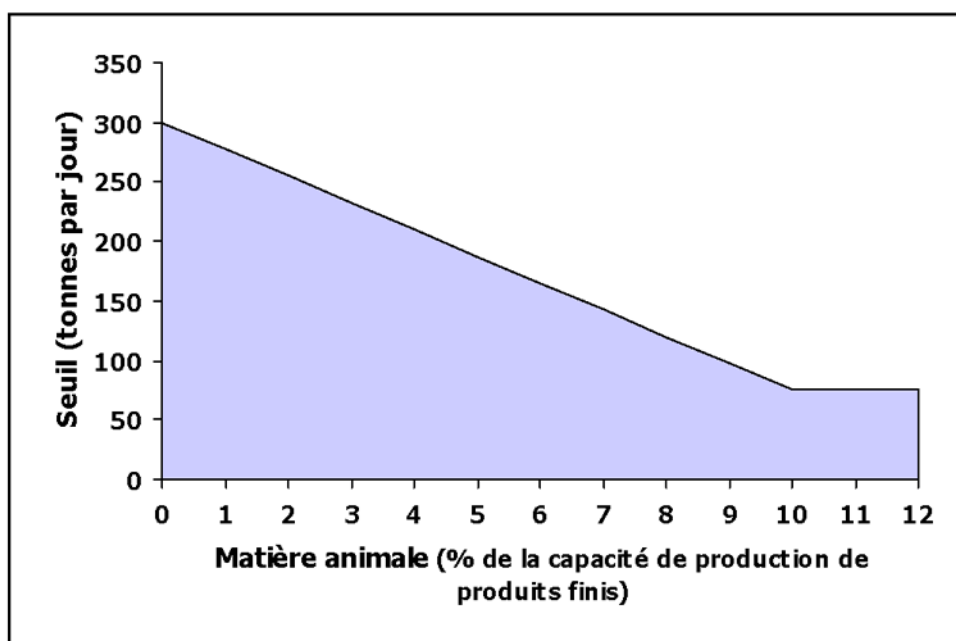
j) kleurstoffen en pigmenten;

k) tensioactieve stoffen en tensiden.

4.2. De fabricage van anorganisch-chemische producten, zoals :

- a) gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonylchloride;
 - b) zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuur;
 - c) basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide;
 - d) zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat;
 - e) niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide.
- 4.3. De fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen).
- 4.4. De fabricage van producten voor gewasbescherming of van biociden.
- 4.5. De fabricage van farmaceutische producten met inbegrip van tussenproducten.
- 4.6. De fabricage van explosieven.
5. Afvalbeheer
- 5.1. De verwijdering of nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 10 t per dag door middel van een of meer van de volgende activiteiten :
- a) biologische behandeling;
 - b) fysisch-chemische behandeling;
 - c) mengen of vermengen voorafgaand aan een van de onder 5.1 en 5.2 vermelde behandelingen;
 - d) herverpakking voorafgaand aan een van de onder 5.1 en 5.2 vermelde behandelingen;
 - e) 5) terugwinning/regeneratie van oplosmiddelen;
 - f) recycling/terugwinning van andere anorganische materialen dan metalen of metaalverbindingen;
 - g) regeneratie van zuren of basen;
 - h) terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt om vervuiling tegen te gaan;
 - i) terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren;
 - j) herraffinage van olie en ander hergebruik van olie;
 - k) opslag in waterbekkens.
- 5.2. De verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen in afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallaties voor :
- a) ongevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 3 t per uur;
 - b) gevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 10 t per dag.
- 5.3. a) De verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 50 t per dag door middel van een of meer van de volgende activiteiten, met uitzondering van de activiteiten bedoeld in de artikelen R. 274 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- i) biologische behandeling;
 - ii) fysisch-chemische behandeling;
 - iii) voorbehandeling van afval voor verbranding of meeverbranding;
 - iv) behandeling van slakken en as;
 - v) behandeling in shredders van metaalafval, met inbegrip van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en autowrakken en de onderdelen daarvan.
- b) nuttige toepassing, of een combinatie van nuttige toepassing en verwijdering, van ongevaarlijke afvalstoffen met een capaciteit van meer dan 75 t per dag, door middel van een of meer van de volgende activiteiten, met uitzondering van activiteiten bedoeld in de artikelen R. 274 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- i) biologische behandeling;
 - ii) voorbehandeling van afval voor verbranding of meeverbranding;
 - iii) behandeling van slakken en as;
 - iv) behandeling in shredders van metaalafval, met inbegrip van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur en autowrakken en de onderdelen daarvan.
- Indien de behandeling van het afval beperkt blijft tot anaërobe vergisting, bedraagt de maximale capaciteit voor deze activiteit 100 t per dag.
- 5.4. Centra voor technische ingraving die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben, met uitzondering van de stortplaatsen voor inerte afvalstoffen.
- 5.5. Tijdelijke opslag van niet onder punt 5.4 vallende gevaarlijke afvalstoffen, in afwachting van een van de onder de punten 5.1, 5.2, 5.4 en 5.6 vermelde behandelingen, met een totale capaciteit van meer dan 50 t, met uitsluiting van tijdelijke opslag, voorafgaande aan inzameling, op de plaats van productie.
- 5.6. Ondergrondse opslag van gevaarlijke afvalstoffen met een totale capaciteit van meer dan 50 t.
6. Andere activiteiten
- 6.1. Fabricage, in industriële installaties, van :
- a) papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;
 - b) papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag;
 - c) een of meer van de volgende platen en panelen van hout: oriented strand board (OSB), spaanplaat of vezelplaat met een productiecapaciteit van meer dan 600 m³ per dag.
- 6.2. De voorbehandeling (zoals wassen, bleken, merceriseren) of het verven van textiel vezels of textiel met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 t per dag.
- 6.3. Het looien van huiden met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 t eindproducten per dag.
- 6.4. a) De exploitatie van slachthuizen met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag geslachte dieren.

- b) De bewerking en verwerking behalve het uitsluitend verpakken, van de volgende grondstoffen, al dan niet eerder bewerkt of onbewerkt, voor de fabricage van levensmiddelen of voeder van :
- i) uitsluitend dierlijke grondstoffen (andere dan uitsluitend melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag eindproducten;
 - ii) uitsluitend plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 t per dag eindproducten of 600 t per dag eindproducten indien de installatie gedurende een periode van niet meer dan 90 opeenvolgende dagen in om het even welk jaar in bedrijf is;
 - iii) dierlijke en plantaardige grondstoffen, zowel in gecombineerde als in afzonderlijke producten, met een productiecapaciteit in ton per dag van meer dan:
 - 75 indien A gelijk is aan of hoger dan 10, of
 - $[300 - (22,5 \times A)]$ in alle andere gevallen
 waarin "A" het aandeel dierlijk materiaal is (in gewichtspercentage) van de productiecapaciteit in eindproducten.
 De verpakking is niet inbegrepen in het eindgewicht van het product.
 Deze onderafdeling is niet van toepassing wanneer de grondstof uitsluitend melk is.



- c) De bewerking en verwerking van uitsluitend melk, met een hoeveelheid ontvangen melk van meer dan 200 t per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis).
- 6.5. De destructie of verwerking van kadavers of dierlijk afval met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 t per dag.
- 6.6. Intensieve pluimvee- of varkenshouderij :
- a) met meer dan 40000 plaatsen voor pluimvee;
 - b) met meer dan 2000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg); of
 - c) met meer dan 750 plaatsen voor zeugen.
- 6.7. De oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten met behulp van organische oplosmiddelen, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vocht dicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren, met een verbruikscapaciteit van meer dan 150 kg organisch oplosmiddel per uur, of meer dan 200 t per jaar.
- 6.8. De fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering.
- 6.9. Het afvangen, het het oog op geologische opslag, van CO₂-stromen van installaties bedoeld in deze bijlage of in de volgende besluiten van de Waalse Regering :
- het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 houdende sectorale voorwaarden voor de installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken;
 - het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties;
 - het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties;
 - het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor installaties die titaandioxide produceren.

6.10. De conservering van hout en houtproducten met behulp van chemische stoffen met een productiecapaciteit van meer dan 75 m³ per dag, met uitzondering van de behandeling die uitsluitend gericht is op het voorkomen van sapvlekken.

6.11. Een niet onder het toepassingsgebied van de artikelen R. 274 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, vallende zelfstandig geëxploiteerde behandeling van afvalwater dat door een in deze bijlage bedoelde installatie is geloosd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 4

Bijlage XXVII

Lijst van de verontreinigende stoffen bedoeld in de artikelen 19, § 5, 1°, en 46, § 5, 1°

LUCHT

1. Zwaveloxide en andere zwavelverbindingen
2. Stikstofoxiden en andere stikstofverbindingen
3. Koolmonoxide
4. Vluchtige organische stoffen
5. Metalen en metaalverbindingen
6. Stof met inbegrip van fijn stof
7. Asbest (zwevende deeltjes en vezels)
8. Chloor en chloorverbindingen
9. Fluor en fluorverbindingen
10. Arseen en arseenverbindingen
11. Cyaniden

12. Stoffen en mengsels waarvan is aangetoond dat zij via de lucht een kankerverwekkende, mutagene of voor de voortplanting gevaarlijke werking hebben

13. Polychloordibenzodioxine en polychloordibenzofuranen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 5

Bijlage XXVIII - Formulier betreffende een stookinstallatie die gebruik maakt van plaatselijk geproduceerde solide brandstoffen

De aanvrager voegt de volgende gegevens bij zijn vergunningsaanvraag :

1° een technisch rapport met de technische rechtvaardiging van de onmogelijkheid te voldoen aan de emissiegrenswaarden bedoeld in artikel 6, paragrafen 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties;

2° het zwavelgehalte van de plaatselijk geproduceerde solide brandstof waarvan gebruik gemaakt wordt;

3° het bereikte ontzwavelingspercentage, uitgedrukt in maandgemiddelde.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende sommige activiteiten met aanzienlijke milieueffecten en tot wijziging van diverse bepalingen, met name i.v.m. industriële emissies.

Namen, 16 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2014/21020]

Personeel. — Hernieuwing van mandaat

Bij koninklijk besluit van 22 november 2013 wordt het mandaat van lid van het Federaal Planbureau van de heer Klaus Bernhard MICHEL, attaché, dat ten einde loopt op 31 december 2013 's avonds, hernieuwd voor een duur van negen jaar met ingang van 1 januari 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2014/21020]

Personnel. — Renouvellement de mandat

Par arrêté royal du 22 novembre 2013 le mandat de membre du Bureau fédéral du Plan de M. Klaus Bernhard MICHEL, attaché, qui prend fin le 31 décembre 2013 au soir, est prorogé pour une durée de neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2014/21021]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 26 januari 2014 wordt de heer Klaus Bernhard MICHEL, geboren op 5 november 1976, attaché (lid) bij het Federaal Planbureau, bevorderd tot de graad van opdrachthouder met ingang van 1 januari 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2014/21021]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 26 janvier 2014, M. Klaus Bernhard MICHEL, né le 5 novembre 1976 attaché (membre) au Bureau fédéral du Plan, est promu au grade de chargé de mission à partir du 1^{er} janvier 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C - 2014/02006]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 26 november 2013, wordt Mevr. OLDENHOVE DE GUERTECHIN, Aline, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A2 bij de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 oktober 2013.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

[C - 2014/02006]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 26 novembre 2013, Mme OLDENHOVE DE GUERTECHIN, Aline, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe A2 au Service public fédéral Personnel et Organisation dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} octobre 2013.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2014/22040]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Profielencommissie voor de verstrekkingen en de voorschriften van de geneesheren-specialisten, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Hernieuwing van het mandaat van een voorzitter en hernieuwing van mandaten en benoeming van leden

Bij koninklijk besluit van 29 januari 2014, wordt het mandaat van voorzitter van de heer WILMET, Eric, van de Franse taalrol, hernieuwd voor een termijn van vier jaar, ingaande op 1 december 2013, van de Profielencommissie voor de verstrekkingen en de voorschriften van de geneesheren-specialisten, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, als vertegenwoordiger van de verzekeringsinstellingen en van de sociale partners.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2014/22040]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Commission de profils des prestations et des prescriptions des médecins spécialistes, instituée auprès du Service des soins de santé. — Renouvellement du mandat d'un président et renouvellement de mandats et nomination de membres

Par arrêté royal du 29 janvier 2014, le mandat de président de M. WILMET, Eric, du rôle linguistique français, est renouvelé pour un terme de quatre ans, prenant cours le 1^{er} décembre 2013, de la Commission de profils des prestations et des prescriptions des médecins spécialistes, instituée auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, au titre de représentant des organismes assureurs et des partenaires sociaux.